

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/USA/1/Suppl.3
G/SCM/N/1/USA/1/Suppl.3
30 juin 1998
(98-2580)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

ÉTATS-UNIS

Supplément

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 juin 1998.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL	4
19 CFR Parties 201 et 207	4
Code de pratique et de procédure	4
Historique.....	4
Aperçu des modifications apportées au règlement	5
Analyse par article par article du règlement	6
Liste des sujets	22
Partie 201 - [modifiée]	22
201.11 - Comparution dans le cadre d'une enquête en tant que partie	23
Partie 207 - [modifiée]	23
207.3 - Signification, dépôt et certification des documents	23
207.45 - Enquête aux fins de réexamen d'une détermination en vigueur	24
207.46 - Enquêtes concernant certaines ordonnances en matière..... de droits compensateurs	24

	<u>Page</u>
Sous-partie F - Réexamens à terme de cinq ans.....	24
207.60 - Définitions.....	25
207.61 - Réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen	25
207.62 - Décisions quant à la pertinence d'un réexamen par la Commission et à la nature de ce réexamen	26
207.63 - Envoi du projet de questionnaire.....	27
207.64 - Rapports internes.....	27
207.65 - Mémoires avant audition.....	27
207.66 - Audition	28
207.67 - Mémoires et exposés après audition	28
207.68 - Observations finales concernant les renseignements	28
207.69 - Publication de la détermination.....	29
 Annexe A - Avis type d'engagement d'un réexamen à terme de cinq ans	 30
 Annexe B - Calendrier type d'un réexamen à terme de cinq ans	 34
 Annexe C - Parties ayant formulé des observations par suite de la publication de l'avis de projet de réglementation de la Commission	 36
 DÉPARTEMENT DU COMMERCE.....	39
 19 CFR Parties 351 et 354	39
 Affaires antidumping et affaires de droits compensateurs: règles relatives aux ordonnances conservatoires administratives; procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative.....	 39
Contexte général	39
Explication de certaines dispositions	41
Procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative	59
Classement	60
Liste des sujets traités dans 19 CFR Parties 351 et 354.....	61
 Partie 351 - Droits antidumping et droits compensateurs	 61
351.103 - Archives centrales du service des ordonnances conservatoires administratives	61
351.304 - Établissement du caractère exclusif des renseignements commerciaux.....	62
351.305 - Accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive.....	63
351.306 - Utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive	65
 Partie 354 [modifiée].....	 66
354.1 - [modifiée].....	66
354.2 - Définitions.....	66
354.3 - Sanctions	68
354.5 - Signalement d'une violation et enquête.....	68

	<u>Page</u>
354.6 - Engagement de la procédure	69
354.7 - Lettre de mise en cause	70
354.9 - Demande d'audition.....	71
354.15 - [Modifiée]	71
354.17 - [Modifiée]	71
354.18 - Avis au public de l'imposition de sanctions	71
354.19 - Extinction	71
Appendice à la sous-partie C de la Partie 351 du titre 19 des CFR.....	72

Federal Register/vol. 63, n° 108/vendredi 5 juin 1998/Règles et règlements

COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL

19 CFR Parties 201 et 207

Code de pratique et de procédure

ORGANISME: Commission du commerce international des États-Unis

MESURE: Texte définitif du règlement

SOMMAIRE: La Commission du commerce international des États-Unis (la Commission) modifie par les présentes les dispositions de son Code de pratique et de procédure qui concernent les enquêtes et les réexamens en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qui figurent dans 19 CFR Parties 201 et 207. Les modifications ont pour objet d'établir la procédure relative aux réexamens à terme de cinq ans des ordonnances en matière de droits antidumping, des ordonnances en matière de droits compensateurs et des accords de suspension auxquels la Commission procédera conformément aux dispositions de l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée (la Loi). DATES: Conformément à l'obligation qui est faite dans 5 U.S.C. 553 d) de publier le règlement 30 jours avant son entrée en vigueur, le présent règlement entrera en vigueur le 6 juillet 1998.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, CONTACTER: Marc A. Bernstein, Office of General Counsel, US International Trade Commission (téléphone: (202) 205-3087; courrier électronique: mbernstein@usitc.gov), ou Vera A. Libeau, Office of Investigations, US International Trade Commission (téléphone: (202) 205-3176; courrier électronique: vlibeau@usitc.gov). Les malentendus peuvent obtenir des renseignements à ce sujet en communiquant avec le terminal ATS de la Commission au (202) 205-1810.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Historique

Le 23 octobre 1997, la Commission a publié un avis de projet de réglementation (NOPR) au Federal Register (62 F.R. 55185 du 23 octobre 1997). Dans cet avis, la Commission proposait des procédures concernant les réexamens à terme de cinq ans auxquels elle devra procéder conformément à l'article 751 c) de la Loi. Certaines des procédures proposées ont pris la forme d'un projet de modification du Code de pratique et de procédure de la Commission. En outre, la Commission a décrit dans le préambule et les annexes de l'avis d'autres projets de procédure qui n'avaient pas été incorporés dans le projet de règlement.

La Commission a invité le public à formuler des observations concernant ce projet de règlement, les procédures décrites dans le préambule et les annexes de l'avis et toute autre question se rapportant aux réexamens à terme de cinq ans. La Commission a reçu dans un premier temps 25 séries d'observations provenant de 23 intervenants différents et 15 répliques provenant de 12 intervenants différents. Les entités qui ont présenté des observations par écrit ainsi que les sigles ou formules abrégées qui sont utilisés pour les désigner sont énumérés à l'annexe C du présent document. En outre, la Commission a tenu une audience publique le 26 février 1998 concernant les réexamens à terme de cinq ans au cours de laquelle elle a entendu les témoignages de nombreuses personnes intéressées.

La Commission a examiné attentivement toutes les observations qui lui ont été adressées. Les réponses de la Commission aux observations portant sur les sujets traités dans le projet de règlement se trouvent dans l'analyse article par article des modifications au règlement. La Commission remercie celles et ceux qui lui ont fait parvenir des observations ou qui ont participé à l'audience d'avoir pris le temps et la peine de faire connaître leurs vues et elle estime que les observations et les témoignages ont contribué à améliorer la réglementation.

La Commission a déterminé que ces règlements ne satisfont pas aux critères énoncés à l'article 3 f) du Décret n° 12866 (58 F.R. 51735 du 4 octobre 1993) et qu'ils ne constituent donc pas une mesure réglementaire d'une importance majeure aux fins dudit décret. La Loi sur la flexibilité réglementaire (5 U.S.C. 601 note) ne s'applique pas en l'occurrence parce que la Commission n'était pas tenue de publier un avis au titre de 5 U.S.C. 553 b) ni d'aucune autre loi. Bien que la Commission ait publié un avis, ces règlements font partie du "code de pratique et de procédure" de l'organisme et ils ne sont donc pas soumis à la disposition 5 U.S.C. 553 b) qui fait l'obligation de publier un avis.

L'avis type d'engagement d'un réexamen reproduit à l'annexe A du présent document constitue une demande de renseignements qui est soumise aux dispositions de la Loi concernant l'allègement des formalités administratives (44 U.S.C. 3501 et suiv.). Après avoir consulté le Bureau de la gestion et du budget (OMB), la Commission a conclu que la collecte de renseignements qui sera effectuée conformément à l'avis d'engagement d'un réexamen est comprise dans l'autorisation que le Bureau a donnée à la Commission au titre de la Loi concernant l'allègement des formalités administratives en ce qui concerne la collecte de renseignements effectuée dans le cadre des enquêtes et des réexamens en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, y compris ceux effectués conformément à l'article 751 de la Loi. Cette autorisation porte le numéro de contrôle 3117-0016.

Conformément à la Loi de 1996 pour la promotion du contrat avec l'Amérique (Pub. L. 104-121), la Commission présente un rapport à la Cour des comptes (GAO) et à chacune des chambres du Congrès dans lequel elle décrit ce règlement et auquel elle joint le texte du règlement.

Aperçu des modifications apportées au règlement

Le texte définitif du règlement et des procédures concernant les réexamens à terme de cinq ans renferme quatre grands changements par rapport à ceux proposés dans le Projet (NOPR). Ces changements sont résumés ci-après. On trouvera plus bas, dans l'analyse article par article, une explication détaillée de ces changements.

Premièrement, les réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen devront parvenir à la Commission 50 jours après la publication de l'avis au Federal Register. Ainsi, il ne sera pas nécessaire de déposer les réponses moins de 30 jours après la date à laquelle le Département du commerce indiquera éventuellement à la Commission qu'aucune partie intéressée d'origine nationale n'a déclaré son intention de participer au réexamen à terme de cinq ans.

Deuxièmement, des révisions importantes ont été apportées à l'avis d'engagement d'un réexamen. En particulier, la Commission a réduit la quantité de données empiriques que les parties intéressées seront tenues de fournir dans leurs réponses. En outre, les parties intéressées ne feront parvenir qu'une seule communication au Secrétaire.

Troisièmement, la Commission a décidé de ne pas adopter de critères quantitatifs concernant la pertinence générale des réponses des parties intéressées à l'avis d'engagement d'un réexamen. Elle se prononcera sur la pertinence des réponses au cas par cas, en tenant compte de plusieurs facteurs.

Quatrièmement, la Commission a décidé d'écarter une disposition qui aurait empêché les parties intéressées de présenter des demandes de collecte de données après la communication des observations sur le projet de questionnaire. Néanmoins, le règlement qui a été adopté par la Commission dispose que celle-ci n'envisagera de donner suite à ces demandes tardives que si les circonstances l'exigent.

Analyse article par article du règlement

Article 201.11

La Commission a modifié l'article 201.11 en y ajoutant les articles 201.11 b) 4) et b) 5), qui régissent le dépôt des demandes de comparution dans le cadre d'un réexamen à terme de cinq ans. L'article 201.11 b) 4), qui dispose que les demandes de comparution doivent être déposées dans un délai de 21 jours après la publication de l'avis d'engagement d'un réexamen, correspond exactement à la disposition qui a été proposée dans le Projet. Stewart a demandé que le délai de 21 jours [[page 30600]] prévu pour le dépôt des demandes de comparution soit porté à 30 jours. La Commission a retenu le délai de 21 jours, qui est identique à celui prévu pour les autres enquêtes menées par la Commission à l'exception des enquêtes initiales en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.

L'article 201.11 b) 5) concerne le dépôt des demandes de comparution dans le cadre d'un réexamen "complet" à terme de cinq ans. (Un "réexamen complet" est n'importe quel réexamen à terme de cinq ans à l'exception d'un réexamen qui a été clos par le Département du commerce conformément à l'article 751 c) 3) A) de la Loi ou au sujet duquel la Commission a adopté une procédure accélérée conformément à l'article 751 c) 3) B) de la Loi.) Cette disposition précise que les demandes de comparution dans le cadre d'un réexamen complet peuvent être déposées dans les limites du délai indiqué dans l'avis établissant le calendrier du réexamen que la Commission publiera conformément à l'article 207.62 c). La Commission n'a pas établi de date fixe, comme elle avait proposé de le faire dans le Projet, afin de se donner la plus grande marge de manœuvre possible dans l'établissement du calendrier des réexamens à terme de cinq ans. Néanmoins, comme il est indiqué dans la dernière phrase de l'article 201.11 b) 5), les parties disposeront d'au moins 45 jours pour déposer une demande de comparution dans le cadre d'un réexamen complet. Stewart et Collier ont dit que toute disposition permettant aux parties de déposer une demande de comparution après le début du réexamen complet était inadmissible. La Commission a décidé de conserver l'article 201.11 b) 5) pour favoriser la plus grande participation possible aux réexamens complets.

La Commission n'a apporté à l'article 201.11 aucune autre modification parmi celles qui lui ont été demandées par les commentateurs. L'article 201.11 a), tel qu'il est libellé actuellement, autorise expressément les utilisateurs industriels et certaines associations de consommateurs à demander à comparaître en tant que parties dans le cadre d'une enquête conformément aux dispositions de la Partie 207. Il est clairement indiqué dans le nouvel article 207.60 a) que cette disposition s'applique aux réexamens à terme de cinq ans. Par conséquent, il est inutile d'apporter aucune autre modification à l'article 201.11, comme celle préconisée par le Canada, pour autoriser les utilisateurs industriels et les associations de consommateurs à comparaître en tant que parties dans le cadre d'un réexamen à terme de cinq ans.

La Commission a refusé de modifier le règlement afin d'"encourager" les parties intéressées à fournir aux utilisateurs industriels et aux associations de consommateurs des avocats ayant accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive visés par une ordonnance conservatoire administrative, comme l'avait demandé Hogan et H&H. Les articles 777 b) 1) et c) de la Loi obligent la Commission à ne divulguer ces renseignements qu'à des "parties intéressées". Aux termes de l'article 771(9) de la Loi, les utilisateurs industriels et les consommateurs ne sont pas des "parties intéressées". Les parties intéressées peuvent choisir de divulguer des renseignements qu'elles n'ont pas obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative - suivant leurs propres conditions - à des parties qui participent à une enquête ou à un réexamen mené par la Commission sans avoir la qualité de "partie intéressée".

Article 207.3

La Commission a modifié l'article 207.3 b) pour exiger que les mémoires avant audition, les témoignages et les mémoires après audition soient signifiés par porteur ou par un service de livraison le jour suivant en ce qui concerne les réexamens à terme de cinq ans. La modification correspond exactement à celle qui a été proposée dans le Projet.

Hoogovens a proposé que le règlement soit modifié pour obliger chaque partie, dans le cadre d'un réexamen à terme de cinq ans, à signifier sa demande de comparution par porteur ou par un service de livraison le jour suivant à toutes les parties mentionnées sur la liste de signification établie par le Département du commerce aux fins du dernier réexamen administratif portant sur l'ordonnance ou les ordonnances qui font l'objet du réexamen à terme de cinq ans. La Commission n'a pas adopté cette proposition parce qu'elle ne voit pas la nécessité de signifier rapidement les demandes de comparution à des parties à une procédure du Département du commerce dont on ne sait pas si elles choisiront de comparaître dans le cadre du réexamen à terme de cinq ans effectué par la Commission.

Stewart a proposé que le règlement soit modifié pour exiger que soient signifiées par porteur ou par un service de livraison le jour suivant les observations finales qui sont déposées conformément à l'article 207.68. La modification apportée à l'article 207.3 vise à faire en sorte que les prescriptions de signification applicables aux réexamens à terme de cinq ans soient les mêmes que celles prévues pour les enquêtes initiales en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. S'agissant des enquêtes initiales, la Commission n'exige pas que les observations finales soient signifiées par porteur ou par un service de livraison le jour suivant.

Article 207.45

La Commission a modifié l'article 207.45, qui traite des réexamens effectués conformément à l'article 751 b) de la Loi en raison de circonstances nouvelles, pour changer le renvoi à l'article 207.45 a) de manière à ce qu'il soit fait expressément mention de l'article 751 b). La modification correspond exactement à celle qui a été proposée dans le Projet.

Article 207.46

La Commission a modifié l'article 207.46, qui est une disposition intérimaire définissant la procédure d'enquête au titre de l'article 753 de la Loi, lequel traite des ordonnances en matière de droits compensateurs qui sont prises conformément à l'article 303 de la Loi sans qu'une détermination de l'existence d'un dommage n'ait été établie par la Commission. Les modifications, qui précisent les dispositions de l'article et modifient les renvois au vu des autres changements apportés au règlement correspondent exactement à celles qui ont été proposées dans le Projet.

Article 207.60

L'article 207.60 est une nouvelle disposition qui définit certaines expressions utilisées dans la nouvelle sous-partie F de la Partie 207 concernant les réexamens à terme de cinq ans. Les expressions qui y sont définies sont: "réexamen à terme de cinq ans", "réexamen accéléré", "réexamen complet" et "avis d'engagement d'un réexamen".

La définition de "réexamen à terme de cinq ans" a été révisée pour préciser que les renvois génériques aux "enquêtes" visées dans la Partie 201 ou dans la sous-partie A de la Partie 207 valent aussi pour les réexamens à terme de cinq ans, sauf indication contraire dans la sous-partie F qui renferme des dispositions d'application plus spécifique.

Les définitions des expressions "réexamen accéléré" et "réexamen complet" sont nouvelles, bien que chacune de ces expressions ait été utilisée à plusieurs endroits dans le Projet. Un "réexamen accéléré" est un réexamen à terme de cinq ans que la Commission effectue selon une procédure accélérée, conformément à l'article 751 c) 3) B) de la Loi. Un "réexamen complet" est n'importe quel réexamen à terme de cinq ans à l'exception d'un réexamen qui a été clos par le Département du commerce conformément à l'article 751 c) 3) A) de la Loi ou au sujet duquel la Commission a adopté une procédure accélérée conformément à l'article 751 c) 3) B) de la Loi.

La définition de l'expression "avis d'engagement d'un réexamen" est identique à celle qui a été proposée dans le Projet. Le projet de règlement comprenait des définitions des expressions "produit similaire d'origine nationale", "branche de production nationale", "détermination accélérée" et "marchandise visée". La Commission a supprimé ces définitions parce qu'elles ne sont pas nécessaires. Ce changement rend sans objet les observations qui ont été faites au sujet de ces projets de définitions.

Article 207.61

L'article 207.61 est une nouvelle disposition concernant les réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen. Les articles 207.61 a) et 207.61 b) ont beaucoup changé par rapport au Projet.

Article 207.61 a): Délai prévu pour le dépôt des réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen

Aux termes de l'article 207.61 a), les parties intéressées doivent répondre à l'avis d'engagement d'un réexamen dans un délai de 50 jours après sa publication au Federal Register. Ce délai est plus long que le délai de 30 jours proposé dans le Projet. La Commission a apporté ce changement à la suite des observations formulées au sujet du Projet et compte tenu des règles finales intérimaires du Département du commerce concernant les réexamens à terme de cinq ans.

De nombreux commentateurs se sont opposés au projet de prescription voulant que toutes les parties intéressées déposent des réponses complètes à l'avis d'engagement d'un réexamen dans un délai de 30 jours. Ils ont formulé deux grandes objections. La première objection a trait à l'article 751 c) 3) A) de la Loi, qui oblige le Département du commerce à mettre fin au réexamen à terme de cinq ans dans un délai de 90 jours lorsque aucune partie intéressée d'origine nationale ne répond à son avis d'engagement d'un réexamen. Les parties intéressées défenderesses (expression qui sera utilisée pour désigner les parties intéressées [[page 30601]] dont il fait mention aux articles 771(9) A) et B) de la Loi et qui englobe les importateurs aux États-Unis, les producteurs étrangers, les exportateurs de la marchandise visée et les gouvernements des pays où ladite marchandise est produite ou exportée) ne voulaient pas se voir obligées de communiquer des réponses de fond à l'avis d'engagement d'un réexamen avant qu'une partie intéressée d'origine nationale (expression qui sera utilisée pour désigner les parties intéressées visées aux alinéas C) à G) de l'article 771(9) de la Loi et qui englobe les producteurs nationaux du produit similaire, les groupes de

travailleurs aux États-Unis et les associations représentant ces groupes) n'ait indiqué son intention de participer au réexamen à terme de cinq ans. Les parties intéressées défenderesses ont soutenu que le projet d'article 207.61 a) leur imposait un fardeau excessif en les obligeant à répondre à l'avis d'engagement d'un réexamen même si, au bout du compte, aucun réexamen à terme de cinq ans n'était effectué.

La deuxième objection portait sur le fait que le délai de 30 jours prévu dans le Projet pour le dépôt des réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen était trop court. Schagrin a demandé que la période prévue pour la présentation des observations soit portée au moins à 37 jours; Hoogovens a demandé qu'elle soit portée à 45 jours; Eurofer et JMC ont demandé qu'elle soit portée à 60 jours. Par contre, le Comité du ciment était en faveur d'un délai de 30 jours.

Le 20 mars 1998, le Département du commerce a publié au Federal Register sa procédure intérimaire concernant les réexamens à terme de cinq ans. Cette procédure dispose: 1) que les parties intéressées d'origine nationale doivent déposer une déclaration d'intention de participer au réexamen à terme de cinq ans au plus tard 15 jours après le début du réexamen; 2) que le Département du commerce doit aviser la Commission dans un délai maximal de 20 jours après le début du réexamen lorsque aucune partie intéressée d'origine nationale n'a déposé une réponse à son avis d'engagement d'un réexamen; et 3) que le Département du commerce doit aviser la Commission dans un délai maximal de 40 jours après le début du réexamen lorsque aucune partie intéressée d'origine nationale n'a répondu de manière adéquate à l'avis d'engagement d'un réexamen (63 F.R. 13516, 13524-25 du 20 mars 1998).

Compte tenu de la procédure intérimaire du Département du commerce, la Commission a adopté un délai de 50 jours pour le dépôt des réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen. Par conséquent, les parties intéressées défenderesses sauront s'il est inutile de déposer une réponse à l'avis d'engagement d'un réexamen du fait qu'aucune partie intéressée d'origine nationale n'a déposé: 1) une déclaration d'intention de participer au réexamen ou 2) une réponse adéquate à l'avis d'engagement d'un réexamen. En outre, le délai de 50 jours donnera amplement le temps aux parties intéressées de rassembler des renseignements et de préparer leurs réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen.

Article 207.61 b): Teneur des réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen

L'article 207.61 b) porte sur la teneur des réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen. Il allie des aspects des projets d'articles 207.61 b) et 207.61 c) et a fait l'objet de remaniements importants par rapport au Projet. La teneur de la réponse à l'avis d'engagement d'un réexamen y est décrite en termes généraux. On trouvera à l'annexe A un avis type d'engagement d'un réexamen. Il a lui aussi été profondément remanié par rapport à la version figurant dans le Projet. Les changements apportés à l'avis et au règlement sont expliqués ci-après.

Le projet d'avis d'engagement d'un réexamen a suscité des réactions fort divergentes de la part des commentateurs. Certains ont reproché à la Commission de chercher à obtenir trop de données au moment de l'engagement de la procédure. Schagrin et Stewart ont soutenu que la proposition de la Commission imposait un fardeau excessif aux parties intéressées et ont fait valoir que la Commission ne devrait pas chercher à obtenir des données empiriques (sauf peut-être en ce qui concerne les données sur les expéditions) dans le cadre de l'avis d'engagement d'un réexamen puisqu'elle demanderait plus tard ces mêmes données dans les réponses aux questionnaires envoyés dans le cadre du réexamen complet. JMC a critiqué la proposition de la Commission comme étant excessivement onéreuse pour les producteurs étrangers qui, selon lui, ne devraient être tenus de fournir des données que sur leurs expéditions totales.

Par contre, plusieurs commentateurs ont dit que la Commission devrait chercher à obtenir encore plus de renseignements. Le Canada a demandé à ce que toutes les parties intéressées soient tenues de communiquer la liste de leurs acheteurs. ECS a demandé à ce que les producteurs nationaux communiquent des données portant sur une période de cinq ans concernant leurs dépenses en capital et en recherche-développement. Eurofer a estimé qu'il fallait demander aux producteurs nationaux d'indiquer où ils s'approvisionnaient en matières premières et en biens intermédiaires. Micron voulait que l'on demande aux producteurs nationaux si l'amélioration de leur situation était liée à l'ordonnance ou à l'accord faisant l'objet d'un réexamen. Plusieurs commentateurs représentant des intérêts nationaux voulaient que la Commission demande aux producteurs étrangers de fournir toutes sortes de données, y compris des données financières, qu'elle sollicitait des producteurs nationaux. Le Québec a proposé que des questions additionnelles soient posées aux producteurs nationaux concernant leurs parts de marchés et la consommation captive et il a estimé qu'il fallait obliger les parties intéressées à présenter des arguments concernant le produit similaire d'origine nationale plutôt que de simplement les inviter à le faire.

Les commentateurs ne s'entendaient pas non plus sur l'utilité de la proposition de la Commission voulant qu'il soit demandé aux parties intéressées de fournir des projections de leurs données empiriques pour l'année civile en cours. Quatre commentateurs ont appuyé cette proposition. Six s'y sont opposés en estimant que la Commission devrait plutôt chercher à obtenir des données portant sur la période intérimaire, comme elle le faisait actuellement avec les questionnaires envoyés dans le cadre des enquêtes initiales en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. Trois commentateurs ont estimé que, si la Commission devait décider de demander des projections, les données devraient être fournies dans un format différent que celui proposé dans le Projet.

Après avoir examiné les observations et entendu les témoignages, la Commission a décidé d'apporter plusieurs changements importants à l'avis d'engagement d'un réexamen. Premièrement, elle a réduit considérablement la quantité de données empiriques demandées. Deuxièmement, elle a révisé la question concernant les effets probables de l'abrogation ou de la clôture pour demander aux parties intéressées de tenir compte des facteurs indiqués à l'article 752 a) de la Loi. Troisièmement, elle a revu ou supprimé plusieurs questions descriptives. Quatrièmement, elle a modifié le format des réponses de manière à ce qu'il ne faille déposer qu'un seul document auprès du Secrétariat au lieu d'avoir à déposer des documents au Secrétariat et au Bureau des enquêtes.

La Commission a réduit au minimum la quantité de données empiriques demandées dans les réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen de manière à réduire le fardeau imposé aux parties intéressées au début du réexamen ainsi que la probabilité que les parties intéressées aient à fournir deux fois les mêmes renseignements s'il devait y avoir un réexamen complet. S'agissant des données empiriques, il sera demandé aux producteurs nationaux d'indiquer le volume de leur production ainsi que le volume et la valeur de leurs livraisons commerciales aux États-Unis au cours de l'année civile précédente. Il sera demandé aux importateurs d'indiquer le volume et la valeur de leurs importations aux États-Unis et de leurs livraisons commerciales aux États-Unis des importations visées au cours de l'année civile précédente. Il sera demandé aux producteurs étrangers de la marchandise visée d'indiquer le volume de leur production ainsi que le volume et la valeur de leurs exportations aux États-Unis au cours de l'année civile précédente.

La Commission reconnaît qu'elle demande beaucoup moins de données empiriques que ce qui était proposé dans le Projet. Comme la Loi l'y autorise, la Commission établira une détermination accélérée "sans autre enquête" et ne sollicitera pas d'autres données de fait si elle décide de mener un réexamen accéléré. Au lieu de cela, tel qu'il est prévu à l'article 751 c) 3) B) [[page 30602]] de la Loi, la Commission s'appuiera sur les données de fait disponibles, conformément à l'article 776 de la Loi, pour établir sa détermination. Le recours aux données de fait disponibles, qui est expliqué en détail plus bas dans l'analyse de l'article 207.62 e), pourra amener la Commission à s'appuyer sur des

inférences défavorables lorsque les parties intéressées n'auront pas répondu aux demandes de renseignements, comme l'article 776 b) de la Loi l'autorise à le faire.

Pour qu'il soit plus facile pour la Commission de recourir aux données de fait disponibles et de s'appuyer sur des inférences défavorables en ce qui concerne les réexamens accélérés, celle-ci a révisé la question dans laquelle elle demande d'indiquer les effets probables de l'abrogation de l'ordonnance ou de l'extinction de l'accord faisant l'objet d'un réexamen. Il est désormais explicitement demandé aux parties intéressées de tenir compte des facteurs que la Commission doit examiner, conformément à l'article 752 a) de la Loi, lorsqu'elle établit une détermination dans le cadre d'un réexamen à terme de cinq ans.

En outre, la Commission a révisé ou supprimé plusieurs autres questions descriptives. Une nouvelle instruction a été ajoutée pour demander aux syndicats ou aux groupes de travailleurs d'indiquer le nom des entreprises dans lesquelles sont employés les travailleurs qu'ils représentent. Le libellé de la question dans laquelle il est demandé d'indiquer les changements importants intervenus dans l'offre et la demande a été révisé. Les questions concernant le cumul et la communication d'"autres renseignements ou données" ont été supprimées.

La Commission a retenu la question qui donne aux parties intéressées la possibilité d'indiquer si elles approuvent les définitions que la Commission a données dans sa ou ses déterminations initiales aux expressions "produit similaire d'origine nationale" et "branche de production nationale". Plusieurs commentateurs représentant des intérêts nationaux ont estimé que la Commission ne devrait réexaminer que dans des circonstances exceptionnelles la définition de "produit similaire d'origine nationale" établie aux fins de la détermination initiale; Stewart a demandé qu'il soit expressément "présumé" dans le règlement que le produit similaire d'origine nationale faisant l'objet d'un réexamen à terme de cinq ans était le même que celui ayant fait l'objet de l'enquête initiale. Par contre, plusieurs commentateurs représentant les intérêts des défendeurs ont fait valoir que la Commission devrait conserver le pouvoir d'examiner les questions se rapportant au produit similaire d'origine nationale dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans; le Canada a demandé à ce qu'une disposition soit adoptée à cette fin.

Lorsque les circonstances l'exigent, la Commission peut revoir ses déterminations initiales concernant le produit similaire d'origine nationale et la branche de production nationale dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans. Par exemple, la Commission pourrait revoir sa définition de produit similaire lorsque des changements importants ont été apportés aux produits en question depuis l'enquête initiale ou lorsqu'il existe des divergences entre les définitions de produit similaire d'origine nationale qui ont été retenues pour différentes ordonnances applicables à un même groupe de pays concernant des produits analogues. Par conséquent, les parties intéressées auront la possibilité de traiter des questions se rapportant au produit similaire d'origine nationale et à la branche de production nationale dans leurs réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen. Comme il est expliqué plus bas dans l'analyse de l'article 207.62, l'existence de problèmes importants concernant la définition de produit similaire d'origine nationale est un élément dont la Commission pourra tenir compte lorsqu'elle décidera de l'utilité de procéder à un réexamen complet. La Commission estime toutefois qu'il n'est pas nécessaire d'adopter une disposition réglementaire à ce sujet.

Le principal changement rédactionnel apporté au règlement a consisté à fusionner dans l'article 207.61 b) les projets d'articles 207.61 b) et 207.61 c). Par souci de transparence et de commodité, l'intégralité de la réponse à l'avis d'engagement d'un réexamen sera déposée auprès du Secrétaire et soumise aux prescriptions des articles 201.6, 201.8 et 207.3. (Un commentateur, Stewart, a critiqué la double formalité de dépôt proposée dans le Projet en disant que beaucoup de renseignements non confidentiels seraient probablement communiqués au Bureau des enquêtes et qu'ils ne pourraient donc pas être examinés par le public.) Tout comme dans le projet de règlement, la Commission n'a pas précisé dans la version finale de l'article 207.61 b) chacun des renseignements qui

pourraient être demandés dans l'avis d'engagement d'un réexamen. Étant donné qu'il s'agit d'un règlement de nature générale, la Commission n'y précisera pas l'obligation faite aux parties intéressées de répondre à des demandes de nature particulière, ainsi que l'avaient préconisé les Producteurs de pistaches. Comme la Commission l'a indiqué dans le préambule du Projet, les parties intéressées ne seront tenues de communiquer que les renseignements qui se trouvent en leur possession.

Article 207.61 c): Impossibilité de communiquer les renseignements demandés

L'article 207.61 c) traite des situations qui font qu'une partie intéressée n'est pas en mesure de communiquer les renseignements demandés dans l'avis d'engagement d'un réexamen sous la forme ou de la manière prescrite. Cet article a été remanié pour le rendre plus conforme à l'article 782 c) 1) de la Loi qu'il ne l'était dans le Projet.

Article 207.61 d): Communication par des personnes autres que les parties intéressées

L'article 207.61 d) autorise les personnes qui ne sont pas des parties intéressées à communiquer des renseignements à la Commission concernant le réexamen à terme de cinq ans. Il n'a pas été modifié par rapport au projet d'article 207.61 e) figurant dans le Projet, si ce n'est du délai imparti pour l'envoi des communications. Celles-ci doivent désormais arriver dans un délai de 50 jours à compter de la publication de l'avis d'engagement d'un réexamen, c'est-à-dire à la même date que celle à laquelle les parties intéressées doivent communiquer leurs réponses à cet avis.

La Commission examinera tous les renseignements qui lui auront été communiqués conformément à l'article 207.61 d) lorsqu'elle établira une détermination dans le cadre d'un réexamen complet ou accéléré. La Commission examinera aussi ces renseignements lorsqu'elle se prononcera sur la pertinence générale des réponses des parties intéressées. Cependant, elle ne les utilisera pas à la place des réponses communiquées par les différentes parties intéressées, comme l'ont proposé H&H, Hogan et le Québec.

Article 207.62

L'article 207.62 est une nouvelle disposition qui traite de la façon dont la Commission se prononcera sur la pertinence des réponses communiquées par les parties intéressées. Il établit aussi la procédure applicable aux réexamens accélérés. Le libellé du titre a été revu de manière à ce qu'il corresponde plus exactement à l'objet de cet article.

Modalités selon lesquelles la Commission déterminera s'il y a lieu de procéder à un réexamen accéléré

De nombreuses observations portaient sur l'examen dans le préambule du Projet des modalités selon lesquelles la pertinence des réponses des parties serait évaluée et sur les critères qui seraient retenus par la Commission pour décider de l'opportunité de procéder à un réexamen complet ou à un réexamen accéléré. Nous examinerons ici cinq points qui ont fait l'objet d'observations: 1) modalités selon lesquelles la Commission évaluera la pertinence des réponses communiquées par les différentes parties intéressées; 2) critères de sélection des groupes de parties intéressées qui seront retenus par la Commission pour se prononcer sur la pertinence des réponses dans leur ensemble; 3) critères qui seront retenus par la Commission pour se prononcer sur la pertinence générale des réponses communiquées par les parties intéressées; 4) circonstances dans lesquelles la Commission pourra user de son pouvoir d'appréciation pour procéder à un réexamen complet même lorsque les réponses des parties intéressées auront été jugées inadéquates; et 5) conséquences de la communication par les parties intéressées de réponses jugées inadéquates.

Évaluation des réponses communiquées par les différentes parties intéressées. Certains commentateurs ont traité de la façon dont la Commission devrait évaluer la pertinence des réponses

communiquées par les différentes parties intéressées. Fuji et JISEA ont affirmé que la Commission devrait s'en tenir à un "critère strict d'exhaustivité". Par contre, H&H, Schagrin et Stewart se sont élevés contre toute pratique qui permettrait à la Commission d'estimer qu'une réponse est inadéquate du seul fait qu'elle était incomplète sur un point quelconque.

La Commission entend au départ évaluer au cas par cas les réponses communiquées par les différentes parties intéressées plutôt que d'établir tout de suite des directives précises. Au fur et à mesure qu'elle procédera à des réexamens à terme de cinq ans et qu'elle acquerra de l'expérience dans ce domaine, elle pourra être [[page 30603]] mieux en mesure de se prononcer sur ces questions de façon catégorique.

Dans le préambule du Projet, il était indiqué que la Commission vérifierait la complétude des réponses communiquées par chacune des parties intéressées dès qu'elle les aurait reçues, qu'elle tenterait dans la mesure du possible d'informer chacune des parties intéressées des lacunes que comportaient ses réponses et qu'elle tenterait de donner à chacune de cinq à dix jours pour corriger ces lacunes et les expliquer. La Commission n'a pas changé d'idée à ce sujet. Néanmoins, elle n'a pas retenu la suggestion qui lui a été faite par Eurofer, H&H et la Thaïlande de codifier sa procédure de notification dans le règlement. La Commission estime qu'il n'est pas nécessaire que cette procédure soit décrite dans le règlement avec le degré de précision souhaité par ces commentateurs.

Sélection des groupes qui feront l'objet d'une évaluation globale. Dans le préambule du Projet, la Commission a proposé d'évaluer dans son ensemble la pertinence des réponses communiquées par deux groupes distincts de parties intéressées: 1) les parties intéressées visées aux articles 771(9) C), D), E), F) et G) de la Loi (les "parties intéressées d'origine nationale" comprenant entre autres: les producteurs du produit similaire d'origine nationale aux États-Unis ainsi que les syndicats ou les groupes de travailleurs qui sont représentatifs d'une branche de production fabriquant le produit similaire d'origine nationale); et 2) les parties intéressées visées aux articles 771(9) A) et B) de la Loi (les "parties intéressées défenderesses" comprenant entre autres: les importateurs aux États-Unis ainsi que les exportateurs ou les producteurs étrangers de la marchandise visée de même que les gouvernements des pays visés).

Certains commentateurs ont estimé que la Commission devrait subdiviser ces deux groupes. JMC a fait valoir que la Commission devrait diviser le groupe des parties intéressées d'origine nationale en deux sous-groupes – le premier comprenant les producteurs et le second comprenant les groupes de travailleurs – et poser comme principe que les réponses du groupe des parties intéressées d'origine nationale étaient inadéquates lorsque les deux sous-groupes n'avaient pas communiqué des réponses adéquates. De même, Collier, le Comité du ciment, Micron et Stewart ont proposé que la Commission divise le groupe des parties intéressées défenderesses en deux sous-groupes – le premier comprenant les importateurs aux États-Unis et le second comprenant les producteurs étrangers de la marchandise visée – et parte du principe que les réponses du groupe des parties intéressées défenderesses étaient inadéquates lorsque les deux sous-groupes n'avaient pas communiqué des réponses adéquates.

La Commission a refusé d'adopter l'une ou l'autre de ces propositions. Elle estime qu'il n'est pas indiqué d'analyser la pertinence des réponses de façon aussi restrictive. Par conséquent, l'examen par la Commission de la pertinence globale des réponses portera sur les parties intéressées d'origine nationale et sur les parties intéressées défenderesses plutôt que sur plusieurs sous-groupes distincts.

Critères utilisés pour déterminer la pertinence des réponses dans leur ensemble. Les observations formulées au sujet des critères que la Commission devrait retenir pour déterminer la pertinence des réponses dans leur ensemble ont surtout porté sur trois points. Premièrement, plusieurs commentateurs ont affirmé que la Commission devrait adopter des critères beaucoup plus souples que ceux proposés dans le Projet. Deuxièmement, les commentateurs se sont demandé dans quelle mesure

les critères utilisés par le Département du commerce conformément aux articles 702 c) 4) et 732 c) 4) de la Loi pour se prononcer sur la question de savoir si la requête en matière de droits antidumping avait été déposée par ou au nom de la branche de production nationale pouvaient s'appliquer aux décisions de la Commission concernant la pertinence des réexamens à terme de cinq ans. Troisièmement, ils se sont demandé comment la Commission devrait considérer les parties liées lorsqu'elle décidait de la question de savoir si les réponses communiquées par le groupe des parties intéressées d'origine nationale étaient adéquates.

Certains commentateurs ont proposé que la Commission adopte des critères très bas. À l'audition du 26 février, quelqu'un représentant des intérêts nationaux a déclaré que la Commission devrait procéder à un réexamen complet du moment qu'un participant de la branche de production nationale le souhaitait. Pareillement, un représentant des défenseurs a déclaré qu'il fallait procéder à un réexamen complet du moment qu'un défendeur mis en cause répondait à l'avis d'engagement d'un réexamen.

La Commission a décidé de ne pas adopter le critère de la "réponse unique". Lorsque les parties intéressées ne témoignent pas d'une volonté suffisante de participer au réexamen et de communiquer les renseignements demandés, procéder à un réexamen complet ne correspond peut-être pas à une utilisation rationnelle des ressources de la Commission et des parties. Le fait qu'une seule partie intéressée d'origine nationale ou qu'une seule partie intéressée défenderesse a déposé une réponse adéquate n'est pas suffisant en soi pour indiquer que l'un ou l'autre groupe de parties intéressées dans son ensemble souhaite qu'il soit procédé à un réexamen complet.

La Commission a décidé de ne pas adopter les critères quantitatifs proposés dans le Projet. Elle avait proposé ces critères parce qu'elle souhaitait donner aux parties intéressées des indications concernant les taux de réponse qui seraient considérés comme suffisamment élevés ou faibles pour inciter fortement à penser que les réponses des parties intéressées dans leur ensemble étaient adéquates ou inadéquates. Après examen des observations et témoignages, la Commission a conclu que les avantages que pourrait comporter l'élaboration de critères quantitatifs seraient annulés par le fait que les parties comparaissant devant la Commission pourraient: 1) consacrer trop d'efforts à tenter de faire valoir que les parties intéressées s'étaient conformées ou ne s'étaient pas conformées aux critères quantitatifs; ou 2) confondre critères quantitatifs et critère de représentativité, comme l'ont fait certains commentateurs.

La Commission ne voulait pas dans son Projet assimiler les critères relatifs à la pertinence à des critères de représentativité de la branche de production. Elle estime comme plusieurs commentateurs que les critères de représentativité énoncés aux articles 702 c) et 732 c) de la Loi ne s'appliquent pas aux réexamens à terme de cinq ans. Par conséquent, elle n'a pas retenu les suggestions faites par Fuji/JISEA ou Schagrin qui souhaitaient qu'elle tienne compte des déclarations de la branche de production nationale "en faveur" du maintien d'une ordonnance lorsqu'elle se prononcerait sur la question de savoir si la réponse d'une partie intéressée d'origine nationale était adéquate.

La Commission évaluera la pertinence des réponses des parties intéressées au cas par cas. Pour ce faire, elle tiendra compte de plusieurs facteurs. Comme les facteurs retenus et le poids accordé à chacun d'eux pourront varier d'un réexamen à l'autre, la Commission ne croit pas que les critères concernant la pertinence peuvent être formulés sous forme de règlement, comme l'ont demandé les Producteurs de pistaches.

Pour évaluer la pertinence des réponses des parties intéressées dans leur ensemble, la Commission examinera plusieurs facteurs, dont:

- Le niveau des réponses des parties intéressées. Cela comprend un examen de la part de la production nationale détenue par les parties répondantes (en ce qui concerne les parties intéressées d'origine nationale) ou de la part des importations visées ou de la production étrangère ou des exportations de marchandises visées à destination des États-Unis (en ce qui concerne les parties intéressées défenderesses) détenue par les parties répondantes au cours de l'année civile la plus récente. La Commission évaluera généralement la pertinence en s'appuyant sur des données quantitatives concernant la production ou les importations, mais elle pourra aussi utiliser des données concernant la valeur lorsque celles-ci constitueront la seule mesure globale de la production ou des ventes du ou des produits similaires d'origine nationale. (Cela pourrait être le cas, par exemple, lorsqu'un produit similaire d'origine nationale comprend à la fois des articles finis ainsi que des pièces ou des éléments.) Comme il est indiqué plus haut, la Commission n'a pas fourni d'indications quantitatives au sujet de ce qui serait susceptible de constituer une réponse globale "adéquate" ou "inadéquate". Les réponses adéquates émanant des syndicats ou [[page 30604]] des groupes de travailleurs qui sont des parties intéressées en vertu de l'article 771(9) D) de la Loi seront considérées comme correspondant à la production du produit similaire d'origine nationale des entreprises qui emploient les travailleurs du groupe ou du syndicat.

- La structure de la branche de production en question. Tel qu'il est indiqué dans le Projet, un taux de réponse qui peut paraître insatisfaisant dans le cas d'une branche de production fortement concentrée peut être satisfaisant en ce qui concerne une branche de production très fragmentée.

- L'importance des parties liées. Plusieurs commentateurs représentant des intérêts nationaux ont demandé à ce que la Commission ne tienne pas compte à priori des non-réponses des producteurs nationaux qui sont des "parties liées" au sens de l'article 771(4) B) de la Loi lorsqu'elle évalue la pertinence des réponses des parties intéressées d'origine nationale. Par contre, plusieurs commentateurs représentant les intérêts de défendeurs ont demandé à ce que la Commission ne tienne pas compte des non-réponses des producteurs nationaux qui sont des parties liées uniquement lorsque des circonstances justifient que ces producteurs soient exclus de la branche de production nationale, conformément au critère des "circonstances appropriées" appliqué par la Commission pour les enquêtes initiales en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs.

La Commission a décidé de n'adopter ni l'une ni l'autre de ces propositions. Elle évaluera plutôt au cas par cas l'importance des non-réponses des parties liées. Elle estime que la règle non discrétionnaire préconisée par les commentateurs qui représentent des intérêts nationaux est trop inflexible et qu'elle est incompatible avec la pratique de la Commission. Bien que le critère préconisé par les commentateurs représentant les défendeurs soit apparemment conforme à la pratique de la Commission et que celle-ci ait l'intention d'appliquer ce critère lorsqu'elle établira des déterminations finales dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans, il n'est pas pratique lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la pertinence des réponses. Lorsque la Commission rendra ce genre de décision, il arrivera souvent que le dossier ne contiendra pas suffisamment de renseignements pour lui permettre d'en arriver à une conclusion quant à savoir s'il existe des "circonstances appropriées" permettant de considérer qu'une partie liée ne fait pas partie de la branche de production nationale.

- Capacité de certains producteurs étrangers d'exporter aux États-Unis. JMC et Schagrin ont contesté l'inclusion de ce critère. La Commission estime qu'il peut être utile dans certaines circonstances, par exemple lorsque certains producteurs étrangers ne fabriquent pas une version de la marchandise visée pouvant être exportée aux États-Unis.

- Mesure suivant laquelle les importations visées semblent avoir été exclues du marché américain par suite de l'ordonnance ou de l'accord de suspension faisant l'objet d'un réexamen. Facteurs discrétionnaires utilisés pour décider de l'opportunité de procéder à un réexamen complet. L'article 751 c) 3) B) de la Loi dispose que la Commission "peut arrêter" une détermination dans le cadre d'une procédure accélérée lorsque les réponses des parties intéressées sont inadéquates. La

Commission a donc le pouvoir discrétionnaire de procéder à un réexamen complet lorsque les réponses des parties intéressées d'origine nationale et/ou des parties intéressées défenderesses sont inadéquates. À cet égard, la Commission a retenu l'idée de Stewart qui lui avait suggéré d'ajouter dans la première phrase de l'article 207.62 c) les mots "ou décide pour un autre motif qu'un réexamen complet devrait avoir lieu", afin de souligner qu'elle a la faculté de procéder à un réexamen complet. La Commission n'a pas retenu la suggestion de JMC qui aurait souhaité que son pouvoir discrétionnaire soit limité de façon à ce qu'elle ne conserve la faculté de procéder à un réexamen complet que lorsque les réponses des parties intéressées défenderesses étaient inadéquates.

Stewart a demandé à la Commission d'indiquer dans le présent document les circonstances qui pourraient l'amener à décider de procéder à un réexamen complet même lorsque les réponses des parties intéressées étaient inadéquates. La Commission a défini deux types de circonstances:

- Réponses variables dans des réexamens groupés. Dans l'avis de projet de réglementation, la Commission a invité les parties à formuler des observations sur la question de savoir s'il convenait d'établir des déterminations suivant la procédure accélérée dans le cas des réexamens groupés portant sur une marchandise provenant de plusieurs pays, lorsque les réponses des parties intéressées d'origine nationale étaient adéquates et que celles des parties intéressées défenderesses étaient adéquates uniquement en ce qui concerne certains des pays du groupe, les autres étant inadéquates. Le Canada, Schagrin et la Thaïlande ont indiqué qu'il conviendrait, dans ces circonstances, que la Commission établisse des déterminations suivant la procédure accélérée en ce qui concerne les pays visés qui n'avaient pas répondu de manière adéquate. Ces commentateurs ne s'entendaient pas entre eux, toutefois, sur les incidences d'une telle décision sur le recours aux données de fait disponibles concernant la question du cumul dans le cadre d'un réexamen complet. Stewart, par contre, a indiqué que la Commission devrait refuser d'établir des déterminations suivant la procédure accélérée dans ce genre de situations pour des raisons d'efficacité administrative. Collier a dit qu'il préférerait que la Commission n'établisse pas de détermination suivant la procédure accélérée dans le cas des réexamens groupés si l'alternative était l'adoption d'une pratique ayant pour effet de limiter ou d'interdire le cumul dans le cas des réexamens complets.

La Commission partage la préoccupation de Stewart selon laquelle l'établissement de déterminations multiples et non simultanées concernant un même produit similaire d'origine nationale pourrait ne pas être efficace du point de vue administratif. C'est pourquoi, s'agissant des réexamens groupés, lorsque les réponses des parties intéressées d'origine nationale sont inadéquates dans leur ensemble et que les réponses des parties intéressées défenderesses sont adéquates en ce qui concerne certains pays du groupe mais inadéquates en ce qui concerne les autres, la Commission procédera normalement à des réexamens complets pour tous les pays du groupe.

- L'existence de problèmes importants concernant le produit similaire d'origine nationale. Dans sa réponse à l'avis d'engagement d'un réexamen, chaque partie intéressée a la possibilité de présenter des arguments concernant la définition du produit similaire d'origine nationale. Si la Commission devait décider qu'il est nécessaire, dans le cadre du réexamen à terme de cinq ans, de revoir la définition de produit similaire d'origine nationale établie aux fins de la détermination initiale, elle pourrait décider de procéder à un réexamen complet même lorsque les réponses des parties intéressées d'origine nationale et/ou des parties intéressées défenderesses sont inadéquates. Cela permettrait à la Commission d'obtenir dans le cadre d'un réexamen complet des données concernant les éventuels produits similaires d'origine nationale.

Plusieurs commentateurs ont parlé des conséquences qu'aurait un partage égal des voix lorsque la Commission devait décider de l'opportunité de procéder à un réexamen accéléré; un commentateur, Stewart, a demandé à la Commission d'adopter une disposition réglementaire concernant le partage égal des voix. La Commission s'accorde à penser, avec les commentateurs, que la disposition figurant à l'article 771(11) de la Loi et portant sur le partage égal des voix ne s'applique

pas à une décision de la Commission concernant l'utilité de procéder à un réexamen accéléré. Par conséquent, la décision de procéder à un réexamen accéléré nécessitera la majorité des voix. Cependant, la Commission n'a pas adopté de disposition en ce sens dans le règlement actuel, qui porte uniquement sur des questions de forme. Par ailleurs, la Commission a refusé d'adopter la disposition réglementaire que Stewart lui avait demandée pour indiquer qu'elle procéderait à un réexamen complet si un seul membre de la Commission votait en ce sens. La Commission estime que la voix dissidente d'un seul de ses membres ne devrait pas l'empêcher de procéder à un réexamen accéléré lorsqu'elle a conclu, à la majorité des voix, qu'il convenait d'effectuer un réexamen accéléré.

Conséquences liées au fait que les réponses des parties intéressées sont inadéquates. Plusieurs commentateurs ont demandé à la Commission de préciser les conséquences qu'aurait la communication par les parties intéressées de réponses inadéquates. Les Producteurs de pistaches ont demandé l'adoption d'une [[page 30605]] disposition réglementaire concernant les inférences défavorables et d'une autre disposition au sujet des embargos imposés par le Président. Plusieurs commentateurs ont proposé que la Commission établisse une détermination "négative" (c'est-à-dire qu'elle détermine que l'abrogation de l'ordonnance ou l'extinction de l'accord de suspension faisant l'objet du réexamen n'était pas susceptible d'aboutir à la persistance ou à la réapparition d'un dommage important) chaque fois qu'un réexamen faisait l'objet d'une procédure accélérée parce que les réponses des parties intéressées d'origine nationale étaient inadéquates. Micron et Schagrin ont proposé que la Commission établisse une détermination "positive" (c'est-à-dire qu'elle détermine que l'abrogation de l'ordonnance ou l'extinction de l'accord de suspension faisant l'objet du réexamen n'était pas susceptible d'aboutir à la persistance ou à la réapparition d'un dommage important) chaque fois qu'elle constatait que les réponses des parties intéressées défenderesses étaient inadéquates.

La Commission a décidé de ne retenir ni l'une ni l'autre de ces propositions. Aux termes de la Loi, la Commission n'est habilitée à établir une détermination "automatique" que dans un seul cas. L'article 751 c) 3) A) de la Loi enjoint au Département du commerce d'établir une détermination finale mettant fin au réexamen lorsque aucune partie intéressée d'origine nationale n'a répondu à l'avis d'engagement d'un réexamen. La Commission estime que l'adoption du genre de règle non discrétionnaire préconisé par certains commentateurs, qui voudraient que l'existence de réponses inadéquates émanant des parties intéressées d'origine nationale (ou des parties intéressées défenderesses) l'amène automatiquement à établir une détermination négative (ou positive), serait incompatible avec l'article 752 a) de la Loi.

Le règlement final

Article 207.62 a): Fondement des décisions quant à la pertinence. L'article 207.62 a) est une nouvelle disposition qui a pour objet d'expliciter une notion que plusieurs commentateurs ont trouvé exprimer de manière implicite dans le projet de règlement et à laquelle de nombreux autres ont souscrit - à savoir que la Commission se prononcera généralement sur les questions de pertinence et sur l'opportunité de procéder à un réexamen accéléré en tenant compte de chacune des ordonnances plutôt que d'une série d'ordonnances. En outre, il est indiqué à l'article 207.62 a) que lorsqu'une ordonnance porte sur plusieurs produits similaires d'origine nationale pour lesquels la Commission a établi initialement des déterminations positives distinctes, la Commission rendra des décisions distinctes quant à la pertinence des réponses des parties intéressées et à l'opportunité de procéder à un réexamen accéléré pour chacun des produits similaires d'origine nationale. Cette façon de procéder a été approuvée par Collier, Fuji et JISEA.

Article 207.62 b): Observations concernant la pertinence. L'article 207.62 b), concernant les observations qui peuvent être adressées à la Commission au sujet de la pertinence, s'inspire du projet d'article 207.62 a). L'article 207.62 b) comporte plusieurs changements par rapport au projet d'article 207.62 a).

Premièrement, la Commission a porté le nombre maximal de pages d'observations de cinq à quinze. Plusieurs commentateurs s'étaient élevés contre la limite de cinq pages proposée dans le Projet en disant que celle-ci était insuffisante. Le Canada et le Québec ont demandé à ce que le nombre maximal de pages soit porté à quinze; Fuji et JISEA ont demandé à ce qu'il soit porté à vingt; Collier, le Comité du ciment et Stewart ont demandé que la limite soit de cinq pages par pays visé; la Thaïlande a demandé à ce que le nombre limite de pages soit supprimé. Après examen des observations, la Commission a décidé qu'il était justifié d'augmenter quelque peu le nombre maximal de pages. Cependant, elle ne croit pas que cette limite devrait être supprimée ou que le nombre maximal de pages devrait être augmenté autant que certains le demandent. Les observations formulées au titre de l'article 207.62 b) doivent permettre à une partie d'exposer brièvement ses vues sur une seule question. Elles ne se veulent pas des mémoires sur le fond. La Commission estime donc que la limite de quinze pages est raisonnable.

Une autre modification apportée à l'article 207.62 b) 2) indique clairement que chacune des parties ne peut déposer qu'une série d'observations dans le cadre d'un réexamen groupé, ce qui est conforme à la pratique actuelle de la Commission.

Plusieurs changements d'ordre terminologique ont également été apportés à l'article 207.62 b). Les expressions "réexamen accéléré" et "partie à un réexamen à terme de cinq ans" ont été utilisées pour rendre le libellé de l'article 207.62 b) conforme à celui des autres dispositions de la sous-partie F.

Article 207.62 c): Avis établissant le calendrier des réexamens complets. L'article 207.62 c) s'inspire du projet d'article 207.62 b). On lui a donné un nouveau titre qui correspond plus exactement à son objet: l'avis qui sera publié par la Commission pour faire connaître le calendrier des travaux lorsqu'elle décidera de procéder à un réexamen complet. Le seul changement qui a été apporté au texte par rapport au projet d'article 207.62 b) est l'ajout d'une clause qui indique clairement que la Commission peut décider de procéder à un réexamen complet même lorsque les réponses communiquées par les parties intéressées à la suite de l'avis d'engagement d'un réexamen sont inadéquates.

On trouvera à l'annexe B du présent document le calendrier type d'un réexamen complet à terme de cinq ans. Ce calendrier comporte plusieurs changements par rapport à celui qui a été proposé dans le Projet. En particulier, le délai prévu entre l'envoi du projet de questionnaire et la date limite fixée aux parties pour formuler leurs observations au sujet du questionnaire a été raccourci; le délai imparti pour répondre au questionnaire a été raccourci; et le rapport avant audition sera publié plus tôt que dans le projet de calendrier. Le délai entre la publication du rapport avant audition et la date limite pour la présentation des mémoires avant audition a été allongé, tout comme le délai entre l'audition et la date limite pour la présentation des mémoires après audition. Ces changements tiennent compte des observations qui ont été formulées par plusieurs commentateurs qui disaient que la Commission accordait trop de temps dans son projet de calendrier pour la préparation du questionnaire et la présentation d'observations au sujet du questionnaire et qu'elle ne prévoyait pas assez de temps pour la préparation des mémoires et l'examen du rapport avant audition.

Dans le calendrier type, les activités d'investigation sont concentrées sur une période de 180 jours, compte tenu de la nécessité pour la Commission d'utiliser ses ressources humaines de la manière la plus efficace possible. Bien qu'il soit indiqué dans le calendrier type que les activités relatives à un réexamen complet auront lieu entre le 180^{ème} jour et le 360^{ème} jour, ces délais pourront varier d'un examen à l'autre car la Commission entend échelonner le calendrier des réexamens entrepris simultanément par souci d'efficacité administrative. Néanmoins, tous les réexamens intéressant un même groupe seront effectués selon le même calendrier. En outre, s'agissant d'un réexamen, la date de clôture du dossier sera toujours postérieure à la publication de la détermination du Département du commerce.

Article 207.62 d): Procédure de réexamen accéléré. L'article 207.62 d) s'inspire du projet d'article 207.62 c). On lui a donné un nouveau titre qui correspond plus exactement à son objet: la procédure de réexamen accéléré. Son libellé a également été remanié à plusieurs égards. La terminologie a quelque peu été modifiée pour la rendre conforme à celle des autres dispositions de la sous-partie F. Le nombre maximal de pages prévu pour les observations a été supprimé, comme l'avaient demandé Stewart et la Thaïlande dans leurs observations. La Commission a accepté de supprimer le nombre maximal de pages parce que les observations constitueront le seul document de fond qui pourra être déposé dans le cadre d'un réexamen accéléré. Cependant, elle a maintenu l'interdiction de présenter de nouvelles données de fait dans le cadre de ces observations. La Commission n'a pas limité le nombre de pages des observations qui peuvent être présentées par une personne qui n'est pas partie, conformément à l'article 207.62 d) 3), comme l'avait demandé Collier.

La Commission a refusé d'apporter plusieurs changements demandés par des commentateurs concernant la conduite des réexamens accélérés. Stewart et Schagrin ont proposé que la Commission donne aux parties intéressées qui avaient répondu adéquatement la possibilité de présenter des données de fait additionnelles au cours du réexamen accéléré. Ils ont fait valoir que cette manière de procéder permettrait à la Commission de réduire la quantité de renseignements demandés dans l'avis d'engagement d'un réexamen et qu'elle réduirait le fardeau imposé aux parties et à la Commission au début du réexamen. Comme il est indiqué plus haut, [[page 30606]] la Commission a décidé de réduire considérablement la quantité de renseignements qu'elle demande dans l'avis d'engagement d'un réexamen. Elle en est arrivée à la conclusion que la communication de données de fait additionnelles n'était pas essentielle pour l'analyse à laquelle elle procédait dans le cadre d'un réexamen accéléré. La Commission estime donc qu'il serait contre-indiqué et inefficace d'entreprendre de nouvelles activités d'investigation dans le cadre d'un réexamen accéléré. La Commission entend plutôt user des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi pour régler ces affaires rapidement et efficacement sur la base des données de fait disponibles (sauf si elle arrive à la conclusion qu'un réexamen complet est indiqué pour d'autres motifs).

Par ailleurs, la Commission ne permettra pas que des réfutations ou des observations finales concernant le rapport interne soient communiquées dans le cadre d'un réexamen accéléré, comme l'a demandé Stewart. Ces communications ne sont pas nécessaires étant donné que le dossier est réduit et le calendrier serré dans un réexamen accéléré.

Un nouvel article 207.62 d) 4) traite des rapports internes préparés dans le cadre des réexamens accélérés. Stewart a demandé que cette disposition soit ajoutée au règlement. Bien que la Commission entende publier un rapport interne dans le cadre des réexamens accélérés, le format de celui-ci sera probablement différent de celui des rapports internes préparés dans le cadre des réexamens complets, étant donné que le dossier rassemblé pour un réexamen accéléré sera plus réduit. On trouvera à l'annexe B du présent document le calendrier prévu pour la communication du rapport interne et pour les autres étapes d'un réexamen accéléré.

Article 207.62 e): Utilisation des données de fait disponibles. L'article 207.62 e) est une nouvelle disposition indiquant que la détermination établie dans le cadre d'un réexamen accéléré se fondera sur les données de fait disponibles, conformément à l'article 776 de la Loi. Cette disposition ne figurait pas dans le Projet, mais elle n'établit aucune exigence nouvelle. Elle a plutôt pour effet de codifier les pouvoirs conférés en vertu de l'article 751 c) 3) B) de la Loi.

Les données de fait disponibles peuvent comprendre des renseignements versés au dossier du réexamen à terme de cinq ans par des parties et des personnes qui ne sont parties, d'autres renseignements que la Commission peut avoir rassemblés avant que le dossier ne soit clos, des documents provenant du dossier de l'enquête initiale et des réexamens qui ont pu être effectués ultérieurement par la Commission ainsi que des renseignements obtenus dans le cadre des travaux du Département du commerce. (Tel qu'il est indiqué dans le préambule du Projet, les documents

provenant du dossier de l'enquête initiale qui seront divulgués par la Commission aux parties comprendront l'opinion ou les opinions émises par la Commission dans le cadre de l'enquête initiale, les rapports internes et les mémorandums non protégés, s'il y a lieu.) Les données de fait disponibles peuvent aussi comprendre, en vertu de l'article 776 b) de la Loi, des inférences défavorables pour les parties intéressées qui n'ont pas répondu aux demandes de renseignements.

Délégation de pouvoirs. Dans le Projet, la Commission a proposé une disposition réglementaire (article 207.62 d)) qui lui aurait permis de transférer à des fonctionnaires la compétence de prendre des décisions quant à la pertinence. Stewart et Schagrin ont demandé à ce que cette disposition ne soit pas adoptée, au motif que des fonctionnaires ne devraient pas avoir le pouvoir de prendre des décisions qui avaient une incidence notable sur les droits des parties. Le Québec a appuyé le projet de disposition.

La Commission a décidé de ne pas adopter de disposition réglementaire concernant la délégation de pouvoirs. Elle a conclu que cela n'était pas nécessaire parce qu'elle n'avait pas besoin d'adopter une disposition réglementaire pour effectuer une délégation de pouvoirs si elle décidait un jour de déléguer cette attribution.

Article 207.63

L'article 207.63 est une nouvelle disposition portant sur l'envoi du projet de questionnaire dans le cadre d'un réexamen complet.

Article 207.63 a): Envoi du projet de questionnaire

L'article 207.63 a) porte sur le projet de questionnaire qui est envoyé afin de solliciter des observations. Son libellé a été simplifié par l'utilisation de l'expression "réexamen complet".

Article 207.63 b): Observations concernant le projet de questionnaire

L'article 207.63 b), qui traite des observations écrites que les parties peuvent déposer concernant le projet de questionnaire, a été considérablement modifié par rapport au Projet. Dans la version qui a été proposée, l'article 207.63 b) obligeait les parties à formuler dans leurs observations toutes les demandes relatives à la collecte de nouvelles données en précisant que la Commission ferait abstraction des arguments qui pourraient s'appuyer par la suite sur la collecte de données nouvelles si ces demandes n'avaient pas été formulées avec les observations.

Neuf commentateurs représentant à la fois des intérêts nationaux et les intérêts de défenseurs se sont élevés contre l'article 207.63 b) dans la mesure où il exigeait que toutes les demandes de données soient présentées dans le cadre des observations sur le questionnaire. Ils ont fait valoir que les parties ne seraient pas toujours en mesure d'avoir une idée des données qui devraient être recueillies par la Commission avant d'avoir examiné les réponses au questionnaire. Plusieurs de ces commentateurs ont exprimé des points de vue divergents au sujet des circonstances dans lesquelles la Commission devrait envisager de demander d'autres données. La Thaïlande a suggéré que la Commission prenne l'habitude d'envoyer des questionnaires supplémentaires. Eurofer et Stewart, cependant, se sont opposés à cette façon de procéder au motif que l'envoi systématique de questionnaires supplémentaires pourrait inciter les parties à ne pas répondre au questionnaire initial. Eurofer a proposé que l'envoi de questionnaires supplémentaires ne soit autorisé que lorsque les circonstances l'exigeaient.

Après avoir examiné les observations, la Commission a conclu que l'article 207.63 b) devrait être modifié. Par conséquent, la deuxième phrase de l'article dispose désormais que les parties "devraient" - plutôt que "doivent" – présenter toutes les demandes de collecte de données dans le

cadre de leurs observations au sujet du questionnaire. La Commission souligne qu'elle s'attend généralement à ce que les parties présentent toutes leurs demandes de collecte de données dans le cadre de leurs observations au sujet du questionnaire et qu'elle n'envisagera pas souvent de demander d'autres données ultérieurement. Par conséquent, la dernière phrase de l'article 207.63 c) a été révisée de manière à disposer que la Commission n'examinera pas les demandes présentées ultérieurement pour que soient recueillis de nouveaux renseignements sauf si on peut lui démontrer qu'il est absolument nécessaire d'obtenir ces informations et que celles-ci n'auraient pu être demandées dans le cadre des observations formulées sur le projet de questionnaire.

Vérification des réponses au questionnaire. Plusieurs commentateurs ont abordé la question de la vérification des réponses au questionnaire dans le cadre du réexamen à terme de cinq ans. Le Canada, Fuji et JISEA ont demandé à ce que la Commission vérifie les données qui lui étaient communiquées par les producteurs nationaux. Dewey/Skadden ont demandé l'adoption d'une disposition réglementaire obligeant la Commission à vérifier les données qui lui seraient communiquées par les importateurs; Fuji et JISEA étaient également en faveur de la vérification de ces données. Stewart a demandé l'adoption d'une disposition réglementaire obligeant la Commission à vérifier les données qui lui étaient communiquées par les acheteurs. Dewey/Skadden, Schagrin et Stewart ont demandé l'adoption d'une disposition réglementaire obligeant la Commission à vérifier les données qui lui étaient communiquées par les producteurs étrangers; Collier et Micron étaient eux aussi en faveur d'une telle vérification.

La Commission envisagera de vérifier les renseignements qui lui seront communiqués par des parties intéressées d'origine nationale et par des parties intéressées défenderesses quand les circonstances s'y prêteront et que ses ressources en personnel le lui permettront. Elle étudiera aussi la possibilité d'utiliser s'il y a lieu les rapports de vérification du Département du commerce. Actuellement, le règlement ne traite pas de la vérification des données communiquées dans le cadre des enquêtes initiales et la Commission estime qu'il n'est pas nécessaire d'adopter une disposition réglementaire concernant la vérification des données dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans.

Article 207.64

L'article 207.64 est une nouvelle disposition qui concerne les rapports internes préparés dans le cadre des réexamens complets. [[page 30607]] Le libellé de l'article correspond exactement à celui qui a été proposé dans le Projet.

Article 207.65

L'article 207.65 est une nouvelle disposition qui traite des mémoires avant audition. Le libellé de cet article, qui s'inspire de l'article 207.23 dans sa forme actuelle, correspond exactement à celui qui a été proposé dans le Projet.

Article 207.66

L'article 207.66 est une nouvelle disposition qui traite des auditions dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans. Le libellé de l'article 207.66 a) a été simplifié par l'utilisation de l'expression "réexamen complet". Le libellé de l'article 207.66 b) n'a pas été modifié par rapport à celui du Projet.

Article 207.67

L'article 207.67 est une nouvelle disposition concernant les mémoires et exposés présentés après audition dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans. Le libellé de cet article correspond exactement à celui qui a été proposé dans le Projet.

Le Comité du ciment a demandé que cet article soit modifié en y ajoutant une disposition indiquant qu'il ne serait pas tenu compte des nouvelles données de fait communiquées dans ces mémoires et exposés sauf si celles-ci faisaient suite à une question ou à une demande formulée lors de l'audition. Collier a demandé que l'article 207.67 b) soit modifié en limitant à cinq pages la longueur des exposés communiqués par des personnes qui ne sont pas parties.

Tel qu'il est indiqué dans le préambule du Projet, les dispositions de l'article 207.67 veulent faire pendant à celles des articles 207.25 et 207.26, qui régissent la communication de mémoires et d'exposés après audition dans le cadre des enquêtes initiales. Les articles 207.25 et 207.26 ne renferment aucune restriction concernant la communication de nouvelles données de fait du genre de celle qui a été demandée par le Comité du ciment. L'article 207.26 n'a pas pour effet non plus de limiter le nombre de pages des brefs exposés écrits qui peuvent être communiqués par des personnes qui ne sont pas parties. Pour que la procédure prévue pour les enquêtes initiales et celle prévue pour les réexamens à terme de cinq ans restent cohérentes, la Commission a décidé de ne pas ajouter à l'article 207.67 les nouvelles restrictions qui étaient demandées par le Comité du ciment et Collier.

Article 207.68

L'article 207.68 est une nouvelle disposition concernant les observations finales formulées à propos des renseignements. Le libellé de cet article, qui s'inspire de l'article 207.30 dans sa forme actuelle, correspond exactement à celui qui a été proposé dans le Projet.

Article 207.69

L'article 207.69 est une nouvelle disposition concernant la publication et la signification des déterminations établies par la Commission dans le cadre des réexamens à terme de cinq ans. Le libellé de cet article, qui s'inspire de celui de l'article 207.29 dans sa forme actuelle, correspondant exactement à celui qui a été proposé dans le Projet.

Liste des sujets

19 CFR Partie 201

Pratique et procédure administratives, enquêtes, importations.

19 CFR Partie 207

Pratique et procédure administratives, droits antidumping, droits compensateurs, enquêtes.

Pour les raisons indiquées dans le Préambule, les Parties 201 et 207 du titre 19 des CFR sont modifiées comme suit:

PARTIE 201 – [MODIFIÉE]

1. S'agissant de la Partie 201, le pouvoir de réglementation repose toujours sur les textes suivants:

Textes de base: article 335 de la Loi tarifaire de 1930 (19 U.S.C. 1335) et article 603 de la Loi de 1974 sur le commerce international (19 U.S.C. 2482), sauf indication contraire.

2. Sont ajoutés à l'article 201.11 deux nouveaux paragraphes b) 4) et b) 5) qui se lisent ainsi:

Article 201.11 Comparution dans le cadre d'une enquête en tant que partie

* * * * *

b) *Délai de dépôt*

* * * * *

4) S'agissant des réexamens menés au titre de la sous-partie F de la Partie 207 du présent chapitre, chaque demande de comparution est déposée auprès du Secrétaire au plus tard vingt et un jours après la publication au Federal Register de l'avis d'engagement d'un réexamen défini à l'article 207.60 d) du présent chapitre.

5) Nonobstant le paragraphe b) 4) du présent article, une partie peut déposer une demande de comparution dans le cadre d'un réexamen mené au titre de la sous-partie F de la Partie 207 du présent chapitre dans le délai fixé dans l'avis publié conformément à l'article 207.62 c) du présent chapitre. Ce délai est d'au moins quarante-cinq jours.

* * * * *

PARTIE 207 – [MODIFIÉE]

3. S'agissant de la Partie 207, le pouvoir de réglementation repose toujours sur les textes suivants:

Textes de base: 19 U.S.C. 1336, 1671-1677n, 2482, 3513.

4. Le paragraphe b) de l'article 207.3 est révisé et se lit désormais ainsi:

Article 207.3 Signification, dépôt et certification des documents

* * * * *

b) *Signification.* Toute partie qui présente un document à verser au dossier de l'enquête doit se conformer aux dispositions de l'article 201.8 du présent chapitre et, en outre, signifier copie de ce document à toutes les autres parties à l'enquête de la manière prescrite à l'article 201.16 du présent chapitre. Il n'est pas nécessaire que le document soit accompagné d'un certificat de signification s'il est signifié avant que le Secrétaire n'ait publié la liste de signification prévue à l'article 201.11 du présent chapitre ou la liste des ordonnances conservatoires administratives prévue à l'article 207.7, mais il devra être signifié à toutes les parties concernées dans les deux jours suivant la publication de la liste de signification ou celle des ordonnances conservatoires administratives et devra alors être accompagné d'une certification de signification. Nonobstant l'article 201.16 du présent chapitre, les requêtes, les mémoires et les témoignages déposés par les parties conformément aux dispositions des articles 207.10, 207.15, 207.23, 207.24, 207.25, 207.65, 207.66 et 207.67 seront signifiés par porteur ou, s'ils le sont par la poste, par un service de livraison le jour suivant ou par un service équivalent. Tout manquement à cette règle pourra entraîner la perte de la qualité de partie à l'enquête. La Commission mettra à la disposition de toutes les parties à l'enquête copie de chacun des documents qu'elle aura versés au dossier de l'enquête, à l'exception des comptes rendus des conférences et des auditions, des renseignements commerciaux de nature exclusive, des renseignements protégés et des renseignements dont la signification est prescrite par le présent article.

* * * * *

5. Le paragraphe a) de l'article 207.45 est modifié ainsi:

Article 207.45 Enquête aux fins de réexamen d'une détermination en vigueur

a) *Demande de réexamen.* Toute personne peut déposer auprès de la Commission une demande d'ouverture d'enquête aux fins de réexamen conformément à l'article 751 b) de la Loi. La personne faisant la demande signifiera également dans les moindres délais des copies de la demande aux parties à l'enquête initiale sur laquelle le réexamen doit être fondé. Toutes les demandes contiendront une description des circonstances nouvelles justifiant l'ouverture d'une enquête aux fins de réexamen par la Commission.

* * * * *

6. Le paragraphe g) de l'article 207.46 est modifié ainsi:

Article 207.46 Enquête concernant certaines ordonnances en matière de droits compensateurs

* * * * *

g) *Demande de réexamen simultané au titre de l'article 751 c).* 1) Une partie requérante qui demande un réexamen au titre de l'article 753 peut en même temps demander à la Commission et à l'autorité administrante un réexamen au titre de l'article 751 c) de la Loi d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping portant sur une marchandise identique ou comparable à la marchandise visée.

2) Si l'autorité administrante, après consultation de la Commission, décide d'engager un réexamen au titre de l'article 751 c), la Commission procédera à un réexamen global [[page 30608]] au titre des articles 751 c) et 753 de la Loi des ordonnances portant sur des marchandises identiques ou comparables à la marchandise visée. Ce réexamen global sera effectué conformément à la procédure applicable, qui est énoncée dans les sous-parties A et F de la présente Partie.

3) Si l'autorité administrante décide, après consultation de la Commission, de ne pas engager de réexamen au titre de l'article 751 c), la Commission examinera la demande de réexamen au titre de l'article 753 conformément à la procédure établie dans le présent article.

7. Est ajoutée une nouvelle sous-partie F qui se lit ainsi:

Sous-partie F – Réexamen à terme de cinq ans

207.60	Définitions
207.61	Réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen
207.62	Décisions quant à la pertinence d'un réexamen par la Commission et à la nature de ce réexamen
207.63	Envoi du projet de questionnaire
207.64	Rapports internes
207.65	Mémoires avant audition
207.66	Audition
207.67	Mémoires et exposés après audition
207.68	Observations finales concernant les renseignements
207.69	Publication de la détermination

Article 207.60 Définitions

Aux fins de la présente sous-partie,

a) L'expression "réexamen à terme de cinq ans" s'entend d'un réexamen à terme de cinq ans effectué conformément à l'article 751 c) de la Loi. Les dispositions de la Partie 201 du présent chapitre et de la sous-partie A de la présente partie concernant les "enquêtes" s'appliquent de manière générale aux réexamens à terme de cinq ans, à moins d'être annulées par une disposition d'application plus spécifique figurant dans la présente sous-partie.

b) L'expression "réexamen accéléré" s'entend d'un réexamen à terme de cinq ans effectué par la Commission conformément à l'article 751 c) 3) B) de la Loi.

c) L'expression "réexamen complet" s'entend d'un réexamen à terme de cinq ans qui ne fait pas l'objet d'une procédure accélérée ou qui n'a pas été clos par la Commission en vertu de l'article 751 c) 3) de la Loi.

d) L'expression "avis d'engagement d'un réexamen" désigne l'avis d'engagement d'un réexamen à terme de cinq ans que la Commission publie au Federal Register pour demander aux parties intéressées de lui communiquer des renseignements lorsqu'elle engage un réexamen à terme de cinq ans.

Article 207.61 Réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen

a) *Délai de dépôt des renseignements.* Les réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen sont communiquées à la Commission au plus tard cinquante jours après la publication de l'avis au Federal Register.

b) *Renseignements devant faire l'objet d'un dépôt auprès du Secrétaire.* L'avis d'engagement d'un réexamen enjoint à chaque partie intéressée de déposer, conformément aux articles 201.6, 201.8 et 207.3 du présent chapitre, les pièces indiquées ci-après:

1) une déclaration d'intention de participer au réexamen en communiquant les renseignements demandés par la Commission;

2) une déclaration concernant les effets probables de l'abrogation de l'ordonnance ou des ordonnances ou de la clôture de l'enquête suspendue ou des enquêtes suspendues faisant l'objet du réexamen;

3) les renseignements ou les données industrielles que la Commission peut demander dans l'avis d'engagement d'un réexamen.

c) *Impossibilité de communiquer les renseignements demandés.* La partie intéressée qui ne peut fournir les renseignements demandés dans l'avis d'engagement d'un réexamen sous la forme et de la manière prescrites doit, dans les meilleurs délais après la publication de l'avis, en informer la Commission, expliquer en détail pourquoi elle n'est pas en mesure de fournir les renseignements demandés et indiquer sous quelles autres formes elle pourrait communiquer des renseignements équivalents. La Commission peut modifier ses demandes dans la mesure nécessaire pour éviter d'imposer un fardeau déraisonnable à cette partie.

d) *Communications provenant de personnes autres que des parties intéressées.* Une personne qui n'est pas une partie intéressée peut déposer auprès de la Commission, conformément aux règles énoncées à l'article 201.8 du présent chapitre, des renseignements concernant le réexamen au plus tard cinquante jours après la publication de l'avis d'engagement d'un réexamen au Federal Register.

Article 207.62 Décisions quant à la pertinence d'un réexamen par la Commission et à la nature de ce réexamen

a) *Fondement des décisions concernant la pertinence.* La Commission évalue la pertinence de l'ensemble des réponses communiquées par les parties intéressées à l'avis d'engagement d'un réexamen en ce qui concerne chacune des ordonnances ou chacun des accords de suspension faisant l'objet du réexamen et, lorsque la détermination positive établie par la Commission à l'origine concernait plusieurs produits similaires d'origine nationale, en fonction de chacun de ces produits.

b) *Observations communiquées à la Commission.* 1) Les observations concernant l'opportunité pour la Commission de procéder à un réexamen accéléré peuvent être communiquées par:

i) toute partie intéressée qui est partie au réexamen à terme de cinq ans et qui a répondu à l'avis d'engagement d'un réexamen; et

ii) toute partie autre qu'une partie intéressée qui est partie au réexamen à terme de cinq ans.

2) Les observations sont communiquées dans le délai imparti dans l'avis d'engagement d'un réexamen. S'agissant d'un réexamen groupé, chaque partie ou chaque groupe ne dépose qu'une seule série d'observations. Les observations ne dépasseront pas quinze pages de texte imprimées à double interligne au recto de feuilles de format 8½ x 11 pouces. Il sera fait abstraction des observations renfermant de nouvelles données de fait.

c) *Avis établissant le calendrier du réexamen complet.* Si la Commission conclut que les réponses des parties intéressées à l'avis d'engagement d'un réexamen sont adéquates ou qu'elle décide pour un autre motif qu'un réexamen complet devrait avoir lieu, les activités d'investigation se rapportant au réexamen se poursuivront. La Commission publiera au Federal Register un avis établissant le calendrier des phases de la procédure.

d) *Procédure de réexamen accéléré.* 1) Si la Commission conclut que les réponses des parties intéressées à l'avis d'engagement d'un réexamen sont inadéquates, elle peut décider de procéder à un réexamen accéléré. Dans ce cas, elle charge le Secrétaire de publier un avis pour indiquer qu'elle a décidé de procéder à un réexamen accéléré et pour inviter les parties au réexamen visées par le paragraphe d) 2) du présent article à déposer des observations écrites auprès du Secrétaire au sujet de la détermination à laquelle la Commission devrait aboutir. Le délai imparti pour la communication de ces observations est indiqué dans l'avis publié par le Secrétaire. Il sera fait abstraction des observations renfermant de nouvelles données de fait.

2) Les parties énumérées ci-après peuvent déposer des observations visées par le paragraphe d) 1) du présent article:

i) toute partie intéressée qui est partie au réexamen à terme de cinq ans et qui a déposé une réponse adéquate à l'avis d'engagement d'un réexamen; et

ii) toute partie autre qu'une partie intéressée qui est partie au réexamen à terme de cinq ans.

3) Une personne qui n'est ni une partie au réexamen à terme de cinq ans ni une partie intéressée peut communiquer un bref exposé écrit (ne renfermant aucune nouvelle donnée de fait) concernant le réexamen dans le délai imparti pour le dépôt des observations écrites.

4) Le Directeur établit et verse au dossier, avant la date à laquelle les observations visées par le paragraphe d) 1) du présent article doivent être déposées, un rapport interne contenant des renseignements sur l'objet du réexamen. Une version du rapport interne contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive est versée au dossier non public et mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements au titre de l'article 207.7, et une version du rapport interne ne contenant pas de renseignements commerciaux de nature exclusive est versée au dossier public.

e) *Utilisation des données de fait disponibles.* La détermination établie par la Commission dans le cadre d'un réexamen accéléré se fonde sur les données de fait disponibles, conformément à l'article 776 de la Loi [[page 30609]].

Article 207.63 Envoi du projet de questionnaire

a) Chaque fois que la Commission procède à un réexamen complet, le Directeur envoie le projet de questionnaire aux parties pour solliciter des observations.

b) Toute partie qui souhaite formuler des observations sur le projet de questionnaire doit les communiquer par écrit à la Commission dans le délai imparti par le Directeur. Toutes les demandes portant sur la collecte de nouveaux renseignements devraient être formulées à ce moment-là. La Commission ne tiendra pas compte des demandes présentées ultérieurement pour que soient recueillis de nouveaux renseignements sauf s'il peut lui être démontré qu'il est absolument nécessaire d'obtenir ces informations et que celles-ci n'ont pu être demandées dans le cadre des observations formulées sur le projet de questionnaire.

Article 207.64 Rapports internes

a) *Rapport interne avant audition.* Le Directeur établit et verse au dossier, avant l'audition, un rapport interne avant audition contenant des renseignements sur l'objet du réexamen à terme de cinq ans. Une version du rapport interne contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive est versée au dossier non public et mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements au titre de l'article 207.7, et une version du rapport interne ne contenant pas de renseignements commerciaux de nature exclusive est versée au dossier public.

b) *Rapport interne final.* Après l'audition, le Directeur révisé le rapport interne avant audition et présente à la Commission, avant qu'elle n'établisse sa détermination, une version finale du rapport interne. Le rapport interne final est destiné à compléter et à corriger les renseignements contenus dans le rapport interne avant audition. Une version publique du rapport interne final est mise à la disposition du public et une version contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive est également mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements au titre de l'article 207.7.

Article 207.65 Mémoires avant audition

Chaque partie à un réexamen à terme de cinq ans peut communiquer à la Commission un mémoire avant audition à la date indiquée dans l'avis établissant le calendrier du réexamen. Le

mémoire avant audition doit être signé et comprendre une table des matières. Le mémoire avant audition devrait présenter brièvement l'argumentation d'une partie et, dans la mesure du possible, renvoyer au dossier et comprendre les renseignements et arguments que la partie estime se rapporter à la question faisant l'objet de la détermination établie par la Commission.

Article 207.66 Audition

a) *Règle générale.* La Commission tient une audition chaque fois qu'elle procède à un réexamen complet. La date de l'audition est indiquée dans l'avis établissant le calendrier du réexamen.

b) *Procédure.* S'agissant des réexamens à terme de cinq ans, la procédure d'audition est conforme à celle énoncée à l'article 207.24 concernant la phase finale des enquêtes en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs.

Article 207.67 Mémoires et exposés après audition

a) *Mémoires provenant de parties.* Toute partie à un réexamen à terme de cinq ans peut déposer auprès du Secrétaire un mémoire après audition concernant les renseignements fournis lors de l'audition ou après celle-ci, dans le délai imparti dans l'avis établissant le calendrier du réexamen ou fixé par le président de l'audition. Les mémoires après audition ne dépasseront pas quinze pages de texte imprimées à double interligne au recto de feuilles de format 8½ x 11 pouces. En outre, le président de l'audition peut autoriser des personnes à déposer, dans un délai déterminé, des réponses aux questions ou aux demandes formulées par la Commission lors de l'audition. Le Secrétaire n'acceptera pas le dépôt des mémoires après audition ou des réponses qui ne seront pas conformes au présent article.

b) *Exposés provenant de personnes qui ne sont pas parties.* Toute personne qui n'est pas partie peut présenter un bref exposé écrit contenant des renseignements relatifs au réexamen dans le délai imparti pour le dépôt des mémoires après audition.

Article 207.68 Observations finales concernant les renseignements

a) La Commission indique, après le dépôt des mémoires après audition, la date à laquelle elle divulguera à toutes les parties au réexamen à terme de cinq ans tous les renseignements qu'elle a obtenus et au sujet desquels les parties n'ont pas eu l'occasion de formuler des observations auparavant. Les renseignements commerciaux de nature exclusive sont divulgués aux personnes autorisées à obtenir ces renseignements en vertu de l'article 207.7.

b) Les parties ont la possibilité de déposer des observations concernant les renseignements qui leur auront été divulgués après qu'elles auront déposé leur mémoire après audition conformément à l'article 207.67. Les observations ne doivent porter que sur ces renseignements et ne pas dépasser quinze pages de texte imprimées à double interligne au recto de feuilles de format 8½ x 11 pouces. Les observations peuvent porter sur l'exactitude, la fiabilité ou la force probante des renseignements par rapport à ceux qui se trouvent ailleurs au dossier, auquel cas il faut indiquer à quel endroit ils se trouvent au dossier. Il sera fait abstraction des observations renfermant de nouvelles données de fait. La date à laquelle ces observations doivent être déposées sera indiquée par la Commission lorsqu'elle précisera la date à laquelle ces renseignements seront divulgués conformément au paragraphe a) du présent article. La date de clôture du dossier correspond à la date limite pour la communication de ces observations, sauf en ce qui concerne les changements apportés à la mise entre crochets des renseignements commerciaux de nature exclusive compris dans les observations, conformément à l'article 207.3 c).

Article 207.69 Publication de la détermination

Chaque fois que la Commission établit une détermination mettant fin à un réexamen à terme de cinq ans, le Secrétaire signifie des copies de la détermination et, s'il y a lieu, de la version du rapport interne final ne contenant pas de renseignements commerciaux de nature exclusive à toutes les parties au réexamen et à l'autorité administrante. Le Secrétaire publie au Federal Register un avis relatif à cette détermination.

Sur ordre de la Commission.

Date de publication: 2 juin 1998.

Donna R. Koehnke,
Secrétaire.

Annexe A: Avis type d'engagement d'un réexamen à terme de cinq ans

Définitions

- 1) La *marchandise visée* est la catégorie ou le type de marchandise visée par le réexamen à terme de cinq ans, telle qu'elle a été définie par le Département du commerce.
- 2) Le *pays visé* par le présent réexamen est [INSÉRER LE NOM DU PAYS].
- 3) Le *produit similaire d'origine nationale* est le ou les produits fabriqués aux États-Unis qui sont similaires ou, en l'absence d'un produit similaire, qui présentent la plus grande similitude de caractéristiques ou d'usages avec la marchandise visée. Dans sa détermination initiale, la Commission a défini le produit similaire d'origine nationale comme étant [INSÉRER LA DÉFINITION]. (Ajouter l'énoncé suivant s'il y a lieu.) Un membre/certains membres de la Commission ont défini différemment le produit similaire d'origine nationale.
- 4) La *branche de production nationale* correspond à l'ensemble des producteurs du produit similaire d'origine nationale, ou à ceux d'entre eux dont les productions additionnées du produit similaire d'origine nationale constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ce produit. Dans sa détermination initiale, la Commission a défini la branche de production nationale comme étant les producteurs de [INSÉRER LA DÉFINITION]. (Ajouter l'énoncé suivant s'il y a lieu.) Un membre/certains membres de la Commission ont défini différemment la branche de production nationale.
- 5) La *date de l'ordonnance* est la date à laquelle l'ordonnance en matière de droits compensateurs/l'ordonnance en matière de droits antidumping/l'accord de suspension visé par le réexamen est entré en vigueur. En l'occurrence, la date de l'ordonnance est [INSÉRER LA DATE].
- 6) Un *importateur* est une personne ou une entreprise qui, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société mère ou d'une filiale, importe aux États-Unis la marchandise visée, qu'il a obtenue d'un fabricant étranger ou de son dépositaire.

Certification

Conformément à la règle 207.3 de la Commission, toute personne qui communique des renseignements à la Commission concernant le présent réexamen doit certifier que les renseignements sont exacts et complets compte tenu des éléments dont elle dispose. Ce faisant, elle sera réputée consentir, sauf indication contraire, à ce que la Commission, ses fonctionnaires et ses agents contractuels utilisent [[page 30610]] les renseignements ainsi communiqués pour tout autre réexamen ou enquête portant sur un produit identique ou comparable qui pourrait être effectué par la Commission en vertu du titre VII de la Loi, ou aux fins des enquêtes et vérifications internes concernant les programmes et activités de la Commission, conformément à 5 U.S.C., appendice 3.

Renseignements devant être communiqués à la Commission

Toutes les réponses devraient être déposées auprès du Secrétaire et doivent être conformes aux dispositions des articles 201.8 et 207.3 des règles de la Commission. Si le déposant souhaite que certaines parties de ses réponses soient traitées comme des renseignements commerciaux de nature exclusive, il doit se conformer aux exigences énoncées dans les articles 201.6 et 207.7 des règles de la Commission. En outre, conformément aux articles 201.16 c) et 207.3 des règles de la Commission, chacun des documents déposés par une partie au réexamen doit être signifié à toutes les autres parties au réexamen (dont les noms figurent sur la liste de signification des documents publics ou sur la liste de signification des documents renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive) et le

document doit être accompagné d'un certificat de signification (la personne qui n'est pas partie au réexamen n'a pas à signifier sa réponse). Toute partie intéressée qui n'est pas en mesure de fournir les renseignements demandés devrait expliquer, le plus tôt possible, les raisons pour lesquelles elle se trouve dans cette impossibilité et indiquer sous quelles autres formes elle peut communiquer des renseignements équivalents. (Ajouter l'énoncé suivant si le réexamen concerne plus d'un pays.) Les producteurs, syndicats/groupes de travailleurs ou associations professionnelles des États-Unis; les personnes qui importent ou exportent la marchandise visée en provenance ou à destination de plus d'un des pays visés; ou celles qui produisent la marchandise visée dans plus d'un des pays visés peuvent déposer une seule réponse. Dans ce cas, il importe de veiller à ce que les réponses à chacune des questions comprennent les renseignements demandés pour chacun des pays visés pertinents.

La réponse devrait comprendre:

1) Le nom et l'adresse de l'entreprise ou de l'entité (y compris l'adresse sur Internet, s'il y a lieu) ainsi que le nom, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse électronique de la personne chargée de la certification.

2) Une déclaration indiquant si l'entreprise/l'entité est un producteur américain du produit similaire d'origine nationale, un syndicat ou un groupe de travailleurs américain, un importateur américain de la marchandise visée, un producteur ou un exportateur étranger de la marchandise visée, une association professionnelle américaine ou étrangère ou une autre partie intéressée (joindre une explication). S'il s'agit d'un syndicat/groupe de travailleurs ou d'une association professionnelle, indiquer le nom des entreprises qui emploient les travailleurs ou qui sont membres de l'association.

3) Une déclaration indiquant si l'entreprise/l'entité est disposée à participer au réexamen en communiquant les renseignements demandés par la Commission.

4) Une déclaration concernant les effets probables de l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping ou de l'extinction de l'accord de suspension sur la branche de production nationale de manière générale et/ou sur votre entreprise/entité de manière particulière. Dans la réponse, prière d'examiner les divers facteurs énumérés à l'article 752 a) de la Loi (19 U.S.C. art. 1675a(a)), y compris le volume probable des importations visées, les effets probables des importations visées sur les prix et l'incidence probable des importations de la marchandise visée sur la branche de production nationale.

5) Une liste de tous les producteurs connus qui fabriquent actuellement aux États-Unis le produit similaire d'origine nationale. Indiquer le nom de toutes les parties liées connues ainsi que la nature de ces liens, tels qu'ils sont définis à l'article 771(4) B) de la Loi (19 U.S.C. art. 1677(4) B)).

6) Une liste de toutes les personnes connues qui importent actuellement aux États-Unis la marchandise visée et de tous les producteurs de la marchandise visée à/au/aux/en [INSÉRER LE NOM DU PAYS] qui exportent actuellement ou qui ont exporté la marchandise visée aux États-Unis ou vers d'autres pays depuis [INSÉRER L'ANNÉE AU COURS DE LAQUELLE LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE].

7) Si vous êtes un producteur américain du produit similaire d'origine nationale, veuillez fournir les renseignements suivants au sujet des activités de votre entreprise se rapportant à ce produit au cours de l'année civile [INSÉRER L'ANNÉE PRÉCÉDENTE] (indiquez les quantités en [INSÉRER L'UNITÉ DE MESURE] et les valeurs en milliers de dollars). Si vous remplissez le questionnaire au nom d'un syndicat/d'un groupe de travailleurs ou d'une association professionnelle, fournir les renseignements sur une base agrégée pour les entreprises qui emploient les travailleurs que vous représentez ou qui sont membres de votre association.

a) Production (en volume) et, si vous disposez de cette information, estimation de la part de votre entreprise (vos entreprises) dans la production totale aux États-Unis du produit similaire d'origine nationale; et

b) volume et valeur des expéditions commerciales aux États-Unis du produit similaire d'origine nationale fabriqué dans votre usine (vos usines) aux États-Unis.

8) Si vous êtes un importateur américain ou une association professionnelle d'importateurs américains de la marchandise visée en provenance de/du/des [INSÉRER LE NOM DU PAYS], prière de fournir les renseignements suivants au sujet des activités de votre entreprise (vos entreprises) se rapportant à ce produit au cours de l'année civile [INSÉRER L'ANNÉE PRÉCÉDENTE] (indiquez les quantités en [INSÉRER L'UNITÉ DE MESURE] et les valeurs en milliers de dollars). Si vous remplissez le questionnaire au nom d'une association professionnelle, prière de fournir les renseignements sur une base agrégée pour les entreprises qui sont membres de votre association.

a) Le volume et la valeur des importations aux États-Unis et, si cette information est à votre disposition, une estimation de la part de votre entreprise (vos entreprises) dans les importations totales aux États-Unis de la marchandise visée en provenance de/du/des [INSÉRER LE NOM DU PAYS]; et

b) le volume et la valeur des livraisons commerciales aux États-Unis de la marchandise visée importée en provenance de/du/des [INSÉRER LE NOM DU PAYS].

9) Si vous êtes un producteur, un exportateur ou une association professionnelle de producteurs ou d'exportateurs de la marchandise visée à/au/aux/en [INSÉRER LE NOM DU PAYS], veuillez fournir les renseignements suivants au sujet des activités de votre entreprise (vos entreprises) se rapportant à ce produit au cours de l'année civile [INSÉRER L'ANNÉE PRÉCÉDENTE] (indiquez les quantités en [INSÉRER L'UNITÉ DE MESURE] et les valeurs en milliers de dollars). Si vous remplissez le questionnaire au nom d'une association professionnelle, fournir les renseignements sur une base agrégée pour les entreprises qui sont membres de votre association.

a) Production (en volume) et, si vous disposez de cette information, estimation de la part de votre entreprise (vos entreprises) dans la production totale de la marchandise visée à/au/aux/en [INSÉRER LE NOM DU PAYS]; et

b) le volume et la valeur des exportations aux États-Unis de la marchandise visée qui sont effectuées par votre entreprise (vos entreprises) et, si cette information est à votre disposition, une estimation de la part de votre entreprise (vos entreprises) dans les exportations totales aux États-Unis de la marchandise visée en provenance de/du/des [INSÉRER LE NOM DU PAYS].

10) S'il y a lieu, indiquer les changements importants qui sont intervenus dans l'offre et la demande ou le cycle conjoncturel du produit similaire d'origine nationale aux États-Unis ou sur le marché de la marchandise visée dans le pays visé, cela depuis la date de l'ordonnance et, s'il y a lieu, les changements importants qui sont susceptibles de se produire dans un avenir raisonnablement prévisible. S'agissant de l'offre, les éléments dont il convient de tenir compte comprennent: la technologie; les méthodes de production; les ressources consacrées au développement; la capacité d'accroître la production (y compris par le déplacement d'installations de production utilisées pour d'autres produits; et usage, coût ou disponibilité des principaux facteurs de production); et facteurs liés à la capacité de déplacer l'offre entre différents marchés nationaux (y compris les barrières à l'importation sur les marchés étrangers ou l'évolution de la demande à l'étranger). S'agissant de la demande, les éléments dont il convient de tenir compte comprennent: les utilisations finales et les

applications; l'existence et la disponibilité de produits de remplacement; et le niveau de concurrence entre le produit similaire d'origine nationale fabriqué aux États-Unis, la marchandise visée fabriquée dans le pays visé et [INSÉRER LA DÉSIGNATION DU PRODUIT] en provenance d'autres pays.

11) (FACULTATIF) Une déclaration indiquant si vous approuvez les définitions qui sont données plus haut aux expressions "produit similaire d'origine nationale" et "branche de production nationale"; si vous contestez l'une ou l'autre de ces définitions ou les deux, prière d'en indiquer les raisons et de proposer d'autres définitions.

ANNEXE B**CALENDRIER TYPE D'UN RÉEXAMEN À TERME DE CINQ ANS¹**

MESURE/ÉVÉNEMENT	JOUR
Publication au <u>Federal Register</u> de l'avis d'engagement d'un réexamen	0
Demandes de comparution/d'ordonnance conservatoire administrative	21
Réponses à l'avis d'engagement d'un réexamen	50
Observations concernant l'opportunité d'un réexamen accéléré	75
Avis de réexamen accéléré ou de réexamen complet	95

Réexamen accéléré	
MESURE/ÉVÉNEMENT	JOUR
Détermination accélérée du Département du commerce (s'il y a lieu)	120
Rapport interne à la Commission et aux parties	122
Communications écrites des parties sur le fond	127
Vote de la Commission	140
Détermination de la Commission et transmission de l'avis au Département du commerce	150

Réexamen complet²	
MESURE/ÉVÉNEMENT	JOUR
Nouvelles demandes de comparution/d'ordonnance conservatoire administrative	180
Envoi du projet de questionnaire aux parties pour observations	190
Observations des parties sur le projet de questionnaire	205
Date de mise à la poste du questionnaire	225
Détermination par le Département du commerce de l'existence d'une subvention/d'un dumping	240
Date fixée pour le retour des questionnaires ³	255

¹ Ce calendrier type est fourni à titre indicatif; le calendrier des travaux pourra varier d'un réexamen à l'autre en raison des week-ends et des jours fériés. En outre, la Commission peut proroger le délai dont elle dispose jusqu'à concurrence de 90 jours lorsqu'elle réexamine une ordonnance transitoire ou qu'elle se penche sur une affaire particulièrement complexe.

² La Commission peut entreprendre un réexamen complet avant le 180^{ème} jour; en pareil cas, le calendrier restera le même, toutes proportions gardées.

³ En ce qui concerne les entreprises des États-Unis; les producteurs étrangers disposeront quant à eux de 37 jours, à compter de la date de mise à la poste, pour renvoyer leurs questionnaires.

Réexamen complet²	
MESURE/ÉVÉNEMENT	JOUR
Rapport avant audition à la Commission et aux parties	285
Audition	305
Mémoires après audition	315
Rapport interne à la Commission et aux parties	330
Observations finales des parties	340
Vote de la Commission	348
Détermination de la Commission et transmission de l'avis au Département du commerce	360

ANNEXE C

PARTIES AYANT FORMULÉ DES OBSERVATIONS PAR SUITE DE LA PUBLICATION DE L'AVIS DE PROJET DE RÉGLEMENTATION DE LA COMMISSION

Sigle/formule abrégée	Intervenant	Au nom de
AIIS	American Institute for International Steel, Inc.	En son nom
Canada	Ambassade du Canada	Gouvernement du Canada
Comité du ciment	King & Spalding	Southern Tier Cement Committee
Collier	Collier, Shannon, Rill & Scott, PLLC	American Beekeeping Federation American Honey Producers Association Coalition for Fair Atlantic Salmon Trade Committee to Preserve American Color Television, Inc. Copper & Brass Fabricators Council Footwear Industries of America, Inc. Fresh Garlic Producers Association Leather Industries of America Municipal Castings Fair Trade Council National Pasta Association National Pork Producers Council Specialty Steel Industry of North America Specialty Tubing Group
Dewey/Skadden	Dewey Ballantine LLP Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP (communication commune)	Non précisé
ECS	Economic Consulting Services Inc	En son nom
Eurofer	Association européenne de la sidérurgie	En son nom
Fuji	Wilkie Farr & Gallagher	Fuji Photo Film, Inc.
H&H	Hogan & Hartson LLP	En leur nom

Hogan	Hogan & Hartson LLP	American Institute for International Steel Consumers for World Trade Enron Corp. General Motors Corp. International Association of Drilling Contractors Michelin North America, Inc. Precision Metalforming Association Steel Service Center Institute Sun Microsystems
Hoogovens	Powell, Goldstein, Frazer & Murphy LLP	Hoogovens Staal BV Hoogovens Steel USA, Inc.
Japon	Ambassade du Japon	Gouvernement du Japon
JBIA	Japan Bearing Industrial Association	En son nom
JISEA	Wilkie Farr & Gallagher	Japan Iron & Steel Exporters Association
JMC	Japan Machinery Center for Trade and Investment	En son nom
Jovanovich	Jovanovich Supply Co.	En son nom
Micron	Hale and Dorr LLP	Micron Technology, Inc.
Producteurs de pistaches	California Pistachio Commission	En son nom Western Pistachio Association
Québec	Pepper, Hamilton & Scheetz LLP	Gouvernement du Québec
Schagrin	Schagrin Associates	Committee on Pipe and Tube Imports Wierton Steel Corp.
Steptoe	Steptoe & Johnson LLP	Non précisé
Stewart	Stewart & Stewart	Non précisé
Thaïlande	Dickstein Shapiro Morin & Oschinsky LLP	Gouvernement du Royaume de Thaïlande
TRC	Trade Resources Company	En son nom
US Steel	Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom PLLC	US Steel Group, a Unit of USX Corp. USS/Kobe Steel Co.

WC&P

Wilmer, Cutler & Pickering

En leur nom

Groupe Wilkie

Wilkie Farr & Gallagher
Kaye, Scholer, Fierman, Hays & Handler LLP
Rogers & Wells
Graham & James
Sherman & Sterling
White & Case
O'Melveny & Myers
Pepper, Hamilton & Sheetz LLP
Steptoe & Johnson LLP
Weil Gotshal & Manges LLP
Powell, Goldstein, Frazer & Murphy LLP
Dorsey & Whitney LLP
(communication commune)

Non précisé

DÉPARTEMENT DU COMMERCE

Administration du commerce international

19 CFR Parties 351 et 354

[Dossier n° 960123011-8040-02]

RIN 0625-AA43

Affaires antidumping et affaires de droits compensateurs: règles relatives aux ordonnances conservatoires administratives; procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative

ORGANISME: Administration du commerce international, Département du commerce

MESURE: Texte définitif du règlement

SOMMAIRE: Le Département du commerce ("le Département") modifie le règlement établissant les règles qui s'appliquent aux ordonnances conservatoires administratives ("OCA") dans le cadre des affaires antidumping et des affaires de droits compensateurs afin de simplifier et de rationaliser le processus administratif et de réduire le fardeau administratif supporté par le Département et les praticiens du droit commercial. Il le modifie aussi pour simplifier la procédure d'enquête concernant les violations présumées d'OCA et l'imposition de sanctions. Ces modifications sont apportées par suite des démarches qui ont été effectuées par les praticiens du droit commercial qui sont soumis à ces règles et elles sont le fruit d'un travail de collaboration.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR: Le présent règlement entre en vigueur le 3 juin 1998. Il s'applique à toutes les enquêtes qui ont été ouvertes à la suite d'une requête déposée le 3 juin 1998 ou à une date ultérieure ainsi qu'aux autres phases de la procédure qui ont été entreprises après cette date.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, CONTACTER: Joan L. MacKenzie ou Mark A. Barnett, Office of Chief Council for Import Administration, (202) 482-1310 ou (202) 482-2866, respectivement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Contexte général

Règles OCA

Le 8 février 1996, le Département a publié le projet de règlement régissant l'accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive qui lui sont communiqués par d'autres parties dans le cadre d'affaires antidumping ou d'affaires de droits compensateurs. Projet de règlement et sollicitation d'observations (affaires antidumping et affaires de droits compensateurs; règles relatives aux ordonnances conservatoires administratives; procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire), 61 FR 4826 ("Avis de février"). Voir aussi: Projet de modification des règles applicables aux ordonnances conservatoires administratives dans le cadre des affaires antidumping et des affaires de droits compensateurs, formulaire de demande d'OCA et OCA type, 59 FR 51559 (12 octobre 1994) ("Avis d'octobre").

Le Département a proposé ces modifications aux règles OCA après avoir consulté les praticiens du droit commercial, qui sont les premiers concernés par ces règles. En particulier, les fonctionnaires du Département ont consulté des représentants des organismes suivants: la section du droit international du barreau du district de Columbia, le Comité du commerce international de la section du droit international et des pratiques internationales de l'Ordre des avocats des États-Unis, l'Ordre des avocats plaidants devant la Commission du commerce international et l'Ordre des avocats oeuvrant dans le domaine du commerce international et des douanes. À la suite de ces consultations, le Département a proposé des modifications au processus OCA afin de l'améliorer, de le simplifier et de le rationaliser pour tous les intéressés, y compris le Département, tout en continuant de veiller à ce que les renseignements commerciaux de nature exclusive ne soient pas divulgués sans autorisation.

Après avoir analysé et examiné attentivement toutes les observations qui lui ont été communiquées par suite de la publication de l'Avis de février et après avoir étudié une nouvelle fois les dispositions du projet de règlement, le Département en publie le texte définitif. Ce règlement améliore, simplifie et rationalise de manière considérable le processus OCA tout en faisant en sorte que les renseignements commerciaux de nature exclusive ne soient pas divulgués sans autorisation.

Date d'entrée en vigueur

Les nouvelles règles OCA, y compris l'utilisation du nouveau formulaire de demande d'OCA - formulaire ITA 367 (5.98) - entrent en vigueur le 3 juin 1998. Elles s'appliquent à toutes les enquêtes qui ont été ouvertes à la suite d'une requête déposée le 3 juin 1998 ou à une date ultérieure ainsi qu'aux autres phases de la procédure qui ont été entreprises après cette date. Les phases de la procédure auxquelles le présent règlement ne s'applique pas continueront d'être régies par le règlement qui était en vigueur à la date à laquelle les requêtes ont été déposées ou à la date à laquelle les autres phases de la procédure ont été entreprises, dans la mesure où le règlement en question n'a pas été invalidé par la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay (URAA) ou remplacé par le règlement final intérimaire qui a été publié le 11 mai 1995 (60 FR 25130 (1995)) et l'article 351.105 des règles de procédure applicables aux affaires antidumping et aux affaires de droits compensateurs qui ont été publiées séparément par le Département le 19 mai 1997 (62 FR 27296), (ci-après dénommées le Règlement du 19 mai). S'agissant de ces phases de la procédure, le Département exigera des parties qu'elles utilisent l'ancien formulaire de demande d'OCA - formulaire ITA-367 (3.89) - pour toutes les demandes portant sur la modification des OCA existantes. Si toutes les parties à ces phases de la procédure acceptent d'être liées par le nouveau règlement et les nouvelles règles OCA, elles doivent déposer une convention synallagmatique et présenter de nouvelles demandes d'OCA.

Sanctions OCA

Le Département modifie aussi le règlement concernant les sanctions imposées pour violation d'une OCA. Le règlement régissant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une OCA se trouve au titre 19, Partie 354 des CFR. Au cours des neuf années qui se sont écoulées depuis l'entrée en vigueur de la Partie 354, le Département a enquêté et statué sur de nombreuses allégations de violation d'OCA. La plupart des affaires ont été réglées; aucune n'a entraîné la tenue d'une audition devant un président et ni amené l'Office des sanctions à rendre une décision. L'expérience a révélé par ailleurs qu'il n'est pas toujours indiqué d'imposer une sanction même lorsqu'un particulier n'a pas respecté, sur le plan juridique, les conditions d'une OCA. Dans bien des cas, il peut être plus approprié de lui donner un avertissement. Le Département a constaté également qu'il arrive que l'enquête puisse être écourtée sans porter atteinte aux droits procéduraux. En outre, dans le cadre du règlement actuel, il est indûment compliqué de retirer des accusations lorsque le Département détermine qu'elles ne sont pas justifiées. Enfin, le Département reconnaît qu'un particulier qui a déjà commis des violations mérite d'être dédouané après avoir passé un certain temps sans commettre d'autres violations. Par conséquent, il modifie la Partie 354 de son règlement pour y ajouter une règle

qui lui permettra de donner un avertissement en cas de violation d'une OCA et de s'occuper des autres situations décrites plus haut.

Le Département modifie le règlement afin de simplifier la procédure d'enquête en cas de violation présumée et l'imposition de sanctions, d'établir des critères qui lui permettront d'écourter l'enquête en cas de violation présumée, d'ajouter l'envoi d'une lettre de réprimande aux sanctions auxquelles il peut avoir recours et d'établir les circonstances dans lesquelles il donnera un avertissement plutôt que d'imposer une sanction. En outre, le Département révisé ses dispositions en matière de compromis pour les rendre conformes à la pratique. Il simplifie aussi les formalités relatives au retrait des lettres de mise en cause. Enfin, une clause d'extinction est ajoutée pour codifier la pratique actuelle concernant le retrait des lettres de mise en cause. [[page 24392]]

Explication de certaines dispositions

Règles OCA

Le règlement antidumping du Département figurait au titre 19, Partie 353 des CFR et celui concernant les droits compensateurs figurait au titre 19, Partie 355 des CFR. Les Parties 353 et 355 contenaient chacune des dispositions distinctes concernant le traitement des renseignements commerciaux de nature exclusive et les règles OCA. Le Département a fusionné ces deux règlements et abrogé les Parties 353 et 355 dans leur forme actuelle. Voir: Droits antidumping; droits compensateurs; règlement final, 62 FR 27295 (19 mai 1997). Le règlement relatif aux règles OCA a été rédigé en tenant compte de cette refonte. Par conséquent, le présent règlement figurera au titre 19, Partie 351, sous-partie C des CFR. De manière plus précise, à l'exception des définitions figurant à l'article 351.102, les règles OCA figureront au titre 19, articles 351.304, 305 et 306 des CFR. La procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire est énoncée au titre 19, article 354 des CFR.

Définitions

L'article 351.102, qui renferme des définitions, s'inspire des versions précédentes des articles 353.2 et 355.2 du titre 19 des CFR. Il a été publié séparément, en même temps que le Règlement du 19 mai. S'agissant des règles OCA, nous avons défini deux nouvelles expressions, qui figurent désormais dans l'ordonnance conservatoire administrative. Comme ces définitions intéressent les règles OCA, nous les examinons ici.

Le premier terme – demandeur – s'entend du représentant particulier d'une partie intéressée qui a demandé à avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une OCA. La deuxième expression – "demandeur autorisé" –, qui est en usage à la Commission du commerce international des États-Unis ("ITC"), s'entend d'un demandeur que le Secrétaire a autorisé à recevoir des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une OCA.

Un commentateur a fait remarquer que la définition de "demandeur" figurant dans le projet de règles de procédure applicables aux affaires antidumping et aux affaires de droits compensateurs était incompatible avec la définition donnée à cette expression dans le préambule de l'Avis de février. Ce commentateur a proposé que le terme "représentant" soit également défini dans le règlement.

Nous avons revu la définition du terme "demandeur" pour la rendre conforme à celle qui est donnée plus haut. Le terme "représentant" a été défini dans l'OCA type publiée en même temps que l'Avis de février. Nous avons révisé cette définition de manière à ce qu'elle s'entende d'un particulier, d'une entreprise ou d'une entité agissant au nom d'une partie intéressée.

Service des ordonnances conservatoires administratives et Service central des archives

Les attributions du Service central des archives et du Service des ordonnances conservatoires administratives, qui jouent tous deux un rôle dans la protection des renseignements commerciaux de nature exclusive, sont définies à l'article 351.103. Le Service OCA a été créé dans le cadre de la réorganisation du Département qui a pris effet le 1^{er} juillet 1996. Par suite de cette réorganisation, la fonction OPA a été intégrée dans la Direction de la politique et de l'analyse et confiée au spécialiste OCA de haut niveau qui dirige le Service OCA. C'est lui qui est chargé de la façon dont le Département traite les renseignements commerciaux de nature exclusive.

Le Service des ordonnances conservatoires administratives et la Salle des dossiers du Service central des archives ont été déménagés récemment dans la pièce 1870. Étant donné la proximité des deux services, c'est le personnel de la Salle des dossiers qui s'occupe des renseignements commerciaux de nature exclusive divulgués par le Service OCA à des représentants autorisés. Comme la Salle des dossiers a été relocalisée après la publication des règles de procédure applicables aux affaires antidumping et aux affaires de droits compensateurs, nous profitons de l'occasion pour modifier l'article 351.103 pour tenir compte de ce déménagement. Conformément à un décret présidentiel, la sécurité a été renforcée dans les bâtiments de l'administration fédérale et les courriers n'ont plus accès au bâtiment Herbert C. Hoover (HCHB). C'est pourquoi l'Administration des importations a installé la Salle des dossiers dans la pièce 1870. On peut y avoir accès directement en passant par l'entrée des courriers qui donne sur la 15^{ème} rue. Avant d'être admis dans le bâtiment à cette entrée, tous les colis sont passés au scanner par les agents de sécurité du Département. Les documents OCA provenant du Service OCA peuvent être récupérés à cette entrée.

Article 351.304 Établissement du caractère exclusif des renseignements commerciaux

Les règles concernant le traitement des renseignements commerciaux de nature exclusive sont énoncées de manière générale à l'article 351.304, qui habilite les personnes à demander que certains renseignements soient considérés comme des renseignements commerciaux de nature exclusive ou ne puissent être divulgués sur la base d'une OCA.

Noms des clients

Un commentateur a fait remarquer que l'article 777 c) 1) A) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, ("la Loi") interdit de divulguer les noms des clients sur la base d'une OCA dans le cadre d'une enquête avant qu'une ordonnance n'ait été publiée ou que l'enquête n'ait été suspendue ou close; il a proposé que le règlement soit remanié pour tenir compte de cette disposition. Nous avons révisé le règlement. La Loi n'oblige pas le Département à divulguer les noms des clients sur la base d'une OCA à la suite de la publication d'une ordonnance ni à la suite de la suspension ou de la clôture d'une enquête. Si la détermination finale du Département est contestée, les parties peuvent obtenir les noms des clients aux termes d'une ordonnance conservatoire judiciaire. Sinon, nous estimons qu'il n'est ni nécessaire ni indiqué de demander aux parties de divulguer d'autres renseignements aux termes d'une ordonnance conservatoire une fois l'enquête terminée, suspendue ou close.

Désignation des renseignements commerciaux de nature exclusive

Le paragraphe b) de l'article 351.304 traite de la désignation et de l'indication des renseignements commerciaux de nature exclusive figurant dans les communications adressées au Département.

Un commentateur a indiqué que le Département devrait préciser la façon dont l'obligation d'indiquer les renseignements commerciaux de nature exclusive s'applique aux pièces telles que

imprimés d'ordinateur, dessins, photographies, extraits de brochures et autres documents analogues. Il a fait remarquer que ces pièces ne sont pas toujours clairement désignées comme étant des renseignements commerciaux de nature exclusive, ce qui oblige le lecteur à se reporter à la version publique pour savoir si certaines données ont un caractère confidentiel.

Le Département convient que tous les renseignements commerciaux de nature exclusive devraient être indiqués conformément au règlement, ce qui comprend toutes les pièces communiquées à des fins de vérification. Il est dans l'intérêt de toutes les parties d'éviter les violations accidentelles d'OCA attribuables au fait que les indications sont incomplètes ou inexactes. Nous reconnaissons que l'apposition de crochets sur des imprimés d'ordinateur et des pièces volumineuses pose des problèmes. Les imprimés d'ordinateur peuvent être constitués presque exclusivement de renseignements commerciaux de nature exclusive, les renseignements publics se limitant à certaines rubriques ou à certains champs. En pareil cas, il est peut-être plus facile pour le demandeur autorisé de faire la distinction entre les renseignements publics et les renseignements de nature exclusive en examinant la version publique plutôt qu'en cherchant des crochets dans un document qui ne comporte pratiquement que des renseignements commerciaux de nature exclusive. En outre, comme la mise entre crochets peut être modifiée par une partie le lendemain de la date de dépôt (voir plus bas), les demandeurs autorisés sont incités à s'assurer que les renseignements sont véritablement d'ordre public en examinant la version publique de manière à éviter toute divulgation accidentelle de renseignements commerciaux de nature exclusive.

Si une partie s'élève contre le traitement confidentiel demandé par une personne qui communique des documents [[page 24393]], elle doit faire opposition par écrit. C'est le Service OCA qui est chargé de vérifier si les renseignements pour lesquels un traitement confidentiel est demandé satisfont aux critères énoncés à l'article 351.105 des règles de procédure applicables aux affaires antidumping et aux affaires de droits compensateurs, qui a été publié séparément par le Département le 19 mai 1997, et de trancher en cas de litige.

Versions publiques

Le paragraphe c) de l'article 351.304 concerne la version publique des communications renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive, prévoit un délai de grâce de un jour (voir aussi l'article 351.303 c) 2)) et traite des corrections visant à supprimer des erreurs qui se sont glissées dans la mise entre crochets des renseignements commerciaux de nature exclusive. Nous répétons que le Secrétaire fera respecter rigoureusement l'obligation d'établir des résumés publics et qu'il ne conviendra que l'établissement d'un résumé est impossible que dans des circonstances exceptionnelles. Le Service OCA est chargé de veiller à l'application homogène des exigences du Département concernant l'établissement d'un résumé public des données numériques et des parties descriptives figurant dans les communications et de trancher les litiges portant sur l'établissement de résumés publics inadéquats.

Délai de grâce de un jour

Le délai de grâce de un jour est conforme à la pratique actuelle qui permet aux parties de déposer la version publique d'un document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive un jour ouvrable après la date limite prévue pour le dépôt de la version du document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive. C'est ce qu'il est convenu d'appeler le délai de grâce de un jour. Conformément à la pratique actuelle, les déposants peuvent corriger la mise entre crochets dans la version renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive jusqu'à la date limite prévue pour la communication de la version publique (c'est-à-dire qu'ils disposent d'une journée pour corriger la mise entre crochets). Le Département a proposé de modifier légèrement cette règle pour exiger des parties qu'elles déposent la version finale renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive en même temps que la version publique du

document. Les prescriptions en matière de dépôt sont énoncées à l'article 351.303 des règles de procédure applicables aux affaires antidumping et aux affaires de droits compensateurs qui ont été publiées séparément par le Département le 19 mai 1997. Les observations relatives à cette disposition ont été examinées dans le cadre de ce règlement.

Un commentateur s'est dit préoccupé par la divulgation indue de renseignements protégés en vertu d'une OCA et par la déclaration du Département selon laquelle les renseignements qui n'avaient pas été mis entre crochets seraient traités comme des renseignements publics une fois que la mise entre crochets serait définitive. Nous estimons cependant que ce commentateur a mal interprété la déclaration du Département. Cette déclaration ne concerne que les renseignements commerciaux de nature exclusive que renferme le document communiqué par la partie elle-même. Le Département prendra toujours immédiatement des mesures correctives lorsque des renseignements protégés par une OCA auront été divulgués indûment et que la fuite aura été découverte dans un délai raisonnable.

Récapitulation des données numériques

Un commentateur a fait valoir qu'il ne devrait pas être nécessaire de préparer un résumé public des données numériques puisque la Commission du commerce international ne l'exigeait pas. D'autres commentateurs ont demandé que soient ajoutées au règlement des lignes directrices précises concernant la récapitulation des données numériques. Certains commentateurs ont demandé une plus grande marge de manœuvre en ce qui concerne l'échelonnement des valeurs très importantes ou très faibles.

Comme l'a reconnu un commentateur, le résumé public, dont il est question au paragraphe c) 1), est exigé aux termes de l'article 777 b) 1) B) de la Loi et de l'article 6.5.1 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping"). L'établissement d'un résumé public des données numériques est essentiel pour que les parties puissent participer aux travaux du Département. Faute d'un résumé public adéquat, les parties intéressées qui ne sont pas au bénéfice d'une OCA ne pourront pas participer utilement aux travaux du Département. Celui-ci continuera donc d'exiger la récapitulation des données numériques.

Bien que le traitement homogène des renseignements commerciaux de nature exclusive par le Département et la Commission du commerce international puisse comporter quelques avantages, le mandat de chaque organisme est différent et cela justifie des pratiques particulières. À la Commission du commerce international, il est plus difficile de récapituler les données numériques propres à une entreprise parce que les données portent sur les résultats de l'entreprise et qu'elles ont été établies à l'aide de macro-chiffres et de projections. En outre, le plus souvent, la Commission fournit des données agrégées qui dissimulent les renseignements commerciaux de nature exclusive des différentes entreprises. Ce sont ces données agrégées, qui sont souvent mises à la disposition du public, qui sont le plus pertinentes pour les analyses que la Commission effectue et les déterminations qu'elle établit. Par contre, les renseignements utilisés dans le cadre des travaux du Département portent souvent sur des opérations précises; il s'agit de micro-données. Il serait difficile d'agréger les données de toutes les entreprises et ces données agrégées ne seraient pratiquement d'aucune utilité en ce qui concerne l'analyse qui doit être effectuée par le Département et la possibilité pour le public de comprendre cette analyse. Il est donc préférable de continuer à exiger que ces données soient échelonnées ou indexées.

Les critères précis concernant l'établissement de résumés publics des données numériques qui figuraient auparavant aux articles 353.32 b) 1) et 355.32 b) 1) ont été oubliés par inadvertance. Nous avons inclus les critères relatifs à la présentation de résumés adéquats à l'article 351.304 c) 1) du présent règlement. Le Département a toujours fait une exception à l'obligation d'établir un résumé public lorsque celui-ci n'aurait pas permis de protéger les renseignements commerciaux de nature

exclusive, comme dans le cas de chiffres très petits ou très importants. Nous continuerons d'autoriser ce genre d'exception au cas par cas, conformément aux exigences de l'article 351.304 c) 1).

Récapitulation des parties descriptives des communications

Un commentateur a soutenu que l'obligation d'établir un résumé public de la partie descriptive de la communication était un changement de politique qui n'était pas requis par la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay (URAA) et que celle-ci était trop lourde. Il a affirmé que le projet de règlement ajouterait des centaines d'heures de travail et des milliers de dollars à ce qu'il en coûtait pour participer à ces affaires. Enfin, il a dit que le projet de règlement semblait reposer sur le principe que tous les renseignements commerciaux de nature exclusive étaient publics jusqu'à preuve du contraire, ce qui constituait un revirement complet pour un Département qui avait pour pratique de protéger les renseignements commerciaux de nature exclusive contre les divulgations.

Le commentateur a tort de penser que le règlement constitue un changement de pratique. Le Département a toujours requis un résumé public de la partie descriptive des communications renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive.

Les lois régissant la divulgation de renseignements par le gouvernement fédéral penchent généralement en faveur de la divulgation. En matière de droits antidumping et de droits compensateurs, les États-Unis disposent des procédures les plus transparentes au monde. La protection des renseignements commerciaux de nature exclusive est une petite exception à l'obligation de divulguer et au parti pris en faveur de la transparence. C'est pourquoi le règlement exige des parties qu'elles démontrent que les renseignements commerciaux de nature exclusive ne devraient pas faire l'objet d'une divulgation, plutôt que l'inverse. Il est présumé que les renseignements commerciaux de nature exclusive peuvent faire l'objet d'un résumé public afin de permettre aux parties qui n'ont pas accès à ces renseignements en vertu d'une OCA de pouvoir participer utilement.

Récapitulation de renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par d'autres parties

Trois commentateurs se sont dits préoccupés par la question de savoir si l'article 351.304 c) 1) obligeait les demandeurs autorisés à établir des résumés publics des renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par d'autres parties. [[page 24394]]. La réponse est non. Le Département n'a jamais obligé les demandeurs autorisés à préparer un résumé public des renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par une autre partie et il n'entend pas changer sa pratique. De fait, l'article 351.304 c) 1) dispose que le déposant ne devrait pas préparer un résumé public de renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par une autre personne.

Communications non conformes

Le paragraphe d) de l'article 351.304 traite des communications non conformes, c'est-à-dire des communications qui ne sont pas conformes aux exigences de l'article 777 b) de la Loi et des paragraphes a), b) et c) de l'article 351.304.

Un commentateur a dit craindre que les parties n'abusent de cette disposition en prétendant à tort qu'il est nécessaire de refuser la divulgation de renseignements commerciaux de nature exclusive aux termes d'une OCA, cela dans le simple but de retarder la divulgation de ces renseignements et d'empêcher ainsi les autres parties de participer aux travaux en temps utile. Bien que nous comprenions les préoccupations de ce commentateur, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de réviser le règlement. Le plus souvent, il a fallu au Département beaucoup moins de 30 jours pour se prononcer sur la nature des renseignements et nous espérons qu'il continuera à en être ainsi. Tel qu'il

est libellé, le règlement donne une plus grande marge de manœuvre en ce qui concerne les décisions qui peuvent nécessiter un peu plus de temps.

Le Département ne croit pas que le règlement, dans sa version actuelle, sera une source d'abus importants. L'expérience dont dispose le Département révèle qu'il y a eu peu d'abus jusqu'à présent. Dans la mesure où l'on réclamerait sans raison valable que des renseignements ne soient pas divulgués, le Département conserve le pouvoir de trancher rapidement.

Un autre commentateur a proposé que le Département modifie le règlement pour permettre au Secrétaire de retourner n'importe quelle partie de la communication qui ne satisfait pas aux exigences du règlement. Nous ne sommes pas d'accord. Pour les mêmes raisons qui l'ont amené à réviser la règle du délai de grâce de un jour pour exiger qu'un nouveau document soit communiqué dans son intégralité chaque fois qu'un document devait être corrigé, le Département exigera aussi qu'un nouveau document soit communiqué dans son intégralité chaque fois qu'un document doit être retourné parce que certaines de ses parties laissent à désirer.

Article 351.305 Accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive

L'article 351.305 établit les règles à suivre pour obtenir des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une OCA; il comprend une nouvelle règle qui prévoit l'utilisation d'une seule OCA pour chacune des phases de la procédure.

L'OCA révisée

Le paragraphe a) de l'article 351.305 établit une nouvelle règle prévoyant que le Secrétaire versera au dossier une seule OCA pour chacune des phases d'une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs dans un délai de deux jours après le dépôt de la requête ou le début d'une enquête ouverte d'office ou dans un délai de cinq jours après le début de n'importe quelle autre phase de la procédure. (L'expression "phase de la procédure" est définie à l'article 351.102 comme étant une partie de la procédure qui peut faire l'objet d'un réexamen en vertu de l'article 516A de la Loi.) Tous les demandeurs autorisés seront soumis aux conditions de cette OCA unique. Cette nouvelle règle simplifiera considérablement le processus OCA; elle accélérera la délivrance d'OCA et la divulgation de renseignements aux demandeurs autorisés. Les commentateurs ont vivement approuvé cette nouvelle règle et convenu qu'elle permettrait de simplifier le processus OCA et d'accélérer la délivrance d'OCA ainsi que la divulgation de renseignements aux demandeurs autorisés.

Conditions de l'OCA

Les conditions que doit comprendre l'OCA et qui doivent être respectées par tous les demandeurs autorisés sont également énoncées au paragraphe a) de l'article 351.305. Le Département a proposé de supprimer les règles de procédure interne détaillées que les entreprises étaient tenues de respecter pour empêcher la divulgation non autorisée de renseignements protégés par une OCA. Au paragraphe a) 1), le Département a proposé de permettre à chaque demandeur d'établir ses propres règles de procédure interne. Tous les commentateurs ont souscrit à cette proposition et nous l'avons incorporée dans le règlement final.

Notification de faits nouveaux

Le paragraphe a) 2) de l'article 351.305 oblige le demandeur autorisé à notifier au Secrétaire les changements qui sont intervenus par rapport aux faits qu'il a indiqués dans sa demande d'OCA. Aux termes du paragraphe a) 2), la certification de ces faits n'est pas requise. Cependant, le paragraphe 6 du projet d'OCA aurait obligé le demandeur autorisé à produire, au moment de la conclusion d'une phase de la procédure, lorsqu'un demandeur autorisé quittait l'entreprise ou lorsqu'un

particulier n'avait plus accès à des renseignements protégés par une OCA, une certification attestant que le particulier en question avait respecté les conditions en vertu desquelles il avait eu accès à ces renseignements. Deux commentateurs se sont interrogés sur la nécessité de ce genre de certification. Ils ont fait valoir que les nouvelles règles du Département visaient avant tout à permettre aux entreprises d'élaborer leur propre procédure interne afin de protéger les renseignements commerciaux de nature exclusive et à décharger ainsi le Département de la microgestion des questions OCA. Ainsi, ont-ils affirmé, les entreprises auront des procédures internes pour veiller à ce que les personnes qui quittent l'entreprise, par exemple, détruisent ou rendent les documents renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive. Ils ont fait remarquer qu'aux termes de la procédure proposée par le Département, les demandeurs signeraient déjà une demande d'OCA à titre personnel et que la certification additionnelle était donc superflue. En outre, ces commentateurs ont fait valoir que le Tribunal du commerce international (CIT) n'exigeait qu'une seule certification pour les ordonnances conservatoires judiciaires qu'il délivrait et qu'il n'y avait aucune raison d'adopter des règles différentes pour les procédures d'appel et les procédures administratives.

Le Département en convient. Aux termes du paragraphe a) 2), le Département continue d'exiger d'une partie qu'elle notifie les faits nouveaux qui sont intervenus par rapport à ceux qui ont été indiqués par le demandeur autorisé dans sa demande, mais il a supprimé l'obligation de produire une certification à la fin de la phase de la procédure, laquelle figurait au paragraphe 6 de l'OCA. Les demandeurs autorisés sont tenus de notifier au Département toute violation éventuelle de l'OCA; la certification additionnelle est superflue. Le Département présume que tous les demandeurs autorisés respectent les conditions de l'OCA jusqu'à ce qu'il détermine, à la suite d'une enquête menée au titre de la Partie 354, qu'une violation de l'OCA a eu lieu. Nous avons donc conservé l'obligation pour les parties de notifier au Département et aux autres parties les changements intervenus mais nous avons supprimé l'obligation qui était faite à chaque particulier, au paragraphe 6 de l'OCA, de certifier qu'il avait respecté le règlement lorsque cette personne cessait d'avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une OCA.

Notification de la destruction des renseignements commerciaux de nature exclusive

Le paragraphe a) 4), qui est devenu le paragraphe a) 3), de l'article 351.305 exige la destruction des renseignements commerciaux de nature exclusive lorsqu'une partie n'est plus habilitée à y avoir accès, normalement à la fin d'une phase de la procédure. Le paragraphe 7 de l'OCA exigeait aussi que chaque demandeur autorisé certifie à titre personnel qu'il avait respecté les conditions de l'OCA. Pour les raisons indiquées plus haut, nous convenons que cette certification n'est pas nécessaire. Nous présumons que le demandeur autorisé respectera les conditions de l'OCA l'obligeant à détruire, le moment venu, les renseignements commerciaux de nature exclusive.

Néanmoins, nous continuerons d'exiger que soit notifiée au Département la destruction des renseignements commerciaux de nature exclusive. Les parties pourront conserver certains renseignements commerciaux de nature exclusive pendant une période dépassant la durée d'une phase de la procédure mais il sera plus important que jamais de savoir où se trouvent les renseignements et de les détruire [[page 24395]]. Le Département continuera donc de tenir les parties responsables de la destruction des documents en temps opportun lorsqu'elles ne seront plus autorisées à les avoir en leur possession aux termes de l'OCA.

Un commentateur a émis l'avis que le fait de ne pas rendre ou de ne pas détruire des documents OCA était une question de procédure qui ne devrait pas être considérée comme une violation de l'OCA. Nous ne partageons pas ce point de vue. Tant que les renseignements commerciaux de nature exclusive ne sont pas détruits, il y a risque de divulgation. La destruction de ces renseignements est importante pour éviter les divulgations non autorisées. C'est l'une des rares obligations expresses énoncées dans le règlement. Bien que le fait de ne pas rendre ou de ne pas détruire ces documents n'entraîne pas nécessairement la divulgation de renseignements commerciaux

de nature exclusive et qu'il ne pourra valoir qu'un avertissement dans certaines circonstances, il s'agit clairement d'une violation du règlement et de l'OCA.

Le Département a proposé que le demandeur autorisé soit tenu de détruire les renseignements commerciaux de nature exclusive qu'il n'est pas autorisé à conserver dans un délai de 30 jours suivant l'expiration du délai prévu pour le dépôt d'une demande de révision judiciaire ou d'examen par un groupe spécial binational de la dernière phase de la procédure pour laquelle il est habilité à conserver des renseignements. Trente jours devraient être suffisants pour parer à la plupart des éventualités, mais le Département sera disposé à accorder une prorogation pour un motif valable. Les commentateurs ont appuyé cette proposition et celle-ci sera incorporée dans chacune des OCA, qui comporteront un délai précis fixé au cas par cas.

Données électroniques

Le paragraphe 3 de l'OCA impose une restriction concernant l'utilisation de renseignements commerciaux de nature exclusive sous forme électronique: les renseignements ne peuvent être accessibles par modem. Nous restreignons l'accès par modem aux données électroniques sans toutefois imposer aucune exigence technique particulière, laissant plutôt au demandeur autorisé le choix de la méthode à utiliser. Cette proposition a été appuyée par les commentateurs. Certains ont proposé une modification au libellé du paragraphe afin de préciser cette exigence, que nous avons incorporée dans le paragraphe 3 de l'OCA.

Entrepreneurs indépendants

La définition de "personnel de soutien" comprise dans l'OCA permet d'avoir recours à des entrepreneurs indépendants pour des travaux de photocopie et d'autres tâches liées aux renseignements OCA, à condition que ceux-ci exécutent les travaux dans l'établissement du demandeur autorisé (c'est-à-dire à l'intérieur de l'entreprise) et qu'ils travaillent sous la supervision d'un demandeur autorisé.

Des commentateurs ont demandé au Département de préciser qu'il autoriserait également les parties à avoir recours à des employés ou à des sous-traitants (à des services de courriers, par exemple) pour aller chercher ou livrer les renseignements OCA divulgués par le Département ainsi que pour livrer des renseignements OCA à d'autres parties. Un commentateur a également demandé qu'il soit précisé que l'expression "entrepreneurs indépendants" comprenait les employés à temps partiel. Nous convenons que du personnel de soutien et que des entrepreneurs indépendants peuvent être utilisés pour toutes les fonctions de livraison et que l'expression "entrepreneurs indépendants" englobe les employés à temps partiel.

Néanmoins, pour éviter les divulgations non autorisées, le Département s'en tiendra à sa pratique actuelle qui consiste à ne divulguer des renseignements OCA qu'à l'employé ou à l'entrepreneur indépendant muni d'une carte d'identité avec photo et d'une lettre d'identification délivrée par l'entreprise pour laquelle travaille le demandeur autorisé et qui autorise le Département à divulguer des renseignements OCA à ce particulier.

Procédure de renvoi

Le Département a proposé que l'OCA permette d'avoir accès à de nouveaux renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués dans le cadre d'un renvoi portant sur la phase de la procédure pour laquelle l'OCA a été délivrée au départ. Les parties n'auront plus à présenter une nouvelle demande d'OCA dans le cadre d'une procédure de renvoi. Les commentateurs ont appuyé cette proposition. L'OCA délivrée dans le cadre de chacune des procédures correspondra à cette pratique.

Demande d'OCA

Le paragraphe b) de l'article 351.305 traite des formalités de demande d'OCA proprement dite; il permet entre autres aux parties d'avoir recours à deux représentants indépendants.

Multiplés demandeurs autorisés

Aux termes de la procédure actuelle, le Département ne permet habituellement qu'à un seul représentant d'une partie d'avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une OCA. En réponse à des demandes en ce sens provenant de parties comparantes, le Département a proposé que deux représentants indépendants d'une partie bénéficient d'un accès OCA, l'un d'entre eux étant désigné comme représentant principal. Nous avons proposé en outre d'accorder séparément des OCA à des représentants qui ne sont pas des avocats mais qui remplissent autrement les conditions requises pour bénéficier d'une OCA, pourvu qu'ils aient une bonne pratique du Département. Cette disposition visait à faire en sorte que des sanctions efficaces puissent être imposées pour dissuader les contrevenants. Le Département examinera au cas par cas les demandes qui seront présentées pour que plus de deux représentants indépendants soient désignés comme demandeurs autorisés.

Les commentateurs ont souscrit à cette proposition en demandant au Département de préciser que le principal demandeur autorisé ne serait pas tenu responsable des violations d'OCA qui pourraient être commises par un demandeur au bénéfice d'une autorisation distincte. Nous sommes d'accord. Les demandeurs autorisés sont responsables des violations commises par quiconque au sein de leur entreprise, mais ils ne sont pas responsables des violations commises par une personne travaillant dans une autre entité qui a demandé séparément une OCA. Le représentant principal ne serait pas responsable des violations d'OCA commises par un demandeur au bénéfice d'une autorisation distincte.

Demande d'OCA

Le paragraphe b) 2) de l'article 351.305 établit un formulaire de demande abrégé que les demandeurs peuvent créer sur leur propre machine de traitement de texte. Le demandeur doit accepter que toute divergence entre sa demande et l'OCA versée au dossier par le Département sera interprétée conformément à l'OCA du Département. Les parties ont approuvé cette proposition et nous l'avons adoptée en l'incorporant dans le paragraphe b) 2).

Portée de la demande d'OCA

Le paragraphe b) 2) de l'article 351.305 dispose également que le demandeur doit demander à recevoir tous les renseignements commerciaux de nature exclusive versés au dossier d'une phase donnée de la procédure en question. Une partie ne peut plus demander à recevoir uniquement les renseignements commerciaux de nature exclusive de certaines parties. Cette disposition vise à supprimer la nécessité pour les parties de préparer des versions OCA distinctes de leurs communications pour chacune des parties intéressées à la procédure et à réduire le nombre de violations d'OCA attribuables à la signification accidentelle d'un document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive à des parties qui ne sont pas autorisées à les obtenir. Cependant, afin de ne pas obliger les parties à recevoir des communications qui ne les intéressent pas, il est prévu que chacune pourra renoncer à se voir signifier par une autre partie des renseignements commerciaux de nature exclusive qu'elle ne souhaite pas recevoir. Ainsi, par exemple, la partie A pourra renoncer à se voir signifier copie de la version des réponses au questionnaire de la partie B qui renferme des renseignements commerciaux de nature exclusive. Néanmoins, il n'y aura pas violation de l'OCA si la partie A reçoit d'une autre partie par erreur des renseignements de nature exclusive communiqués par la partie B. Les commentateurs ont appuyé de manière générale cette proposition

parce qu'elle allège le fardeau [[page 24396]] des déposants et réduit les risques de violation accidentelle des OCA.

Un commentateur s'est élevé vigoureusement contre cette proposition en affirmant qu'elle était incompatible avec l'article 777 de la Loi et contraignante pour les parties interrogées. Selon lui, le fait de remplacer les communications préparées pour les différentes parties par une procédure de renonciation était aberrant parce que les parties interrogées étaient néanmoins tenues d'accepter les communications des requérants qui renfermaient des renseignements commerciaux de nature exclusive provenant de plusieurs parties, y compris des renseignements commerciaux de nature exclusive qu'elles n'avaient aucune raison de demander. Il a affirmé qu'en obligeant les représentants des parties interrogées à accepter des représentants des requérants des documents renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive de provenance multiple, le Département déplaçait inutilement la charge et la responsabilité consistant à respecter les règles OCA des requérants aux parties interrogées. Par ailleurs, lorsqu'un avocat se voyait signifier un document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive et qu'il remaniait certains extraits jugés confidentiels par le déposant avant de transmettre le document à son client, aucune vérification de conformité n'était opérée. Ni le Département ni les autres parties n'avaient accès à cette version spécialement remaniée ni même connaissance de son existence; cette façon de procéder augmentait le risque que des renseignements commerciaux de nature exclusive soient divulgués de manière accidentelle. Selon le commentateur, si les résumés publics préparés par les parties étaient conformes aux lignes directrices du Département du commerce, les renseignements que contenait la version publique d'un document ayant fait l'objet d'un dépôt devraient permettre à une partie déjà au courant du dossier de se faire une idée des données exclusives protégées par le résumé public.

Le Département admet que ces règles obligent le représentant à prendre les mesures nécessaires pour qu'aucun renseignement commercial de nature exclusive provenant d'une autre partie ne soit divulgué à son client lorsqu'il reçoit une communication comprenant des renseignements commerciaux de nature exclusive provenant de plusieurs parties. Chaque demandeur autorisé s'est engagé à procéder ainsi lorsqu'il a signé sa demande d'OCA. Les règles atténuent ce fardeau administratif additionnel en obligeant les parties à indiquer clairement la provenance de chacun des renseignements commerciaux de nature exclusive. Bien que des résumés publics adéquats soient utiles, ils ne remplacent pas l'examen exhaustif des renseignements commerciaux de nature exclusive d'une partie. Les résumés publics ont pour but d'aider les parties à participer utilement aux travaux lorsqu'il est question des renseignements commerciaux de nature exclusive provenant d'autres parties.

Aucune disposition de la Loi n'interdit cette façon de procéder. L'article 777 de la Loi oblige le Département à "met(tre) à la disposition de toutes les parties intéressées qui sont parties à la procédure, conformément à une ordonnance conservatoire (...), tous les renseignements commerciaux exclusifs qui lui ont été présentés ou qu'il a obtenus au cours de la procédure (...)". Dans l'ensemble, nous estimons que les règles adoptées répartiront le fardeau administratif lié à la protection des renseignements commerciaux de nature exclusive et réduiront le risque que ces renseignements soient divulgués accidentellement.

Délai pour la présentation d'une demande d'OCA

Le paragraphe b) 3) de l'article 351.305 fixe le délai pour demander d'avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une OCA. Pour décider de la question du délai, le Département a mis en balance la nécessité de donner aux parties l'accès le plus large possible aux renseignements OCA et la nécessité de réduire le plus possible le fardeau administratif lié au traitement des demandes d'OCA par le Département ainsi que celui imposé aux parties et au Département lorsqu'ils doivent signifier à des demandeurs retardataires des renseignements OCA qui ont été versés au dossier avant que la demande tardive d'OCA ne soit approuvée. Au paragraphe b) 3), nous nous proposons d'encourager les parties à présenter leurs demandes d'OCA

avant que ne soit déposée la première réponse au questionnaire, mais de leur permettre de présenter des demandes jusqu'à la date limite prévue pour le dépôt des mémoires.

Deux commentateurs ont demandé au Département de ne pas fixer de délai pour les demandes d'OCA. Ils n'ont pas expliqué pourquoi un représentant voudrait avoir accès à tout le dossier après le dépôt des mémoires. Aux termes de l'article 351.309 b), qui a été publié séparément en même temps que le Règlement du 19 mai, les arguments écrits présentés après le dépôt des mémoires ou des contre-mémoires seront rejetés sauf s'ils ont été demandés par le Secrétaire. Une partie peut toujours communiquer à un représentant ses propres données et lui demander de la représenter auprès du Département lorsque ses calculs seront divulgués. Communiquer le dossier à un nouveau représentant une fois passée la date limite pour le dépôt des observations représenterait une tâche trop lourde pour le personnel du Département qui doit respecter des délais extrêmement serrés en ce qui concerne la publication de la détermination finale. Si nécessaire, en cas de litige, un représentant peut obtenir l'ensemble du dossier aux termes d'une ordonnance conservatoire judiciaire. Nous avons donc incorporé dans le règlement le délai proposé, à savoir la date limite fixée pour le dépôt des mémoires.

Nous avons aussi tenu compte du fardeau imposé aux parties par les demandes d'OCA qui sont déposées après la présentation de communications volumineuses par d'autres parties. Aux termes des règles actuelles, les parties ne disposent que de deux jours pour signifier les renseignements OCA qui ont déjà été versés au dossier au demandeur autorisé qui a obtenu son OCA vers la fin de la procédure. Le délai fixé au paragraphe b) 3) pourrait accroître le fardeau imposé aux parties. Nous avons donc proposé que celles-ci disposent de cinq jours pour signifier leurs documents aux retardataires. En outre, les retardataires seront tenus de payer les frais liés à la préparation et à la signification de renseignements commerciaux de nature exclusive qui ont déjà été signifiés à d'autres parties dans le cadre de la procédure. Les commentateurs ont appuyé ces propositions et celles-ci ont été incorporées dans l'article 351.301, qui a été publié séparément.

Le Département souligne de nouveau qu'il ne permettra pas qu'une demande d'OCA déposée vers la fin de la procédure serve de prétexte pour demander une prorogation des délais administratifs, qu'il s'agisse du dépôt des mémoires ou de l'audition.

Approbation de la demande d'OCA et liste de signification de l'OCA

Le paragraphe c) de l'article 351.305 traite de l'approbation des demandes d'OCA. Le Département a proposé que les demandes soient approuvées dans un délai de deux jours suivant la date de leur réception dans le cadre des enquêtes et dans un délai de cinq jours pour les autres procédures en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs, sauf en cas de doute sur la question de savoir si le demandeur remplit les conditions requises. Dans ce cas, le Secrétaire décidera de l'opportunité d'approuver la demande dans un délai de 30 jours suivant la date à laquelle celle-ci a été déposée. Nous avons modifié le règlement de manière à prévoir un délai unique de cinq jours qui donnera aux parties suffisamment de temps dans tous les cas pour formuler des observations au sujet des demandes.

Les commentateurs ont appuyé de manière générale la proposition du Département parce qu'elle facilitera l'achèvement des enquêtes et des réexamens administratifs en temps opportun en permettant à toutes les parties à la procédure d'avoir plus rapidement accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive. Ils ont proposé que le règlement prévoie également le traitement accéléré des demandes de modification d'OCA. Pour le Département, la demande de modification d'une OCA est soumise aux mêmes règles que la demande initiale.

Certains commentateurs ont dit craindre que l'approbation accélérée des demandes d'OCA ne pose des problèmes. Dans bien des cas, la demande d'OCA sera signifiée par la poste aux autres parties intéressées et certains craignaient que le Département n'approuve la demande avant que les

[[page 24397]] parties n'aient la possibilité de formuler des observations à son sujet. Lorsque les documents OCA sont déjà entre les mains d'un demandeur autorisé qui a déposé une demande d'accès pour d'autres personnes, il est impératif, selon ces commentateurs, que les parties soient informées de l'existence de la demande de modification et qu'ils aient le temps de réagir avant que les documents OCA ne soient divulgués à d'autres personnes. Pour ces commentateurs, le problème revêt une importance particulière si la demande vise à faire ajouter à la liste le nom d'un conseil juridique de l'entreprise.

Bien que le Département convienne que les préoccupations soulevées par ces commentateurs soient fondées, il doit mettre en balance leurs préoccupations et la nécessité pour les demandeurs de recevoir rapidement les documents OCA. Nous faisons remarquer qu'il est rare que le Département reçoive des oppositions concernant des demandes de modification d'OCA. Néanmoins, compte tenu des préoccupations exprimées, nous avons l'intention d'attendre jusqu'à la fin du délai de cinq jours avant d'approuver la demande de modification de la liste de signification d'une OCA qui vise à y faire ajouter le nom d'un autre demandeur autorisé. Si un représentant souhaite que sa demande de modification soit approuvée avant l'expiration du délai de cinq jours, il devra joindre à sa demande une déclaration indiquant que toutes les autres parties à la procédure ont donné leur consentement.

Les commentateurs ont dit que si le demandeur avait besoin d'avoir accès immédiatement aux renseignements, la signification aux autres parties pourrait être faite par porteur, par un service de livraison le jour suivant, par télécopieur ou par courrier électronique. Sinon, le demandeur pourrait déposer sa demande sous forme de "motion de consentement". Lorsque le demandeur n'avait pas besoin d'avoir accès immédiatement aux renseignements, les parties pourraient être autorisées à effectuer la signification par la poste et le Département pourrait attendre cinq jours avant de donner son approbation pour être sûr que les autres parties avaient eu la possibilité de formuler des observations. Ils ont également proposé d'indiquer dans le règlement que les oppositions aux demandes devaient être déposées dans un délai de deux jours suivant la réception de la demande et signifiées par porteur au demandeur.

Un commentateur, par contre, estimait que les parties ne devraient pas pouvoir retarder la divulgation de documents protégés simplement en formant une opposition, quels qu'en soient les motifs, au sujet de l'admissibilité du demandeur. Il a plutôt proposé que le Département énonce certaines règles qui pourraient servir de base pour légitimer une opposition, comme l'affiliation à la partie en question, des violations antérieures d'ordonnances conservatoires, le manquement à un code de déontologie, ou encore un conflit d'intérêts potentiel en raison de travaux effectués antérieurement soit au sein de l'administration, soit au sein d'une autre entreprise et portant sur la même question ou sur une question analogue. Les commentateurs ne voulaient pas que les parties puissent retarder l'approbation des demandes en formant des oppositions mineures, au sujet par exemple du nombre de demandeurs.

Le Département admet que le règlement actuel permet à une partie de signifier par porteur une demande d'OCA (ou une demande de modification de la liste de signification d'une OCA) au Département, tout en effectuant la signification aux parties par la poste. Le Département pourrait approuver une demande avant même que les parties n'aient été informées du dépôt de la demande. Nous avons donc révisé l'article 351.305 b) 2) pour obliger les parties à signifier de la même manière les demandes d'OCA (y compris les demandes de modification) au Département et aux parties, que ce soit par porteur ou par la poste. Nous avons également porté de deux à cinq jours le délai prévu à l'article 351.305 c) pour l'approbation des demandes d'OCA (y compris les demandes de modification de la liste de signification), et cela pour toutes les phases de la procédure. Ces règles devraient permettre d'octroyer rapidement l'accès OCA tout en protégeant le droit des parties de formuler des observations au sujet des demandes. Bien que le Département puisse attendre au cinquième jour avant d'approuver une demande d'OCA ou l'approuver avant, une partie qui s'oppose à une demande d'OCA peut choisir de ne pas signifier ses renseignements commerciaux de nature exclusive au

demandeur au sujet duquel elle a formé opposition et attendre que le Département ait examiné l'opposition et pris une décision quant à l'opportunité d'accorder au demandeur l'accès à ses renseignements de nature exclusive.

Du moment que le demandeur remplit les conditions énoncées dans la demande d'OCA et dans l'OCA, peu de motifs peuvent être invoqués par une partie pour s'opposer légitimement à l'octroi d'une OCA. Une opposition fondée sur le nombre de demandeurs serait généralement considérée comme abusive; le Département ne se mêle pas des décisions prises par une partie en matière de représentation ou de dotation en personnel. Pour que l'Administration des importations ait le pouvoir d'interdire à quelqu'un d'exercer devant elle, il faut d'abord qu'il ait été établi, conformément aux dispositions très détaillées du règlement concernant la violation d'une OCA, que la partie en question a violé une ordonnance conservatoire et que cette violation justifie la sanction extrême qui consiste à lui interdire l'exercice de sa profession devant l'Administration des importations. Une allégation de cette nature nécessite une enquête poussée. La limitation du droit d'exercer devant le Département en raison de la violation d'une OCA serait imposée conformément à la procédure prévue en cas de violation d'une OCA, non pas au moyen d'une opposition à une demande d'OCA.

L'Administration des importations n'a pas le pouvoir de se prononcer sur les restrictions concernant l'après-mandat qui sont énoncées dans 18 U.S.C. 207. Le pouvoir d'interpréter ces restrictions appartient au Conseil principal adjoint chargé de l'administration au Département du commerce. Le Département n'a pas non plus le pouvoir de se prononcer sur le respect du code de déontologie d'un État par quelqu'un qui exerce sa profession devant lui. Les allégations concernant les manquements au code de déontologie d'un barreau doivent être portées à la connaissance de ce barreau.

Autres méthodes d'approbation des demandes d'OCA

À la suite de la publication de l'Avis d'octobre, plusieurs commentateurs ont proposé d'autres méthodes pour approuver les demandes d'OCA, comme l'établissement d'une liste approuvée au préalable des membres du cabinet juridique d'un représentant ou la possibilité pour le signataire principal d'un cabinet d'accorder l'accès à d'autres professionnels de son cabinet. Le Département n'a retenu ni l'une ni l'autre de ces suggestions parce que certains faits propres à une affaire antidumping ou à une affaire de droits compensateurs ou encore à une phase de la procédure peuvent rendre inadmissible un demandeur qui le serait autrement, et que l'établissement d'une liste empêcherait une partie de former des oppositions légitimes à l'approbation d'une demande d'OCA. De même, la formule du signataire principal empêcherait les parties d'exercer leur droit de former opposition, pour un motif valable, à la divulgation de renseignements OCA à une personne en particulier.

Deux commentateurs étaient toujours en faveur de l'établissement d'une liste. L'un d'entre eux a fait remarquer que cette façon de procéder n'empêcherait pas le Département du commerce d'examiner l'admissibilité de chacun des demandeurs et qu'elle donnerait une marge de manœuvre beaucoup plus grande au cabinet concerné. Ces commentateurs sont restés muets sur les motifs invoqués par le Département pour s'opposer à cette proposition, notamment la question de la notification et de la sécurité du processus. Tel qu'il est indiqué plus haut, les commentateurs craignaient de ne pas avoir la possibilité de formuler des observations avant que la demande d'OCA ne soit approuvée. Ils craignaient que le Département n'approuve une demande d'OCA avant que les parties n'aient eu l'occasion de l'examiner, en raison du délai trop court de deux jours proposé par le Département pour l'approbation des demandes. Nous n'adopterons donc ni l'une ni l'autre des solutions de rechange qui ont été proposées pour l'approbation des demandes d'OCA. Le délai maximal de cinq jours prévu pour l'approbation des demandes devrait permettre aux parties d'ajouter des représentants à la liste sans qu'il y ait de retard indu.

Notification par le Département de la liste de signification de l'OCA

Lorsqu'une demande sera approuvée, le Secrétaire ajoutera le nom du demandeur autorisé à la liste de signification de l'OCA que le Département établira pour chacune des phases de la procédure. Le paragraphe c) de l'article 351.305 dispose que [[page 24398]] le Secrétaire utilisera les moyens les plus rapides dont il dispose pour communiquer aux parties la liste de signification de l'OCA le jour même où elle sera publiée ou modifiée.

De manière générale, les commentateurs ont appuyé cette proposition. Ils étaient en faveur d'une formule souple en ce qui concerne l'établissement et la mise à jour de la liste de signification de l'OCA, mais ils souhaitaient aussi obtenir plus de précisions sur la forme que prendrait la notification. Comme le Département envisage d'avoir recours au courrier électronique, ils ont exprimé des inquiétudes au sujet de l'utilisation de l'Internet notamment parce qu'ils craignaient de ne pas recevoir l'information en temps voulu (notamment lorsque les parties sont absentes du bureau) ou même parce qu'ils craignaient que l'information n'arrive pas au destinataire. Dans l'éventualité où le Département choisirait d'avoir recours à l'Internet ou au courrier électronique, les commentateurs l'ont exhorté à envoyer aussi aux parties une copie de la notification par la poste pour être sûr que celle-ci arriverait effectivement à destination.

D'autres commentateurs privilégiaient l'utilisation du télécopieur. Ils ont affirmé que la plupart des entreprises, y compris les cabinets juridiques qui exerçaient leur activité au Département, avaient adopté des procédures pour s'assurer que les fax étaient rapidement portés à l'attention du destinataire dès qu'ils arrivaient. Ils ont fait remarquer que ce genre de procédure n'avait pas nécessairement été mis en place en ce qui concerne l'Internet et qu'il fallait compter au moins deux jours pour un envoi par la poste.

Pour le moment, le Département notifiera chacune des modifications apportées à la liste de signification de l'OCA en envoyant directement un fax à chacune des parties figurant sur cette liste, et cela pour chaque procédure. Par ailleurs, tant que le Département ne sera pas certain que les parties reçoivent normalement la notification de la liste de signification de l'OCA qui leur est communiquée par fax, il continuera d'envoyer par la poste au demandeur principal une copie papier de cette liste. Cette façon de procéder offrira les garanties et assurera la cohérence nécessaires pour vérifier effectivement les listes de signification des OCA. Le public pourra consulter ces listes en accédant à la page d'accueil de l'Administration des importations sur Internet. Le Département adaptera ces méthodes en fonction des outils technologiques qui seront adoptés par le barreau à l'avenir afin de veiller à ce que les notifications soient communiquées de la manière la plus efficace possible.

Article 351.306 Utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive

Les règles concernant l'utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive sont énoncées à l'article 351.306.

Utilisation par le Secrétaire des renseignements commerciaux de nature exclusive

Le paragraphe a) s'inspire des versions actuelles des articles 353.32 f) et 355.32 f). L'un des changements qui a été apporté est l'indication, au paragraphe a) 4), que les renseignements peuvent être divulgués au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales au titre de 19 U.S.C. 3571 i). L'article 3571 i) (l'article 281 i) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay) porte sur les moyens de faire respecter les droits des États-Unis au titre de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions et les mesures compensatoires. En outre, bien que peu de modifications aient été apportées au règlement proprement dit, nous faisons remarquer que la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay a modifié l'article 777 b) 1) A) i) de la Loi pour préciser que le Département peut utiliser les renseignements commerciaux de nature exclusive pendant toute la durée

de la procédure (de l'ouverture à la clôture de l'enquête ou à l'abrogation de l'ordonnance), plutôt que pendant la seule phase de la procédure pour laquelle les renseignements ont été communiqués.

Utilisation par les parties des renseignements commerciaux de nature exclusive

L'article 777 de la Loi permet au Département d'utiliser les renseignements commerciaux de nature exclusive pendant toute la durée d'une procédure, de l'ouverture à la clôture de l'enquête ou à l'abrogation de l'ordonnance. Aux termes du règlement actuel, le dossier d'une phase de la procédure ne comprend que des renseignements qui ont été communiqués durant cette phase de la procédure (19 CFR 353.34 a)). Le Département restreint l'utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive qui peut être faite par des représentants des parties à la phase de la procédure au cours de laquelle ces renseignements ont été communiqués (19 CFR 353.34 b) 3) ii)). Bien que le Département puisse avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive afférents à une autre phase de la procédure, il ne peut s'appuyer, pour prendre une décision, sur des renseignements commerciaux de nature exclusive qui n'ont pas été versés au dossier relatif à la phase de la procédure en question.

Dans la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay, il est fait mention de trois cas précis dans lesquels il est prévu que le Département utilisera des renseignements afférents à différentes phases de la procédure ou à différentes procédures: 1) les renseignements afférents à des phases antérieures peuvent être utilisés aux fins d'un réexamen à terme ou d'un réexamen pour changement de circonstances dans le cadre de la même affaire (article 777 b) 1) de la Loi); 2) les renseignements commerciaux de nature exclusive obtenus dans le cadre d'un réexamen à terme ou d'un réexamen pour changement de circonstances qui a abouti à l'abrogation de l'ordonnance peuvent être utilisés aux fins d'une enquête portant sur la même marchandise en provenance du même pays lorsque celle-ci est ouverte dans un délai de deux ans suivant l'abrogation de l'ordonnance (article 777 b) 3) de la Loi); et 3) les renseignements obtenus dans le cadre d'une enquête qui a été close peuvent être utilisés aux fins d'une nouvelle enquête portant sur la même marchandise en provenance du même pays ou d'un autre pays lorsque celle-ci est ouverte dans un délai de trois mois suivant la clôture de l'enquête initiale (articles 704 et 734 de la Loi).

Le paragraphe b) de l'article 351.306 traite de l'utilisation par les parties de renseignements commerciaux de nature exclusive afférents à une phase de la procédure pour une autre phase de la procédure. Dans l'Avis de février, le Département a proposé qu'il soit permis aux parties de conserver les renseignements commerciaux de nature exclusive qu'elles avaient obtenus en vertu d'une OCA pendant les deux phases de la procédure qui suivaient celle au cours de laquelle les renseignements avaient été versés au dossier. Le paragraphe b) disposait que le demandeur autorisé ne pourrait normalement utiliser ces renseignements qu'aux fins de la phase de la procédure au cours de laquelle il les avait obtenus. Nous avons proposé qu'un demandeur autorisé puisse verser les renseignements commerciaux de nature exclusive qu'il avait obtenus dans le cadre d'une phase de la procédure au dossier de l'une ou l'autre des deux phases ultérieures consécutives de cette même procédure (en règle générale, les réexamens administratifs effectués au titre de l'article 751 a)), si les renseignements se rapportaient à la question examinée au cours des phases ultérieures.

Nous avons modifié ce paragraphe pour donner au Département une plus grande marge de manœuvre lorsqu'il décide de la façon dont les renseignements commerciaux de nature exclusive peuvent être utilisés. Pour l'instant, nous avons l'intention de permettre au demandeur autorisé de conserver les renseignements commerciaux de nature exclusive pour la durée des deux réexamens administratifs ultérieurs consécutifs et d'utiliser ces renseignements aux fins de ces réexamens ou pour d'autres phases de la procédure qui pourraient être entreprises à ce moment-là. Cette utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive sera autorisée aux termes de l'OCA.

Quatre commentateurs voulaient que les dispositions soient assouplies pour leur donner un accès pratiquement illimité aux renseignements de nature exclusive pendant toute la durée de la procédure et, dans certains cas, même pour la durée de diverses procédures. Selon eux, les modifications devraient s'appliquer aux OCA en vigueur ainsi qu'aux nouvelles OCA. Ils ont fait valoir que cette utilisation souple était compatible avec la Loi et leur permettrait de relever plus facilement les contradictions dans les communications afférentes à diverses phases de la procédure.

Quatre commentateurs ont appuyé la méthode proposée en émettant certaines réserves. Ils ont exhorté le Département à interdire le transfert en bloc des renseignements commerciaux de nature exclusive afférents à une phase de la procédure à une autre phase de la procédure et à exiger plutôt que les renseignements commerciaux de nature exclusive provenant d'une autre phase de la procédure aient un rapport avec la phase pour laquelle ils étaient communiqués. Par ailleurs, certains de ces commentateurs ont indiqué que le Département pourrait atteindre ses objectifs en retenant une période plus courte (une [[page 24399]] phase).

Quatre commentateurs se sont élevés vigoureusement contre toute modification de la politique actuelle. Ils ont fait valoir que les changements mineurs apportés à la Loi ne pouvaient justifier les changements importants qu'il était proposé d'apporter au règlement. Ce groupe a soutenu que les prescriptions légales et les décisions antérieures de la Commission du commerce international concernant le dossier établi pour un réexamen interdisaient effectivement les changements proposés par le Département. Ce groupe craignait aussi que la plus grande facilité avec laquelle pourraient être conservés et utilisés les renseignements commerciaux de nature exclusive accroîtrait le risque que ces renseignements soient divulgués, ce qui inciterait les parties à ne pas participer aux travaux du Département. En outre, il a affirmé que ces changements imposeraient un fardeau additionnel aux parties (vérifier l'utilisation qui serait faite de leurs renseignements commerciaux de nature exclusive au cours des phases ultérieures et à qui ces renseignements seraient divulgués, et être en mesure de justifier toutes les divergences entre les renseignements qui avaient pu être communiqués pour une phase ou pour une autre). Il a soutenu que cette façon de procéder accroîtrait le fardeau administratif du Département qui devrait vérifier la raison d'être des divergences constatées dans les renseignements afférents à diverses phases de la procédure.

Nous n'avons pas assoupli la proposition de manière à permettre un usage illimité des renseignements commerciaux de nature exclusive pour toutes les phases de la procédure ou pour d'autres procédures que celles mentionnées dans la Loi. La demande visant à autoriser l'utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive pour diverses procédures n'a aucun fondement juridique.

Nous ne sommes pas d'accord non plus avec les commentateurs qui s'opposent totalement à ce que des renseignements commerciaux de nature exclusive puissent être utilisés pour plus d'une phase de la procédure. La Loi et la jurisprudence de la Commission du commerce international n'interdisent pas les changements proposés. Ceux-ci permettraient de verser des renseignements obtenus dans le cadre d'une autre phase de la procédure au dossier de la phase en question. Les changements proposés ne découlent pas des modifications qui ont été apportées à la législation par la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay mais ils relèvent plutôt des attributions que le Département a toujours eues. Nous convenons que ces changements alourdiront un peu la tâche de toutes les parties qui devront surveiller les phases ultérieures de la procédure pour éviter que leurs renseignements commerciaux de nature exclusive ne soient divulgués à une partie contre laquelle elles ont formé opposition. Cela se produit rarement; nous avons tenté de réduire le plus possible ce fardeau et donc d'atténuer la possibilité que ces changements n'amènent les parties interrogées à refuser de participer aux travaux du Département du fait de leurs craintes au sujet de leurs renseignements commerciaux de nature exclusive. Le fardeau additionnel imposé au Département sera réduit par le fait que celui-ci pourra refuser la communication de renseignements commerciaux de nature exclusive qui ne seraient pas pertinents.

Nous convenons que le transfert en bloc d'une phase à une autre ne devrait pas être permis, sauf en cas d'absolue nécessité. Nous convenons également que le Département devrait rejeter les renseignements commerciaux de nature exclusive obtenus dans le cadre d'une autre phase de la procédure qui n'ont aucun rapport avec la phase en cours. Cependant, ces décisions pourraient être délicates et offrir d'autres motifs d'en appeler à la Commission du commerce international. Par conséquent, le Département n'a pas l'intention de se prononcer sur la pertinence des renseignements chaque fois qu'une partie communique des renseignements provenant d'une phase antérieure de la procédure pour la phase en cours, mais il se réserve le droit de le faire s'il y a lieu. Parallèlement, afin de ne pas alourdir inutilement les tâches du Département, nous avons l'intention de ne tenir compte de ces renseignements que dans la mesure où ils se rapportent aux questions soulevées par des parties intéressées ou que si le Département le juge nécessaire pour d'autres motifs.

Le Département s'attend à faire face à une foule de problèmes pratiques qui devront être réglés au fil du temps et grâce à l'expérience acquise dans l'application de ces nouvelles règles. Au départ, nous permettrons aux parties de conserver les renseignements commerciaux de nature exclusive pour la durée de deux autres phases (règle générale, les réexamens administratifs) suivant celle au cours de laquelle ils auront été communiqués. Il s'agit là d'un compromis raisonnable entre les souhaits depuis longtemps exprimés par les requérants qui veulent pouvoir examiner les divergences apparentes entre des phases de la procédure, et les préoccupations des parties interrogées qui craignent que leurs renseignements commerciaux de nature exclusive ne soient utilisés par d'autres représentants et pour d'autres phases pendant une durée indéterminée. Une fois que les renseignements commerciaux de nature exclusive auront été versés au dossier d'une phase ultérieure de la procédure, ils demeureront au second dossier à titre permanent, sauf s'ils sont rejetés par le Département.

Le Département estime que cette nouvelle règle sera normalement invoquée pour demander que les renseignements commerciaux de nature exclusive versés au dossier d'une enquête ou d'un réexamen administratif soient versés au dossier de deux réexamens administratifs ultérieurs consécutifs. Le Département entend aussi permettre que des renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif soient utilisés pour d'autres phases (détermination du champ d'application ou réexamen pour changement de circonstances, par exemple) entreprises pendant ces deux réexamens administratifs. Si le Département détermine, après avoir acquis de l'expérience, qu'il convient de modifier cette règle, il le fera en changeant les conditions des OCA.

Identification des parties qui communiquent des renseignements commerciaux de nature exclusive

Le paragraphe c) de l'article 351.306 traite de l'identification des déposants de renseignements commerciaux de nature exclusive dans les communications qui renferment des renseignements commerciaux de nature exclusive de source multiple. Le Département exigera des demandeurs d'OCA qu'ils demandent d'avoir accès à tous les renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués au cours d'une phase donnée de la procédure. Par ailleurs, s'agissant des communications telles que les mémoires, qui comprennent des renseignements commerciaux de nature exclusive provenant de différentes parties, nous avons proposé d'exiger que soit indiqué dans la communication le nom de la partie à l'origine de chacun des renseignements. (Par exemple, le renseignement n° 1 a été communiqué par la partie A, le renseignement n° 2 a été communiqué par la partie B, etc.) Cette proposition a pour objet de permettre aux parties de présenter une seule version "exclusive" de leur communication qui pourra être signifiée à toutes les parties représentées par des demandeurs autorisés, au lieu de les forcer à présenter et à signifier des versions OCA différentes à chacune des parties qui intervient dans la procédure. S'agissant d'une communication signifiée à une partie qui n'est pas représentée par un demandeur autorisé (événement relativement rare), le déposant sera encore tenu de préparer et de signifier une communication distincte renfermant uniquement les renseignements commerciaux de nature exclusive attribuables à cette partie.

Trois commentateurs ont appuyé cette proposition. Ils ont convenu qu'elle réduirait les risques de violation des OCA lorsque les documents renferment des renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par plus d'une partie. Ils ont proposé en outre que, lorsque tous les renseignements commerciaux de nature exclusive compris dans une communication ont été obtenus d'une seule partie, le règlement permette d'indiquer une seule fois la source des renseignements, sur la page titre de la communication. Nous souscrivons à cette proposition et l'avons incorporée dans l'article 351.306 c).

Des commentateurs ont proposé en outre que le Département précise son projet de règle en indiquant que seule la source des renseignements commerciaux de nature exclusive provenant d'une autre partie doit être indiquée de manière précise. Le commentateur a proposé qu'il soit présumé que tous les renseignements commerciaux de nature exclusive mis entre crochets dans la communication provenaient de la partie qui communiquait le document, sauf indication contraire. Il a fait remarquer que [[page 24400]], sans cela, les communications envoyées au Département seraient bourrées d'annotations qui en rendraient la lecture très difficile. Nous en convenons et nous avons donc incorporé cette suggestion dans l'article 351.306 c) du règlement.

Un commentateur a demandé au Département de préciser ce que signifiait les mots "indiquer à proximité de chacun des renseignements", de manière à ce que les parties puissent adapter leurs méthodes en conséquence. Il a fait remarquer que des problèmes pourraient se poser lorsque des renseignements provenant de plusieurs parties figuraient sur une même ligne. Il a demandé au Département de préciser si l'indication des sources était également requise dans les versions publiques.

L'expression "à proximité" a été utilisée pour exiger que l'indication de la source figure suffisamment près du renseignement pour permettre au lecteur d'en identifier facilement et rapidement l'origine. Nous ne voulons pas être précis au point d'enlever aux parties la marge de manœuvre nécessaire pour composer avec différentes situations. Les documents ne sont pas tous pareils et il ne faut pas sacrifier la lisibilité. Dans certains cas, il suffira d'ajouter une annotation à côté du renseignement. Pour des documents plus complexes, il pourrait être préférable d'avoir recours aux notes de bas de page. Puisque la version publique d'une communication devrait être identique à la version qui renferme des renseignements commerciaux de nature exclusive, exception faite des passages qui ont été supprimés, la source des renseignements devra également être indiquée dans la version publique.

Certains commentateurs se sont élevés contre l'exception proposée par le Département (article 351.306 c) 2)) à la règle de la version unique lorsqu'une partie n'a pas de représentant. Ils ont fait valoir que cette exception annulait les avantages découlant du fait qu'il ne serait plus nécessaire de déposer des communications pour chacune des parties interrogées et que des résumés publics adéquats seraient suffisants.

Le Département estime que cette exigence est nécessaire. Une partie a besoin de connaître les arguments qu'une autre partie a formulés contre elle pour pouvoir se défendre comme il se doit. La procédure ne serait pas suffisamment transparente si l'on procédait autrement.

Des préoccupations ont été exprimées concernant l'éventualité que des renseignements commerciaux de nature exclusive soient mal indiqués dans un document et que quelqu'un se fie par la suite à des renseignements qui avaient été mal indiqués par une autre partie. Le commentateur a estimé que le fait qu'une partie se fie à des renseignements qui avaient été mal indiqués par une autre partie ne devrait pas constituer une violation de l'ordonnance conservatoire. Un autre commentateur était de l'avis contraire. Selon lui, si une source était mal indiquée, la partie fautive ne devrait être tenue que de corriger son erreur et l'erreur ne devrait pas constituer une violation de l'OCA. Néanmoins, le même commentateur a estimé que si, à la suite de cette erreur, une partie divulguait des

renseignements commerciaux de nature exclusive à une autre partie qui n'était pas habilitée à en prendre connaissance, la divulgation constituerait alors une violation de l'OCA aux termes des règles OCA existantes.

Seule la partie qui prépare une communication à partir de renseignements commerciaux de nature exclusive de diverses provenances connaît avec certitude la personne qui a communiqué ces renseignements à l'origine. Le déposant doit donc être responsable de l'exactitude des indications. C'est l'objet même de la proposition. À moins qu'un demandeur autorisé sache qu'une indication est erronée, il devrait pouvoir s'y fier. Autrement, la prescription n'a aucun sens. Une divulgation non autorisée résultant d'indications inexactes qui aboutirait à une violation de l'OCA serait imputable à la personne qui a indiqué la source des renseignements.

Un autre commentateur s'est élevé carrément contre la proposition, en faisant valoir qu'elle visait à faire assumer à la partie interrogée les frais et la responsabilité du requérant en l'obligeant à consacrer du temps à l'examen du mémoire du requérant pendant les cinq jours dont elle disposait pour préparer son contre-mémoire en vertu du projet d'article 351.309 d). Selon lui, le nombre de violations accidentelles imputables aux avocats des requérants diminuerait tandis que celui imputable aux avocats des parties interrogées augmenterait, parce que ceux-ci devraient désormais s'assurer que les documents des requérants ne renfermaient aucun renseignement OCA.

Les règles proposées codifient ce qui a été la pratique du Département depuis 1992. En outre, nous estimons que ces propositions mettent en balance les intérêts divergents des requérants et des parties interrogées. N'importe quelle formule comporte des risques de violation accidentelle; nous estimons néanmoins que le fait que tous les demandeurs autorisés auront accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive de toutes les parties (qu'ils aient renoncé ou non à se les voir signifier) devrait réduire sensiblement le nombre de divulgations accidentelles. À cet égard, la signification accidentelle à un demandeur autorisé d'une communication renfermant des renseignements d'une partie dont le demandeur a renoncé à se voir signifier les documents ne constituerait pas une violation de l'OCA.

Procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative

Cinq parties ont formulé des observations au sujet des modifications qu'il est proposé d'apporter à cette procédure. Tous les commentateurs ont appuyé les changements proposés. Après plus ample réflexion, le Département modifie son règlement conformément au projet de règlement. Tel qu'il est expliqué plus bas, le Département apporte aussi des modifications matérielles pour que les expressions "ordonnance conservatoire administrative" et "renseignements commerciaux de nature exclusive" soient utilisées uniformément dans toute cette partie et pour adapter le règlement aux changements qui ont été apportés à l'organisation du Département le 1^{er} juillet 1996.

Article 354.2 Définitions

L'article qui renferme les définitions a été révisé pour rendre les définitions conformes à celles qui figurent dans le projet de règlement du Département concernant les procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (19 CFR 351.102). De nouvelles expressions ont été définies à l'article 354.2 de la Partie 354: "ordonnance conservatoire administrative", "phase de la procédure", "Secrétaire" et "spécialiste OCA de haut niveau".

La définition de "Directeur" a été revue pour tenir compte de la réorganisation du Département qui a pris effet le 1^{er} juillet 1996. Par suite de cette réorganisation, la fonction OCA a été intégrée dans la Direction de la politique et de l'analyse et confiée au spécialiste OCA de haut niveau. Celui-ci est chargé du traitement des renseignements commerciaux de nature exclusive au

sein du Département. Il participera aux enquêtes concernant les violations présumées d'OCA, ce qui simplifiera le processus d'enquête. Une définition de "spécialiste OCA de haut niveau" a été ajoutée à l'article 354.2 et la définition de "Directeur" a été revue pour qu'il y soit fait mention du spécialiste OCA de haut niveau. La définition de "Directeur" a également été modifiée pour adapter le règlement aux changements qui ont été apportés aux postes de directeurs à la suite de la réorganisation du 1^{er} juillet 1996.

Article 354.5 Signalement d'une violation et enquête

Le paragraphe a) 1) est modifié pour exiger que toutes les violations présumées d'OCA soient signalées soit au spécialiste OCA de haut niveau, soit au Bureau de l'avocat principal du Département. Suivant les règles actuelles, les violations présumées sont signalées au spécialiste OCA du Bureau des enquêtes ou du Bureau de l'application de la réglementation, selon l'endroit où la violation aurait été commise. La modification adapte le règlement en fonction de la réorganisation du Département qui a eu lieu le 1^{er} juillet 1996. [[page 24401]]

Les paragraphes d) 7) et 8) ont été fusionnés et remaniés afin de tenir compte des modifications apportées à la Loi et aux règles du Département concernant l'utilisation de renseignements commerciaux de nature exclusive pour des phases de la procédure autres que celle au cours de laquelle ils ont été communiqués à l'origine. Ces modifications sont examinées plus haut. Les règles de procédure du Département permettront désormais d'utiliser des renseignements commerciaux de nature exclusive pour plus d'une phase de la procédure ou pour une autre procédure dans certains cas bien précis. Les phases de la procédure pour lesquelles les renseignements commerciaux de nature exclusive pourront être utilisés seront indiquées dans l'ordonnance conservatoire administrative. Les paragraphes d) 7) et 8) ont été fusionnés et remaniés pour tenir compte de ces changements.

Classement

Décret n° 12866

Il a été établi que le présent règlement n'est pas d'une importance majeure aux fins dudit décret.

Loi concernant l'allègement des formalités administratives

Le présent règlement ne prévoit pas la collecte de renseignements au sens de la Loi de 1980 concernant l'allègement des formalités administratives, telle qu'elle a été modifiée (44 U.S.C. 3501 et suiv.).

Loi sur la flexibilité réglementaire

Le Conseiller principal adjoint chargé de la législation et de la réglementation au Département du commerce a certifié à l'Avocat principal chargé de la promotion à l'Administration des petites entreprises que ces modifications n'auraient pas une incidence économique significative sur un nombre important de petites entreprises parce qu'elles portent sur des règles qui n'ont pas ce genre d'incidence et qu'elles auront plutôt pour effet de simplifier la procédure concernant l'imposition de sanctions en cas de violation d'une OCA. Le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international est chargé de la réglementation régissant les sanctions en cas de violation d'OCA. Le Secrétaire adjoint à l'administration des importations est chargé de la réglementation régissant la délivrance des OCA et leur utilisation.

Liste des sujets traités dans 19 CFR Parties 351 et 354

Affaires et industrie, commerce extérieur, importations, pratiques commerciales.

En date du 29 avril 1998

Timothy J. Hauser,

Sous-Secrétaire adjoint au commerce international

En date du 29 avril 1998

Robert S. LaRussa,

Secrétaire adjoint à l'administration des importations

Pour les raisons indiquées, le chapitre III du titre 19 des CFR est modifié comme suit:

PARTIE 351 – DROITS ANTIDUMPING ET DROITS COMPENSATEURS

1. S'agissant de la Partie 351, le pouvoir de réglementation repose toujours sur les textes suivants:

Textes de base: 5 U.S.C. 301; 19 U.S.C. 1202 note; 19 U.S.C. 1303 note; 19 U.S.C. 1671 et suiv.; et 19 U.S.C. 3538.

2. L'article 351.103 est modifié ainsi:

Article 351.103 Service central des archives et Service des ordonnances conservatoires administratives

a) Le Service central des archives de l'Administration des importations dispose d'une Salle des dossiers publics (pièce B 099) et d'une Salle des dossiers officiels (pièce 1870) à l'adresse suivante: U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th Street, N.W., Washington, D.C. 20230. Les bureaux sont ouverts entre 8h.30 et 17 heures les jours ouvrables. Ce service est chargé, entre autres fonctions, de la tenue d'un dossier officiel et d'un dossier public pour chaque procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs (voir l'article 351.104), du Fonds de documentation sur les subventions (voir l'article 775(2) et l'article 777 a) 1) de la Loi) et de la liste de signification des pièces de chaque procédure (voir le paragraphe c) du présent article).

b) Dépôt de documents auprès du Département. S'il est loisible à toute personne d'offrir des exemplaires de documents aux fonctionnaires du Département, à titre gracieux, aucun document ne sera réputé avoir été reçu par le Secrétaire s'il n'a pas été communiqué à la Salle des dossiers officiels de l'Administration des importations (pièce 1870) et si un tampon n'y a pas été apposé pour indiquer la date et l'heure de sa réception.

c) Liste de signification. Le Service central des archives tient et met à disposition une liste de signification pour chaque phase de la procédure. Chaque partie intéressée qui demande à être inscrite sur cette liste pour une phase de la procédure doit désigner une personne qui se verra signifier les documents déposés durant cette phase. La liste de signification d'une demande de décision sur le champ d'application est définie à l'article 351.225 n).

d) Le Service des ordonnances conservatoires administratives de l'Administration des importations (Service OCA) se trouve dans la pièce 1870 du bâtiment du Département du commerce des États-Unis, à l'adresse suivante: Pennsylvania Avenue and 14th Street, N.W., Washington, D.C. 20230. Les bureaux sont ouverts entre 8h.30 et 17 heures les jours ouvrables. Ce service est chargé, entre autres fonctions, de délivrer les ordonnances conservatoires administratives (OCA), de tenir la liste de signification des OCA, de divulguer des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'OCA et d'enquêter sur les violations d'OCA. C'est également à lui qu'il faut adresser les questions et les plaintes concernant l'établissement du caractère exclusif des

renseignements commerciaux (article 351.304) et l'établissement de versions publiques adéquates des communications (article 351.105).

3. Sont ajoutés à la sous-partie C les articles 351.304, 351.305 et 351.306 qui se lisent ainsi:

Article 351.304 Établissement du caractère exclusif des renseignements commerciaux

a) Demande de traitement "exclusif". 1) Quiconque communique des données de fait au Secrétaire dans le cadre d'une procédure peut:

i) lui demander de traiter une partie de la communication comme des renseignements commerciaux de nature exclusive ne pouvant être divulgués qu'en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative,

ii) faire valoir qu'il est nécessaire de refuser la divulgation de certains renseignements commerciaux de nature exclusive aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative, ou

iii) s'agissant d'une enquête, indiquer les noms de clients qui ne peuvent être divulgués aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative, conformément à l'article 777 c) 1) A) de la Loi.

2) Le Secrétaire exigera que tous les renseignements commerciaux de nature exclusive qui lui ont été présentés, qu'il a obtenus ou qu'il a établis au cours d'une phase de la procédure soient divulgués aux demandeurs autorisés, à l'exception

i) des noms de clients communiqués dans le cadre d'une enquête,

ii) des renseignements pour lesquels le Secrétaire estime qu'il est nécessaire de refuser la divulgation, et

iii) des renseignements protégés ou classés.

b) Indication des renseignements commerciaux de nature exclusive. 1) Règle générale. La personne qui communique des renseignements doit indiquer les renseignements qui constituent, selon elle, des renseignements commerciaux de nature exclusive en les mettant entre crochets. Elle doit expliquer pourquoi chacun des renseignements mis entre crochets devrait être traité comme un renseignement commercial de nature exclusive. Elle doit également donner son accord pour en permettre la divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, [[page 24402]] sauf si elle prétend qu'il est nécessaire de refuser la divulgation aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative.

2) Demande de non-divulgence. i) Si elle prétend qu'il est nécessaire de refuser la divulgation de certains renseignements aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative (voir le paragraphe a) 1) ii) du présent article), elle doit mettre ces renseignements entre doubles crochets et joindre une explication détaillée des raisons justifiant sa prétention.

ii) S'agissant d'une enquête, elle peut mettre entre doubles crochets les noms de clients (voir le paragraphe a) 1) iii) du présent article).

iii) Elle peut supprimer les renseignements mis entre doubles crochets de la version "exclusive" de la communication signifiée aux demandeurs autorisés. Voir l'article 351.303 pour ce qui est des prescriptions relatives au dépôt et à la signification des documents.

c) Version publique. 1) La personne qui dépose une communication renfermant des renseignements pour lesquels elle demande un traitement "exclusif" doit déposer une version publique de sa communication. La version publique doit être déposée le premier jour ouvrable après la date limite fixée pour le dépôt de la version "exclusive". La version publique doit contenir un résumé des renseignements mis entre crochets qui soit suffisamment détaillé pour permettre d'en comprendre raisonnablement la teneur. Si le déposant prétend qu'il n'est pas possible d'établir un résumé, il doit joindre une explication détaillée des raisons qui justifient sa prétention. Règle générale, les données numériques sont réputées avoir été résumées adéquatement si elles sont regroupées ou présentées sous forme d'indices ou de chiffres ne s'écartant pas de plus de 10 pour cent du chiffre réel. Lorsqu'une partie des données numériques est volumineuse, au moins 1 pour cent représentatif de cette partie doit être résumé. Un déposant ne devrait pas faire un résumé public des renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par une autre personne.

2) Si la partie qui a communiqué le document s'aperçoit que les renseignements n'ont pas été mis entre crochets correctement, elle peut déposer une version "exclusive" corrigée de la communication dans son intégralité ainsi que la version publique (voir l'article 351.303 b)). Cependant, à la fermeture des bureaux le jour où la version publique de la communication doit être déposée conformément au paragraphe c) 2) du présent article, la mise entre crochets des renseignements commerciaux de nature exclusive figurant dans la version "exclusive" initiale ou, si une version corrigée a été déposée en temps voulu, dans la version "exclusive" corrigée, devient définitive. Une fois que la mise entre crochets est définitive, le Secrétaire n'accepte aucune autre correction à la mise entre crochets des renseignements figurant dans une communication et il traite les renseignements qui n'ont pas été mis entre crochets comme des renseignements publics.

d) Communications non conformes. 1) Règle générale. Le Secrétaire retourne avec une explication écrite la communication qui ne satisfait pas aux exigences de l'article 777 b) de la Loi et du présent article. Le déposant peut prendre l'une ou l'autre des mesures énumérées ci-après dans les deux jours ouvrables suivant la réception de l'explication donnée par le Secrétaire:

- i) combler les lacunes et communiquer à nouveau les renseignements;
- ii) si le Secrétaire a rejeté la demande de traitement "exclusif", accepter que les renseignements en question soient traités comme des renseignements publics;
- iii) si le Secrétaire a accepté d'accorder un traitement "exclusif", mais qu'il estime qu'il n'est pas nécessaire de refuser de divulguer les renseignements aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative, accepter que les renseignements en question soient divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative; ou
- iv) communiquer d'autres documents concernant la question sur laquelle portaient les renseignements qui ont été retournés. Si le déposant ne prend aucune de ces mesures, le Secrétaire fait abstraction de la communication qui a été retournée.

2) Délai. Le Secrétaire décide normalement du régime des renseignements dans un délai de 30 jours suivant la date à laquelle ils lui ont été communiqués. Si le caractère exclusif des renseignements est contesté, il considère que la partie contestée de la communication est constituée de renseignements commerciaux de nature exclusive jusqu'à ce qu'il ait tranché la question.

Article 351.305 Accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive

a) L'ordonnance conservatoire administrative. Le Secrétaire verse au dossier une ordonnance conservatoire administrative dans un délai de deux jours après la date à laquelle la requête

a été déposée ou l'enquête ouverte d'office ou dans un délai de cinq jours après qu'une autre phase de la procédure a été entreprise. L'ordonnance conservatoire administrative enjoint au demandeur autorisé:

1) d'établir et d'observer des règles de procédure pour veiller à ce qu'aucun employé de l'entreprise du demandeur autorisé ne divulgue de renseignements commerciaux de nature exclusive à quiconque, exception faite de la partie qui les a communiqués, d'un demandeur autorisé ou d'un fonctionnaire compétent du Département habilité au titre de l'article 777 b) de la Loi;

2) d'informer le Secrétaire des faits nouveaux qui sont intervenus par rapport à ceux qui ont été indiqués par le demandeur autorisé dans sa demande d'ordonnance conservatoire administrative;

3) de détruire les renseignements commerciaux de nature exclusive dans le délai imparti aux termes de l'ordonnance conservatoire administrative;

4) de signaler immédiatement au Secrétaire toute violation apparente de l'ordonnance conservatoire administrative; et

5) de prendre acte que toute divulgation non autorisée peut rendre le demandeur autorisé, l'entreprise dont le demandeur autorisé est un partenaire, un associé ou un employé et tout partenaire, associé ou employé de l'entreprise du demandeur autorisé passible des sanctions énumérées dans la Partie 354 du présent chapitre (19 CFR Partie 354).

b) Demande d'accès en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative. 1) De manière générale, au plus deux représentants indépendants d'une partie à la procédure peuvent avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative. Une partie doit désigner une entreprise principale lorsqu'il y a plus d'une entreprise ayant la qualité de demandeur autorisé indépendant.

2) Le représentant d'une partie à la procédure peut demander d'avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative en présentant au Secrétaire le formulaire ITA-367. Sur ce formulaire, il faut indiquer le nom du demandeur et la phase de la procédure dont il est question, indiquer les conditions qui font que le demandeur peut prétendre à avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive et indiquer que le demandeur consent à être lié par l'ordonnance conservatoire administrative. Le formulaire ITA-367 peut être établi sur la machine de traitement de texte du demandeur; il doit être accompagné d'un certificat de conformité au formulaire ITA-367 et d'une déclaration indiquant que toute divergence sera interprétée en conformité avec le formulaire ITA-367. Le demandeur doit demander de recevoir tous les renseignements commerciaux de nature exclusive qui sont au dossier de la phase de la procédure en question, mais il peut renoncer à se voir signifier les renseignements commerciaux de nature exclusive d'autres parties à la procédure. Le demandeur doit signifier sa demande d'OCA aux autres parties de la même manière et en même temps qu'il la signifie au Département.

3) Afin de réduire le plus possible les perturbations causées par les demandes tardives, la demande devrait être déposée avant que la première [[page 24403]] réponse au questionnaire ne soit communiquée. Néanmoins, lorsque les circonstances le justifient, les demandes peuvent être déposées jusqu'à la date limite prévue pour le dépôt des mémoires. Cependant, le demandeur qui effectuera son dépôt après la communication de la première réponse au questionnaire devra assumer les frais liés à la préparation et à la signification des renseignements commerciaux de nature exclusive déjà versés au dossier. Après que leurs renseignements commerciaux de nature exclusive ont été

versés au dossier, les parties disposent de cinq jours pour signifier ces renseignements aux demandeurs autorisés à les recevoir.

c) Approbation d'une demande d'accès en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative; liste de signification de l'ordonnance conservatoire administrative. Le Secrétaire accorde l'accès au demandeur qui remplit les conditions requises en inscrivant son nom sur la liste de signification de l'ordonnance conservatoire administrative. L'accès est normalement accordé dans un délai de cinq jours suivant la réception de la demande, sauf s'il existe des doutes quant à l'admissibilité du demandeur. Dans ce cas, le Secrétaire décide de l'opportunité d'accorder l'accès au demandeur dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande. Le Secrétaire communique la liste de signification de l'ordonnance conservatoire administrative aux parties à la procédure en utilisant les moyens les plus rapides dont il dispose, cela le jour même où la liste de signification est établie ou modifiée.

Article 351.306 Utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive

a) Par le Secrétaire. Le Secrétaire peut divulguer les renseignements commerciaux de nature exclusive qui lui ont été communiqués uniquement:

- 1) à un demandeur autorisé;
- 2) à un employé du Département du commerce ou de la Commission du commerce international qui participe directement à la procédure dans le cadre de laquelle les renseignements ont été communiqués;
- 3) à un employé du Service des douanes qui participe directement à la conduite d'une enquête pour fraude dans le cadre d'une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs;
- 4) au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, conformément aux dispositions de 19 U.S.C. 3571 i);
- 5) à toute personne que le déposant a expressément habilitée par écrit à recevoir ces renseignements; et
- 6) à une partie mise en cause ou à l'avocat d'une partie mise en cause en vertu des dispositions de la Partie 354 du titre 19 des CFR.

b) Par un demandeur autorisé. Le demandeur autorisé peut conserver les renseignements commerciaux de nature exclusive pendant la durée prescrite dans l'ordonnance conservatoire administrative. Il peut utiliser ces renseignements aux fins de la phase de la procédure au cours de laquelle ils ont été communiqués. Si des renseignements commerciaux de nature exclusive qui ont été communiqués dans le cadre d'une phase de la procédure ont un rapport avec une question examinée dans le cadre d'une autre phase de la procédure, le demandeur autorisé peut verser ces renseignements au dossier de la phase ultérieure, conformément aux termes de l'OCA.

c) Identification des parties qui communiquent des renseignements commerciaux de nature exclusive. 1) Si une partie communique à une autre personne un document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive, elle doit indiquer, à proximité de chacun des renseignements, le nom de la personne qui l'a communiqué à l'origine (ex.: requérant, partie A, partie B). Les renseignements commerciaux de nature exclusive dont la provenance n'est pas indiquée sont traités comme des renseignements provenant de la personne qui présente la communication. Si la communication renferme des renseignements commerciaux de nature exclusive

provenant d'une seule personne, il doit en être fait mention sur la première page en y indiquant le nom de la personne à l'origine de ces renseignements.

2) Si une partie à la procédure n'est pas représentée par un demandeur autorisé, la partie qui communique un document renfermant les renseignements commerciaux de nature exclusive de la partie qui n'est pas représentée doit lui signifier une version du document qui renferme uniquement ses renseignements. Le document ne doit pas contenir de renseignements commerciaux de nature exclusive provenant d'autres parties.

d) Divulgarion à des parties non autorisées à recevoir des renseignements commerciaux de nature exclusive. Personne, pas même un demandeur autorisé, ne peut divulguer les renseignements commerciaux de nature exclusive d'une autre personne à quiconque n'est pas un demandeur autorisé ou un fonctionnaire du Département visé par le paragraphe a) 2) du présent article. Toute personne qui n'est pas un demandeur autorisé et qui se voit signifier des renseignements commerciaux de nature exclusive doit les retourner immédiatement à l'expéditeur, si possible sans les lire, et en informer le Département. Une allégation de divulgation non autorisée expose la personne qui serait à l'origine de cette divulgation à une enquête et éventuellement à des sanctions en vertu des dispositions de la Partie 354 du titre 19 des CFR.

PARTIE 354 [MODIFIÉE]

4.5. S'agissant de la Partie 354, le pouvoir de réglementation repose désormais sur les textes suivants:

Textes de base: 5 U.S.C. 301 et 19 U.S.C. 1677.

6. Dans la Partie 354, toutes les occurrences de l'expression "ordonnance conservatoire" sont supprimées pour être remplacées par "ordonnance conservatoire administrative", toutes les occurrences de l'expression "renseignements exclusifs" sont supprimées pour être remplacées par "renseignements commerciaux de nature exclusive" et toutes les occurrences de l'expression "Directeur compétent" sont supprimées pour être remplacées par "Directeur".

Article 354.1 [modifié]

7. L'article 354.1 est modifié par la suppression de la mention "19 CFR 353.30 et 355.20" qui est remplacée par "19 CFR 351.306".

8. L'article 354.2 est modifié ainsi:

Article 354.2 Définitions

Aux fins de la présente partie,

"Avocat principal" s'entend de l'avocat principal de l'Administration des importations ou d'une personne désignée par lui;

"Date de signification" s'entend du jour où un document est expédié par la poste ou remis en mains propres;

"Département" s'entend du Département du commerce des États-Unis;

"Directeur" s'entend du spécialiste OCA de haut niveau ou d'un directeur relevant d'un Sous-Secrétaire adjoint de l'Administration du commerce international ou d'une personne désignée par lui;

"Jours" s'entend de jours civils, sauf que le délai qui expire un samedi, un dimanche ou un jour férié est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant;

"Ordonnance conservatoire administrative" (OCA) s'entend d'une ordonnance conservatoire administrative visée par l'article 777 c) 1) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée; "Office des sanctions OCA" s'entend de l'Office qui impose des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative;

"Partie mise en cause" s'entend d'une personne qui est mise en cause par le Sous-Secrétaire adjoint pour violation d'une ordonnance conservatoire;

"Parties" s'entend, dans une procédure engagée au titre de la présente partie, du Département ainsi que de la partie mise en cause ou de la partie visée;

"Phase de la procédure" s'entend d'une partie d'une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs qui peut faire l'objet d'une révision, d'un réexamen ou d'un examen au titre de l'article 516A de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée;

"Président" s'entend de la personne habilitée à procéder à une audition dans le cadre d'une procédure administrative, à statuer sur une motion ou à établir une détermination en vertu de la présente partie; il peut s'agir d'un magistrat de l'ordre administratif, d'un commissaire ou de toute autre personne qui ne relève pas [[page 24404]] du Secrétaire adjoint à l'Administration des importations, du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international, de l'Avocat principal de l'Administration des importations ou d'un membre de l'Office des sanctions OCA;

"Renseignements commerciaux de nature exclusive" s'entend de renseignements dont le Secrétaire a limité la divulgation en vertu de l'article 351.105 du titre 19 des CFR ou des dispositions réglementaires qui l'ont remplacé;

"Renseignements de nature exclusive" s'entend des renseignements dont la divulgation est limitée par le Secrétaire en vertu des dispositions de la Partie 351 du titre 19 des CFR, notamment les secrets commerciaux ou industriels; les coûts de production; les coûts de distribution; les conditions de vente; les prix pratiqués pour différentes ventes, pour des ventes similaires ou les prix d'offre; le nom des clients, des distributeurs ou des fournisseurs; le montant exact des subventions brutes ou nettes reçues et utilisées par une personne; le nom des personnes dont on a obtenu des renseignements de nature exclusive; et tout autre renseignement commercial dont la divulgation au public nuirait de manière substantielle à la position concurrentielle du déposant;

"Sanction atténuée" s'entend d'une sanction du même type que la sanction prévue, mais de portée plus limitée; ainsi, une interdiction de se livrer à une activité de représentation devant l'Administration du commerce international d'une durée de un an est une sanction atténuée par rapport à une interdiction de sept ans;

"Secrétaire" s'entend du Secrétaire au commerce ou d'une personne désignée par lui;

"Sous-Secrétaire adjoint" s'entend du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international ou d'une personne désignée par lui;

"Sous-Secrétaire" s'entend du Sous-Secrétaire au commerce international ou d'une personne désignée par lui.

"Spécialiste OCA de haut niveau" s'entend de l'employé du Département qui relève du Directeur de la politique et de l'analyse, qui dirige le Service OCA et qui est chargé de la façon dont l'Administration des importations traite les renseignements commerciaux de nature exclusive;

9. L'article 354.3 est modifié par la révision des paragraphes a) 3) et a) 4) ainsi que par l'ajout d'un nouveau paragraphe a) 5), pour se lire ainsi:

Article 354.3 Sanctions

a) * * *

3) D'autres sanctions administratives appropriées, parmi lesquelles la radiation du dossier de renseignements ou d'arguments présentés par la partie contrevenante ou la partie représentée par la partie contrevenante, ou présentés au nom de l'une ou de l'autre; clôture de la procédure en cours; ou abrogation d'une ordonnance alors en vigueur;

4) Obligation de retourner les pièces communiquées antérieurement par le Secrétaire ainsi que toutes les autres pièces renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive, telles que mémoires, notes ou diagrammes établis à partir de renseignements obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative; et

5) Envoi d'une lettre de réprimande à caractère personnel.

* * * * *

10. L'article 354.5 est modifié par la révision des paragraphes a), b), c), d) 1), d) 2) et d) 7), par la suppression du paragraphe d) 8) et par la reformulation du paragraphe d) 9) qui devient le paragraphe d) 8), pour se lire ainsi:

Article 354.5 Signalement d'une violation et enquête

a) Un employé du Département qui dispose de renseignements permettant de penser que les conditions d'une ordonnance conservatoire administrative n'ont pas été respectées communiquera les renseignements au spécialiste OCA de haut niveau ou à l'avocat principal.

b) Au reçu de renseignements communiqués par un employé du Département ou par toute autre personne permettant de penser que quelqu'un peut ne pas avoir respecté les conditions d'une ordonnance conservatoire administrative, le Directeur ouvre une enquête en vue de déterminer s'il y a eu violation de l'ordonnance conservatoire administrative et d'en découvrir l'auteur. Aucun directeur ne doit enquêter sur une allégation de violation qui découle d'une procédure dont il avait la charge. Aux fins de la présente partie, le Directeur agit sous la supervision du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international, sur les conseils de l'avocat principal. Le Directeur ne mène une enquête que si les renseignements lui parviennent dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle la violation aurait eu lieu ou aurait pu être découverte, selon le Directeur, si l'on avait fait preuve d'une vigilance raisonnable et normale.

c) 1) Le Directeur qui mène l'enquête présente au Sous-Secrétaire adjoint au commerce international un rapport d'enquête qu'il aura soumis à l'avocat principal, au plus tard 90 jours après avoir reçu les renseignements concernant la violation:

i) si la personne censée avoir violé l'ordonnance conservatoire administrative en informe personnellement le Secrétaire en faisant état des détails entourant l'incident; et

ii) que la violation alléguée n'a pas effectivement entraîné la divulgation de renseignements commerciaux de nature exclusive. A la demande du Directeur et si des circonstances extraordinaires l'exigent, le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international peut accorder au Directeur jusqu'à 90 jours de plus pour mener son enquête et remettre son rapport.

2) Dans tous les autres cas, le Directeur remet au Sous-Secrétaire adjoint au commerce international un rapport qu'il aura soumis à l'avocat principal, au plus tard 180 jours après avoir reçu les renseignements concernant la violation. A la demande du Directeur et si des circonstances extraordinaires l'exigent, le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international peut accorder au Directeur jusqu'à 180 jours de plus pour mener son enquête et remettre son rapport.

d) * * *

1) Divulgation de renseignements commerciaux de nature exclusive à quiconque n'est pas la partie ayant communiqué les renseignements, un demandeur autorisé ou un fonctionnaire compétent du Département mentionné à l'article 777 b) de la Loi douanière de 1930, y compris la divulgation à un employé de n'importe quel autre organisme du gouvernement des États-Unis ou à un membre du Congrès.

2) Non-respect des dispositions et des conditions énoncées dans l'ordonnance conservatoire administrative concernant la protection des renseignements commerciaux de nature exclusive.

* * * * *

7) Utilisation de renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués au cours d'une phase de la procédure pour une autre phase de la même procédure ou pour une autre procédure, conformément aux dispositions de la Loi douanière de 1930 ou d'une ordonnance conservatoire administrative.

* * * * *

11. L'article 354.6 est modifié ainsi:

Article 354.6 Engagement de la procédure

a) Règle générale. Une fois que le Directeur aura enquêté et remis son rapport conformément à l'article 354.5 c) et à la suite de consultations avec l'avocat principal, le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international détermine s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne a violé une ordonnance conservatoire administrative. Si le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international détermine qu'il existe des motifs raisonnables, il déterminera aussi s'il y a lieu d'imposer des sanctions au titre du paragraphe b) ou de donner un avertissement au titre du paragraphe c).

b) Sanctions. Pour déterminer conformément au paragraphe a) du présent article s'il y a lieu d'imposer des sanctions et, dans l'affirmative, pour décider des sanctions à imposer, le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international tient compte de la nature de la violation, du tort causé et des autres circonstances pertinentes en l'occurrence. S'il détermine qu'il y a lieu d'imposer des sanctions, il engage une procédure conformément à la présente partie en envoyant une lettre de mise en cause conformément à l'article 354.7. Le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international

décide de l'opportunité d'engager une procédure dans un délai de 60 jours au plus tard après avoir reçu le rapport d'enquête.

c) Avertissement. Si le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international détermine, conformément au paragraphe a) du présent [[page 24405]] article, qu'il y a lieu de donner un avertissement, il envoie une lettre d'avertissement à la personne qui est présumée avoir violé l'ordonnance conservatoire administrative. Il n'y a pas lieu d'imposer de sanctions et il convient de donner un avertissement si:

- 1) la personne a pris les précautions voulues;
- 2) le Secrétaire n'a pas déjà mis en cause la personne pour violation d'une ordonnance conservatoire administrative;
- 3) la violation n'a entraîné la divulgation d'aucun renseignement commercial de nature exclusive ou le Secrétaire est en mesure de déterminer que la violation n'a pas causé de tort au déposant; et
- 4) la personne a pleinement collaboré à l'enquête.

12. L'article 354.7 est modifié par la révision du paragraphe b), pour se lire ainsi:

Article 354.7 Lettre de mise en cause

* * * * *

b) Compromis et modification de la lettre de mise en cause. Le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international et la partie mise en cause ou visée peuvent trouver un compromis concernant une accusation portée conformément à la présente partie aux termes d'un accord mutuel qui peut intervenir à n'importe quel moment après la signification de la lettre de mise en cause; Il n'est pas nécessaire que le Président ou que l'Office des sanctions OCA donne leur aval. La partie mise en cause ou visée peut demander une audition tout en demandant à ce qu'un président ne soit pas désigné en attendant l'issue des négociations. Le compromis peut prévoir des sanctions aux fins de l'article 354.18. Le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international peut modifier, compléter ou retirer la lettre de mise en cause selon les dispositions indiquées ci-après:

1) Si aucune demande d'audition n'a été présentée ou si des renseignements n'ont pas été communiqués pour étayer l'accusation conformément à l'article 354.13, le retrait de la lettre d'inculpation n'empêche pas de prendre des mesures à une date ultérieure au sujet de la même violation alléguée.

2) Si une audition a été demandée mais qu'aucun président n'a été désigné, le retrait de la lettre de mise en cause interdit au Sous-Secrétaire adjoint au commerce international de requérir des sanctions à une date ultérieure concernant la même violation alléguée.

3) Le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international peut modifier, compléter ou retirer la lettre de mise en cause à n'importe quel moment après la désignation d'un président si celui-ci détermine que cela servirait la justice. Dans ce cas, le président décidera aussi de la question de savoir si le retrait de la lettre d'inculpation interdit au Sous-Secrétaire adjoint au commerce international de requérir des sanctions à une date ultérieure concernant la même violation alléguée.

* * * * *

13. L'article 354.9 est modifié par la révision du paragraphe b), de la manière indiquée ci-après:

Article 354.9 Demande d'audition

a) * * *

b) Sauf si la partie qui demande une audition lui demande de ne pas désigner de président, le Sous-Secrétaire qui est saisi en temps voulu d'une demande d'audition désigne un président chargé de procéder à l'audition et de rendre une décision initiale.

Article 354.15 [modifié]

14. L'article 354.15 est modifié par la suppression du paragraphe e).

Article 354.17 [modifié]

15. L'article 354.17 b) est modifié par la suppression de la mention "19 CFR 353.30 et 355.20" qui est remplacée par "19 CFR 351.305 c)".

16. Est ajouté à la Partie 354 l'article 354.18, qui se lit ainsi:

Article 354.18 Avis au public de l'imposition de sanctions

Si une décision finale est rendue conformément à l'article 354.15 concernant l'imposition de sanctions ou qu'une lettre de mise en cause aboutit à un compromis conformément à l'article 354.7 b), l'annonce de la décision du Secrétaire ou de l'existence d'un compromis est publiée au Federal Register. Si une décision finale est rendue, cette publication a lieu au plus tôt 30 jours après le prononcé de la décision finale ou le rejet d'une motion de réexamen en cas de dépôt d'une motion en ce sens. En outre, chaque fois que le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international impose une sanction à une partie mise en cause ou visée, conformément à l'article 354.3 a) 1), il communique également ces renseignements au comité de déontologie ou à un autre organe disciplinaire de l'ordre des avocats compétent ou d'autres associations professionnelles ainsi qu'à tout organisme fédéral que la question pourrait intéresser. Le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international collabore à toute mesure disciplinaire qui pourrait être prise par une association ou un organisme. Chaque fois que le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international envoie à une partie mise en cause ou visée une lettre de réprimande à caractère personnel au titre de l'article 354.3 a) 5), il ne rend pas publique l'identité du contrevenant et il ne donne pas au sujet de la violation des détails qui pourraient révéler indirectement l'identité du contrevenant.

17. Est ajouté à la Partie 354 l'article 354.19, qui se lit ainsi:

Article 354.19 Extinction

a) Si, trois ans après que la lettre d'avertissement a été envoyée, que la décision finale a été rendue ou qu'un compromis prévoyant des sanctions est intervenu, la partie mise en cause ou visée a pleinement respecté les conditions d'exécution des sanctions et qu'une autre violation d'une ordonnance conservatoire administrative ne lui a pas été imputée, celle-ci peut demander par écrit au Sous-Secrétaire adjoint au commerce international d'annuler la lettre de mise en cause. La demande d'annulation doit comprendre:

1) Une description des mesures qui ont été prises durant les trois années précédentes pour remplir les conditions d'exécution des sanctions; et

2) Une lettre certifiant: que la partie mise en cause ou visée a respecté les conditions d'exécution des sanctions; que la partie mise en cause ou visée ne s'est pas vu imposer une autre sanction pour violation d'une ordonnance conservatoire administrative au cours des trois années précédentes; et que la partie mise en cause ou visée ne fait pas l'objet d'une autre enquête pour violation éventuelle d'une ordonnance conservatoire administrative.

b) Sous réserve de la confirmation par l'avocat principal que la partie mise en cause ou visée a respecté les conditions énoncées au paragraphe a) du présent article, le Sous-Secrétaire adjoint au commerce international annule la lettre de mise en cause dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande écrite.

Appendice à la sous-partie C de la Partie 351 du titre 19 des CFR

Note: L'appendice qui suit ne sera pas publié dans le Recueil des règlements fédéraux (CFR): Demande d'ordonnance conservatoire administrative dans le cadre d'une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs et Ordonnance conservatoire administrative.

Affaire n°
Phase de la procédure
(Période visée)
Nombre de pages
Document public

Département du commerce des États-Unis
Administration du commerce international

DEMANDE D'ORDONNANCE CONSERVATOIRE ADMINISTRATIVE
dans le cadre d'une
PROCÉDURE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING
OU DE DROITS COMPENSATEURS

_____)		
Procédure en matière de)	
droits antidumping/droits compensateurs)	
(biffez ce qui ne convient pas))	
Portant sur)	ACCEPTÉE _____
)	REJETÉE _____
)	DATE _____
_____)	
_____ en provenance de _____)	
_____ (Pays))	
_____)	
(Produit))	
_____)	

La présente demande porte sur les renseignements commerciaux de nature exclusive afférents à la phase suivante de la procédure:

- [] Enquête – requête déposée le : _____
- [] Réexamen administratif engagé le : _____ (_____ FR _____)
- pour la période allant du : _____ au _____
- [] Autre _____ : _____ (_____ FR _____)
- (Précisez)

La présente demande est:

- [] la demande initiale qui doit figurer sur la liste de signification de l'OCA; ou
- [] une demande de modification de la liste de signification de l'OCA.

REPRÉSENTATION

1. J'agis en qualité de demandeur pour: _____
qui est une partie intéressée/qui sont des parties intéressées au titre suivant:

[] requérant; [] défendeur; [] autre partie intéressée,

conformément aux définitions qui sont données dans 19 CFR § _____ de la
réglementation du Département.
2. Si la partie intéressée/les parties intéressées que je représente a (ont) un autre demandeur
autorisé ou représentant,

est l'entreprise principale.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

3. Je demande, en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative ("OCA"), la divulgation
de tous les renseignements commerciaux de nature exclusive qui seront ou qui ont été versés
au dossier de cette phase de la procédure et qui peuvent être divulgués conformément à
l'article 351.305 du titre 19 des CFR, cela afin de bien défendre les intérêts de mon client:

[] tous les renseignements commerciaux de nature exclusive, y compris les copies sur
papier et les données électroniques; ou

[] tous les renseignements commerciaux de nature exclusive sur support papier
uniquement.

DÉCLARATION À TITRE PERSONNEL

4. DOIT ÊTRE REMPLIE PAR LES DEMANDEURS QUI SONT AVOCATS
 - A. **Je suis/Je ne suis pas (biffez ce qui ne convient pas)** un agent de la partie intéressée
ou des parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1 ou d'autres
concurrents de la personne qui a communiqué ou qui communiquera les
renseignements commerciaux de nature commerciale qui sont demandés par la
présente.
 - B. **Je participe/Je ne participe pas (biffez ce qui ne convient pas)** au processus de
prise de décision en matière de concurrence de la partie intéressée ou des parties
intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1 ou d'autres concurrents de
la personne qui a communiqué ou qui communiquera les renseignements
commerciaux de nature exclusive qui sont demandés par la présente. Il est entendu
que la prise de décision en matière de concurrence comprend les conseils concernant
la production, les ventes, les opérations ou les investissements, mais qu'elle exclut les
avis juridiques.
 - C. Hormis la fourniture de conseils aux fins de cette phase de la procédure, **j'occupe/je
n'occupe pas (biffez ce qui ne convient pas)** officiellement un poste auprès de la
partie intéressée ou des parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au
paragraphe 1 ou auprès d'autres concurrents de la personne qui a communiqué ou qui

communiquera les renseignements commerciaux de nature exclusive demandés par la présente, ou **j'entretiens/je n'entretiens pas (biffez ce qui ne convient pas)** d'autres relations d'affaires avec ces mêmes personnes.

- D. **J'ai/Je n'ai pas (biffez ce qui ne convient pas)** actuellement l'intention, dans les 12 mois suivant la date à laquelle la détermination finale ou les résultats finals seront publiés, de nouer l'un ou l'autre des types de relations mentionnés aux paragraphes 4A, B et C.
- E. Fournir des explications concernant chacun des demandeurs qui a répondu par l'affirmative aux paragraphes 4A, B, C ou D:
-
-

5. DOIT ÊTRE REMPLIE PAR LES DEMANDEURS QUI NE SONT PAS AVOCATS

- A. **Je suis/Je ne suis pas (biffez ce qui ne convient pas) employé par/au service d' (biffez ce qui ne convient pas)** un cabinet juridique représentant la partie intéressée ou les parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1.
- B. Si mes services ont été retenus par un avocat, le nom de l'avocat et la raison sociale du cabinet juridique sont les suivants:
-
-

- C. Si je ne suis pas un employé d'un cabinet juridique et que mes services n'ont pas été retenus par l'avocat de la partie intéressée ou des parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1, je joins en annexe à la présente des renseignements concernant l'exercice de mon activité devant l'Administration du commerce international ("ITA").

- D. **Je suis/Je ne suis pas (biffez ce qui ne convient pas)** un agent ou un employé d'une partie intéressée ou de parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1 ou d'autres concurrents du déposant des renseignements commerciaux de nature exclusive qui sont demandés par la présente.

- E. **Je participe/Je ne participe pas (biffez ce qui ne convient pas)** au processus de prise de décision en matière de concurrence de la partie intéressée ou des parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1 ou d'autres concurrents de la personne qui a communiqué ou qui communiquera les renseignements commerciaux de nature exclusive demandés par la présente. Il est entendu que la prise de décision en matière de concurrence comprend les conseils concernant la production, les ventes, les opérations ou les investissements, mais qu'elle exclut les avis juridiques.

- F. Hormis la fourniture de conseils aux fins de cette phase de la procédure, **j'occupe/je n'occupe pas (biffez ce qui ne convient pas)** officiellement un poste auprès de la partie intéressée ou des parties intéressées dont le (les) nom(s) figure(nt) au paragraphe 1 ou auprès d'autres concurrents de la personne qui a communiqué ou qui

communiquera les renseignements commerciaux de nature exclusive demandés par la présente, ou **j'entretiens/je n'entretiens pas (biffez ce qui ne convient pas)** d'autres relations d'affaires avec ces mêmes personnes.

- G. **J'ai/Je n'ai pas (biffez ce qui ne convient pas)** actuellement l'intention, dans les 12 mois suivant la date à laquelle la détermination finale ou les résultats finals seront publiés, de nouer l'un ou l'autre des types de relations mentionnés aux paragraphes 5D, E et F.
- I. Fournir des explications concernant chacun des demandeurs qui a répondu par l'affirmative aux paragraphes 5D, E, F ou G:

ACCEPTATION DES CONDITIONS

6. Conscient des peines prévues pour faux serment en vertu de la loi des États-Unis, j'affirme en mon âme et conscience que toutes les déclarations faites dans la présente sont véridiques, exactes et complètes. J'accepte, à titre personnel et au nom du cabinet juridique, du service juridique interne ou de la société dont je fais partie, le cas échéant, d'être lié par les conditions énoncées dans l'ordonnance conservatoire administrative délivrée dans le cadre de cette phase de la procédure.
7. Je certifie que la présente demande reproduit exactement et fidèlement le formulaire ITA-367 (5.98): "Demande d'ordonnance conservatoire administrative". S'il y avait des divergences, j'accepte d'être lié par les dispositions du formulaire type du Département.

SIGNATAIRES À TITRE PERSONNEL

8. DEMANDEURS QUI SONT AVOCATS (FORMAT TYPE)

Demandeurs à titre personnel:

1) _____, _____, _____
(nom du demandeur) (signature) (date)

de _____
(raison sociale et adresse du cabinet juridique)

J'ai le droit d'exercer dans la (les) juridiction(s) suivante(s) et devant la (les) cour(s) suivante(s):

9. DEMANDEURS QUI NE SONT PAS AVOCATS (FORMAT TYPE)

Demandeurs à titre personnel:

1) _____, _____, _____
(nom du demandeur) (signature) (date)

de _____
(raison sociale et adresse de l'entreprise)

Je suis membre de l'association/des associations professionnelle(s) suivante(s):

_____.

FORMULAIRE POUVANT ÊTRE UTILISÉ POUR RENONCER
À LA SIGNIFICATION DE CERTAINS DOCUMENTS

Si ma demande d'ordonnance conservatoire administrative ("OCA") est acceptée, je renonce à me voir signifier les renseignements commerciaux de nature exclusive indiqués ci-après, que je serais autrement autorisé à recevoir en vertu de l'OCA:

o

o

o

o

La signification accidentelle d'un document renfermant des renseignements
commerciaux de nature exclusive à une partie qui s'est vu accorder
l'accès OCA et qui a renoncé à la signification du document
NE CONSTITUE PAS UNE VIOLATION DE L'OCA.

A/C - _____ - _____
(Phase de la procédure)
(Période visée)
Document public

Procédure en matière de droits antidumping/droits compensateurs

(Phase de la procédure) portant sur

en provenance de

(A/C - -)

ORDONNANCE CONSERVATOIRE ADMINISTRATIVE

IL EST ORDONNÉ PAR LA PRÉSENTE QUE:

Tous les renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués dans le cadre de la phase susmentionnée de la procédure - y compris les nouveaux renseignements communiqués dans le cadre d'un renvoi afférent à cette phase de la procédure - que le déposant accepte de divulguer ou que le Département du commerce ("le Département") décide de divulguer, soient divulgués aux demandeurs autorisés dont les noms figurent sur la liste de signification de l'ordonnance conservatoire administrative (OCA) établie pour cette phase de la procédure, à l'exception:

- o des noms de clients communiqués dans le cadre d'une enquête;
- o de certains renseignements dont la nature fait qu'il est nécessaire d'en refuser la divulgation, selon le Département.

UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX DE NATURE EXCLUSIVE AUX TERMES DE LA PRÉSENTE OCA

Le demandeur autorisé peut utiliser les renseignements commerciaux de nature exclusive visés par la présente OCA dans le cadre de cette phase de la procédure ainsi que pour les phases de la procédure ou les autres procédures énumérées ci-après:

[Dans la présente section, le Département autorisera l'utilisation des renseignements commerciaux de nature exclusive pour d'autres phases de la même procédure ou pour d'autres procédures, conformément à la Loi douanière et à la réglementation. Les conditions énoncées dans la présente section varieront selon la phase de la procédure visée par l'OCA. C'est également dans la présente section que sera fixée la date limite pour la destruction des renseignements commerciaux de nature exclusive, compte tenu des circonstances.]

EXIGENCES AUXQUELLES SONT SOUMIS LES DEMANDEURS AUTORISÉS

Tous les demandeurs autorisés qui ont accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu de la présente OCA sont soumis aux conditions suivantes:

1. Le demandeur autorisé doit établir et observer des règles de procédure pour veiller à ce qu'aucun employé de son entreprise ne divulgue de renseignements commerciaux de nature exclusive à quiconque, exception faite de la partie qui les a communiqués, d'un demandeur autorisé ou d'un fonctionnaire compétent du Département habilité au titre de

l'article 351.306 a) du règlement. Aucune personne faisant partie de l'entreprise du demandeur autorisé ne peut divulguer de renseignements commerciaux de nature exclusive obtenus en vertu de la présente OCA à une personne qui n'est pas habilitée aux termes du présent paragraphe.

2. Le demandeur autorisé peut accorder l'accès OCA à des techniciens juridiques, à des clercs, à des secrétaires ou à du personnel de soutien employés par ou pour le compte de son entreprise et travaillant dans le périmètre de l'entreprise. Il peut aussi avoir recours aux services de sous-traitants pour aller chercher les renseignements OCA divulgués par le Département. Au moment où ils ont accès pour la première fois à des renseignements visés par l'OCA, tous les employés de soutien doivent signer et dater une reconnaissance par laquelle ils s'engagent à respecter les dispositions et les conditions de l'OCA.
3. Le demandeur autorisé doit veiller à ce que des parties non autorisées ne puissent avoir accès par modem à des renseignements commerciaux de nature exclusive sous forme électronique.
4. Si le paiement en est demandé, le demandeur autorisé doit payer tous les frais raisonnables engagés par celui qui a déposé des renseignements commerciaux de nature exclusive sous forme électronique pour la duplication des données électroniques qui lui sont divulguées. Les frais raisonnables comprennent le prix du support électronique et les frais de duplication de toute la version "exclusive" du support/des données électronique(s) qui a (ont) été communiqué(es) au Département et qui peut (peuvent) être divulgué(es) en vertu d'une OCA, mais non les frais supportés par le déposant des données électroniques pour la préparation du support/des données électronique(s) communiqué(es) au Département.

PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

5. Si un fait nouveau a une incidence sur la capacité du demandeur autorisé de représenter une partie intéressée à un moment quelconque pendant la période visée par l'OCA (c'est-à-dire: réaffectation, démission), celui-ci doit en informer le Département conformément à l'article 351.305 a) 2) du règlement.
6. À l'expiration du délai imparti dans la présente OCA, le demandeur autorisé doit détruire tous les renseignements commerciaux de nature exclusive et notifier leur destruction au Département conformément à l'article 351.305 a) 3) du règlement ou fournir au fonctionnaire du Département chargé des modalités d'application de l'OCA afférente à cette phase de la procédure une ordonnance conservatoire délivrée par un tribunal ou dans le cadre d'une procédure de groupe spécial binational.

SANCTIONS POUR VIOLATION DE LA PRÉSENTE OCA

7. Le demandeur autorisé est passible de l'une ou l'autre des sanctions ou de toutes les sanctions mentionnées dans la Partie 354 du titre 19 des CFR si lui ou l'une ou l'autre des personnes mentionnées au point 9 de la présente viole l'ordonnance conservatoire administrative.
8. Le demandeur autorisé accepte d'être tenu entièrement responsable, à titre personnel et au nom de son entreprise ou de son siège social, de la violation de la présente OCA par un employé de l'entreprise ou du siège social, ou par un employé de soutien dont l'entreprise ou le siège social a retenu les services, à qui on a permis d'avoir accès à des renseignements OCA.
9. Le demandeur autorisé signale rapidement et confirme par écrit au Département toute violation éventuelle de la présente OCA.

DÉFINITIONS

Les définitions qui suivent sont d'application aux fins de la présente OCA:

"Représentant" s'entend d'un particulier, d'une entreprise ou d'une entité agissant pour le compte d'une partie intéressée.

"Demandeur" s'entend du représentant d'une partie intéressée qui a demandé d'avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu de la présente OCA.

"Demandeur autorisé" s'entend du demandeur que le Secrétaire a autorisé à recevoir des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu de la présente OCA.

"Entreprise principale" s'entend de l'entreprise qui sera le principal point de liaison avec le Département et qui se verra signifier tous les documents pour la partie qu'elle représente, lorsque deux entreprises ont accès à ces renseignements à titre indépendant en vertu de la présente OCA.

"Personnel de soutien" s'entend des techniciens juridiques, des clerks, des secrétaires et du personnel de soutien qui sont employés par ou pour le compte de l'entreprise du demandeur et qui travaillent dans le périmètre de l'entreprise sous la supervision d'un demandeur autorisé, ainsi que des sous-traitants de l'entreprise qui exercent des fonctions de soutien analogues.

"Données électroniques" s'entend: 1) des données communiquées par une partie, établies par le Département ou stockées par le destinataire sur une bande, un disque ou une disquette pour ordinateur ou sur tout autre support électronique; et 2) de tous les ouvrages électroniques résultant du traitement de ces données, transférés sous une forme ou sous une autre sur un autre support électronique: bande, disque, disquette, boîte de Bernoulli, unité de disque amovible, etc.

(Signature du fonctionnaire du Département)
Nom dactylographié
Titre
Administration des importations

(date)